Université de Yaoundé II
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
PROGRAMME DE FORMATION EN
GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Tel: +237 620 20 66 23 / +237694997543 / +237674126903
www.gpe-cameroun.cm
contact@gpe-cameroun.cm
BP : 1792 Yaoundé - Cameroun

GPE

The University of Yaounde II
Faculty of Economics and Management
Economic Policy Management Programme

Tel: +237 620 20 66 23 / +237694997543 / +237674126903
www.gpe-cameroun.cm
contact@gpe-cameroun.cm
BP : 1792 Yaoundé-Cameroon

Arrêté n° 06/0104/MINESUP/DDES du 14 Septembre 2006

MASTER PROFESSIONNEL EN GESTION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE (GPE)

MEMOIRE PROFESSIONNEL DE FIN DE FORMATION

DIGITALISATION BANCAIRE ET INCLUSION FINANCIÈRE : UNE ANALYSE DES DÉTERMINANTS DE L'ADOPTION AU CAMEROUN

Par

KANOUO Plentis Zangue

Titulaire d'un Master en Gouvernance Financière

Sous l'encadrement de :

Pr NVUH NJOYA Youssouf

Maître de Conférences, Université de Yaoundé II

Année Académique : 2025-2026
22ème promotion

AVERTISSEMENT

L'Université de Yaoundé II, à travers le Master Professionnel en Gestion de la politique Economique (GPE), n'entend donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans le présent mémoire. Ces opinions n'engagent que l'auteur.

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT i
SOMMAIRE ii
DEDICACES iii
REMERCIEMENTS iv
LISTES DES ABREVIATIONS v
LISTES DES TABLEAUX viii
RESUME ix
ABSTRACT x
INTRODUCTION GÉNÉRALE 1
PREMIÈRE PARTIE : 8
FONDEMENTS THÉORIQUES, ÉCONOMIQUES ET EMPIRIQUES 8
CHAPITRE 1 : CADRES THÉORIQUES DE L'ADOPTION TECHNOLOGIQUE ET FONDEMENTS ÉCONOMIQUES DE L'INCLUSION FINANCIÈRE 9
CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTÉRATURE EMPIRIQUE ET PAYSAGE FINANCIER CAMEROUNAIS 28
DEUXIÈME PARTIE : 42
ANALYSE EMPIRIQUE, RÉSULTATS ÉCONOMÉTRIQUES ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE 42
CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE, DONNÉES ET SPÉCIFICATION DU MODÈLE ÉCONOMÉTRIQUE 43
CHAPITRE 4 : RÉSULTATS, INTERPRÉTATION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE 55
CONCLUSION GÉNÉRALE 73
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ..... **Erreur ! Signet non défini.**
ANNEXES 80
TABLE DES MATIÈRES 92

DEDICACES

A

Mes filles, Elue, Inna et Noémie,

Vous avez été mon équilibre dans ce parcours.

Dans les moments de doute, comme dans les moments d'avancée, votre simple présence a suffi à me recentrer sur l'essentiel.

Elue, pour la force que tu inspires.

Inna, pour la douceur que tu incarnes.

Noémie, pour cette croissance partagée, silencieuse mais réelle.

Ce mémoire n'est pas seulement un travail académique. Il porte aussi une conviction : celle qu'un avenir plus juste est possible.

Et c'est en pensant à vous que cette conviction se concrétise

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à mon directeur de mémoire, le Pr NVUH NJOYA Youssouf, pour la qualité de son encadrement, sa rigueur scientifique et la pertinence de ses orientations tout au long de ce travail.

- ✓ Mes remerciements s'adressent également au Programme de formation en Gestion de la Politique Économique de l'Université de Yaoundé II SOA, pour le cadre académique offert et les enseignements reçus. Je suis particulièrement reconnaissant envers la Banque UBA Cameroun pour m'avoir permis de conduire ce travail dans un environnement professionnel enrichissant.
- ✓ Ma reconnaissance va également au **Dr CHOPKENG AWOUNAG Arthur** pour son appui dans l'analyse et ses conseils avisés.
- ✓ J'adresse mes sincères remerciements au **Dr SALEU FEUMENI Josiane**, pour son accompagnement et son implication dans le suivi du programme de formation.
- ✓ Je remercie également Monsieur **Fabrice BEYENE, DAAF du programme**, pour ses conseils déterminants qui m'ont orienté vers cette formation.
- ✓ Enfin, je remercie ma famille et mes amis pour leur soutien constant tout au long de ce parcours.

LISTES DES ABREVIATIONS

Sigle / Abréviation	Définition
AFD	Agence Française de Développement
AME	Average Marginal Effects (Effets Marginaux Moyens)
API	Application Programming Interface (Interface de programmation applicative)
ART	Agence de Régulation des Télécommunications (Cameroun)
BAD	Banque Africaine de Développement
BCD	Banque Camerounaise de Développement (dissoute)
BDEAC	Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
BICIC	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Cameroun (dissoute)
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière Africaine (Franc CFA)
CM2	Cours Moyen Deuxième année (niveau scolaire primaire)
COBAC	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
COVID-19	Coronavirus Disease 2019 (Maladie à Coronavirus 2019)
DRH	Direction des Ressources Humaines
ECAM5	Cinquième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (INS, 2024)
EE	Effort Expectancy (Espérance d'effort — UTAUT)
EMF	Établissement de Microfinance
FC	Facilitating Conditions (Conditions facilitatrices — UTAUT)
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FINF	Fonds National d'Inclusion Numérique Financière (recommandation R1)
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Coopération allemande)
GPE	Gestion de la Politique Économique
IDT	Innovation Diffusion Theory (Théorie de la Diffusion des Innovations — Rogers)
IMF	International Monetary Fund (Fonds Monétaire International — FMI)

INFRANUM	Infrastructure Numérique (variable du modèle économétrique)
INS	Institut National de la Statistique (Cameroun)
KYC	Know Your Customer (Procédures de vérification de l'identité des clients)
MCO	Moindres Carrés Ordinaires (méthode d'estimation économétrique)
MINAS	Ministère des Affaires Sociales (Cameroun)
MINEDUB	Ministère de l'Éducation de Base (Cameroun)
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires (Cameroun)
MM	Motivational Model (Modèle motivationnel — Davis et al., 1992)
MPCU	Model of PC Utilization (Modèle d'utilisation du PC — Thompson et al., 1991)
MTN	Mobile Telephone Networks (Opérateur de téléphonie mobile)
MV	Maximum de Vraisemblance (méthode d'estimation du modèle Logit)
NBER	National Bureau of Economic Research (États-Unis)
PE	Performance Expectancy (Espérance de performance — UTAUT)
PEOU	Perceived Ease of Use (Facilité d'utilisation perçue — TAM)
PIB	Produit Intérieur Brut
PU	Perceived Usefulness (Utilité perçue — TAM)
PZC	Premier Zimbabwe Capital (acteur de micro-assurance numérique)
RESET	Regression Equation Specification Error Test (test de spécification — Ramsey)
SCB	Société Commerciale de Banque (Cameroun)
SFN	Services Financiers Numériques
SI	Social Influence (Influence sociale — UTAUT)
SND30	Stratégie Nationale de Développement horizon 2030 (Cameroun)
SNIF	Stratégie Nationale d'Inclusion Financière 2020-2025 (Cameroun)
SYGMA	Système de Gestion Macroéconomique et d'Appui (système de paiement CEMAC)
TAM	Technology Acceptance Model (Modèle d'Acceptation Technologique — Davis, 1989)
TAM2	Technology Acceptance Model 2 (Venkatesh & Davis, 2000)
TAM3	Technology Acceptance Model 3 (Venkatesh & Bala, 2008)
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TPB	Theory of Planned Behavior (Théorie du Comportement Planifié — Ajzen, 1991)
UBA	United Bank for Africa (établissement bancaire)

UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
USD	United States Dollar (Dollar américain)
UTAUT	Unified Theory of Acceptance and Use of Technology (Venkatesh et al., 2003)
UTAUT2	Unified Theory of Acceptance and Use of Technology 2 (Venkatesh et al., 2012)
VIF	Variance Inflation Factor (Facteur d'Inflation de la Variance)

LISTES DES TABLEAUX

Tableau 1 : Variables du modèle : double ancrage théorique comportemental et économique..... 22
Tableau 2 : Corrélats socioéconomiques de l'exclusion financière au Cameroun (ECAM5, 2022)..... 34
Tableau 3 : Taux de bancarisation et d'accès au mobile money dans les pays de la zone CEMAC (2022) 35
Tableau 4 : Statistiques descriptives des variables du modèle (Global Findex 2021, Cameroun, N=1 000) 45
Tableau 5 : Matrice de corrélations entre les variables explicatives du modèle 46
Tableau 6 : Variance Inflation Factors (VIF) des variables explicatives..... 47
Tableau 7 : Définition opérationnelle, signe attendu et justification des variables du modèle..... 48
Tableau 8 : Résultats du modèle Logit : déterminants de l'adoption des services financiers numériques au Cameroun (Global Findex 2021) 56
Tableau 9 : Gains d'adoption potentiels estimés par recommandation (simulations) 60
Tableau 10 : Probabilités prédites d'adoption par profil de population (simulations à partir du modèle Logit)..... 61
Tableau 11 : Matrice opérationnelle des recommandations de politique économique..... 66

RESUME

Le Cameroun présente une situation contrastée marquée par une progression rapide des services financiers numériques, notamment le mobile money, alors que l'accès aux services bancaires formels reste limité. Cette situation soulève la question des facteurs qui expliquent l'adoption encore incomplète des services financiers numériques dans le pays.

Ce mémoire vise à identifier les déterminants de cette adoption. Il s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle les caractéristiques individuelles à savoir le revenu, niveau d'éducation, âge, genre, localisation et les facteurs institutionnels en l'occurrence la confiance envers les banques, la qualité de l'infrastructure numérique, influencent significativement les comportements d'usage.

Sur le plan méthodologique, l'étude mobilise les données du Global Findex 2021 pour le Cameroun, complétées par celles de l'ECAM5. Un modèle économétrique de type Logit est utilisé afin d'analyser l'effet des différentes variables sur la probabilité d'adoption des services financiers numériques.

Les résultats montrent que l'accès à une infrastructure numérique de qualité et la confiance dans les institutions financières constituent les déterminants les plus importants. Le revenu, la localisation en zone urbaine et le niveau d'éducation influencent également positivement l'adoption, tandis que l'âge agit négativement.

Ces résultats indiquent que la digitalisation, à elle seule, ne garantit pas une inclusion financière effective. En conséquence, le mémoire propose des recommandations portant sur l'amélioration de l'accès au réseau, le renforcement de la confiance dans le système bancaire, ainsi que le développement de services financiers mieux adaptés aux besoins des populations.

Mots-clés : Inclusion financière, digitalisation bancaire, adoption, modèle Logit, Cameroun, mobile money.

ABSTRACT

Cameroon presents a contrasted situation: digital financial services, and mobile money in particular, are expanding rapidly, while access to formal banking services remains limited. This gap raises a concrete question: what factors explain the still incomplete adoption of these services in the country?

This thesis aims to identify the determinants of this adoption. It is based on the hypothesis that individual characteristics, namely income, level of education, age, gender, and location, as well as institutional factors, in particular trust in banks and the quality of digital infrastructure, significantly influence usage behaviors.

From a methodological standpoint, the study draws on data from the Global Findex 2021 for Cameroon, complemented by those from ECAM5. A Logit-type econometric model is used in order to analyze the effect of the different variables on the probability of adopting digital financial services.

The results show that access to quality digital infrastructure and trust in financial institutions constitute the two most powerful determinants. Income, urban location and level of education also positively influence adoption, whereas age acts in the opposite direction..

These results indicate that digitalization alone does not guarantee effective financial inclusion. Consequently, the thesis proposes recommendations focusing on improving access to network infrastructure, strengthening trust in the banking system, as well as developing financial services better adapted to the needs of the population.

Keywords: Financial inclusion, banking digitalization, adoption, Logit model, Cameroon, mobile money.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I. CONTEXTE GÉNÉRAL : LE PARADOXE NUMÉRIQUE-FINANCIER DU CAMEROUN

Le Cameroun se trouve aujourd'hui à la croisée de deux trajectoires contradictoires. D'un côté, la révolution numérique s'impose avec une force que peu aurait anticipée il y a une décennie. En 2022, 85 % de la population disposait d'un accès au réseau mobile (ART, 2022), et les transactions de mobile money ont progressé à un rythme annuel de 30 % entre 2017 et 2022, atteignant un volume de l'ordre de 12 000 milliards de FCFA (BEAC, 2022). Ces chiffres placent le Cameroun parmi les pays d'Afrique centrale les plus dynamiques en matière d'adoption des technologies numériques de paiement. De l'autre côté, le taux de bancarisation formelle stagne à 15-20 % de la population adulte (COBAC, 2022), bien en deçà des 50 % fixés par la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière 2020-2025 et de la moyenne africaine. Avec un PIB nominal de 45 milliards de dollars en 2022, première économie de la zone CEMAC (Banque Mondiale, 2022), le Cameroun n'a pas encore réussi à transformer sa dynamique numérique en inclusion financière profonde.

La Cinquième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM5) publiée en janvier 2024 par l'Institut National de la Statistique vient préciser ces contours avec une acuité statistique inédite. En 2022, seulement 45,7 % de la population de 15 ans et plus détenait un compte financier sous l'une de ses formes : bancaire, EMF (établissement de microfinance), postal, mobile money ou carte prépayée (INS, 2024). La disparité géographique est saisissante : ce taux atteint 61,0 % en milieu urbain mais s'effondre à 25,2 % en milieu rural, où réside pourtant 46,3 % de la population. Parmi les ménages pauvres, dont le chef de ménage vit sous le seuil de pauvreté de 813 FCFA par jour, seuls 39,2 % des chefs de ménage possèdent un compte financier, contre 76,3 % pour les ménages non-pauvres, un écart de 37 points de pourcentage qui dit tout de la profondeur de l'exclusion financière dans ses dimensions économiques et géographiques.

Ce paradoxe n'est pas propre au Cameroun. Il traverse l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, où le mobile money a révolutionné les paiements sans pour autant transformer les structures de l'intermédiation financière. Mais il y revêt une acuité particulière pour deux raisons. Premièrement, le Cameroun est la principale économie d'une zone monétaire (la CEMAC) dont la politique monétaire est conduite par la BEAC et dont la supervision bancaire relève de la COBAC. La persistance de l'exclusion financière affecte directement l'efficacité des instruments de politique monétaire et la transmission des impulsions de la banque centrale à l'économie réelle. Deuxièmement, la Vision Cameroun 2035 et la Stratégie Nationale de Développement horizon 2030 (SND30) assignent à l'inclusion financière un rôle stratégique dans la réduction des inégalités et l'accélération de la croissance. Sans un approfondissement significatif de la bancarisation formelle, ces objectifs resteront hors de portée.

Ce défi est aujourd'hui largement reconnu à l'échelle internationale. L'inclusion financière figure parmi plusieurs cibles des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies à l'horizon 2030. Derrière cette orientation, une idée s'impose progressivement dans les politiques de développement à savoir la difficulté de réduire durablement la pauvreté sans permettre aux ménages de mieux gérer leurs revenus, de financer leurs activités et de faire face aux chocs économiques. Cette logique se retrouve dans plusieurs domaines. On peut citer entre autres, le financement des exploitations agricoles familiales, mais aussi la réduction des inégalités à travers l'autonomie économique des femmes, ou encore l'accès au crédit pour les petites unités de production.

Pour le Cameroun, les implications sont concrètes. Cette reconnaissance se traduit par un accès accru à des financements proposés par des partenaires comme la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la GIZ ou l'AFD. Ces institutions mobilisent des ressources de plus en plus importantes pour soutenir des projets d'inclusion financière, en particulier dans sa dimension numérique.

Pour comprendre ce paradoxe, il nous revient dans ce mémoire, à travers une démarche analytique rigoureuse, de s'interroger sur les mécanismes économiques profonds qui orientent les décisions d'adoptions ou de rejet des services financiers formels.

II. JUSTIFICATION DU SUJET ET PERTINENCE SCIENTIFIQUE

La digitalisation bancaire constitue, à l'échelle mondiale, l'un des phénomènes les plus transformateurs de la décennie écoulée. Elle a reconfiguré l'architecture de l'intermédiation financière dans les économies avancées, bouleversé les modèles d'affaires bancaires, et ouvert des perspectives inédites d'inclusion pour des populations historiquement exclues des circuits financiers formels dans les économies en développement. Pour autant, la traduction de ces potentialités en réalités d'inclusion reste inégale, partielle et contingente de facteurs que la littérature économique et de gestion a encore du mal à saisir dans leur globalité.

La pertinence scientifique de cette recherche tient à trois arguments complémentaires. Le premier est empirique : aucune étude disponible à ce jour ne propose d'analyse économétrique des déterminants de l'adoption des services financiers numériques à partir de données représentatives au niveau national pour le Cameroun. Les travaux existants notamment **Kéou et Feudjio (2019**), reposent sur des échantillons locaux limités à Yaoundé, dont la validité externe ne peut être extrapolée à un pays caractérisé par une hétérogénéité géographique, culturelle et économique considérable. Le deuxième argument est analytique : la littérature africaine traite le mobile money et les services bancaires formels numériques comme des objets d'étude distincts et compartimentés, alors que leur coexistence au

Cameroun dans un rapport de complémentarité et de concurrence partielles constitue précisément le cœur du paradoxe à expliquer. Le troisième argument est prescriptif : aucun travail ne relie, dans un cadre économétrique cohérent, les déterminants empiriques de l'adoption à des recommandations de politique économique différenciées par segment de population ; lacune que ce mémoire s'efforce de combler.

Sur le plan pratique, cette étude s'adresse avant tout aux acteurs impliqués dans l'inclusion financière au Cameroun et dans la zone CEMAC. On pense notamment à la BEAC, dont les orientations en matière de politique monétaire influencent directement l'accès aux services bancaires, ainsi qu'à la COBAC, chargée de veiller à la stabilité du système tout en favorisant son ouverture à un public plus large. Les banques commerciales sont également concernées, dans la mesure où leur développement passe aussi par une meilleure compréhension des difficultés rencontrées par les populations encore peu bancarisées. Enfin, les pouvoirs publics jouent un rôle central, puisqu'ils doivent arbitrer entre plusieurs priorités et orienter des ressources limitées vers les actions les plus efficaces pour atteindre les objectifs de la stratégie nationale d'inclusion financière 2020-2025 désormais arrivée à son terme. Nous supposons donc que ces différents acteurs partagent une compréhension commune des freins à l'inclusion, ce qui est loin d'être toujours le cas en pratique.

III. PROBLÉMATIQUE

La question centrale de cette recherche prend appui sur une tension bien réelle : d'un côté, une infrastructure numérique en nette progression ; de l'autre, une inclusion financière formelle qui reste limitée. Ce décalage nous interpelle, car l'essor du numérique est souvent présenté comme un levier naturel d'inclusion, sans que cela se vérifie systématiquement dans les faits. C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente réflexion, qui s'articule autour de la question suivante :

Dans quelle mesure les variables socioéconomiques et institutionnelles permettent-elles d'expliquer l'adoption des services financiers numériques au Cameroun, et quelles implications en tirer pour la conception de politiques économiques visant à faire de la digitalisation bancaire un levier effectif d'inclusion financière ?

Pour traiter cette problématique de manière opérationnelle, elle est abordée selon deux axes complémentaires. Le premier concerne les caractéristiques individuelles comme le revenu, le niveau d'éducation, l'âge, le genre ou la localisation, qui influencent la probabilité d'adoption. Le second porte sur l'environnement dans lequel évoluent les individus, notamment la confiance envers les institutions financières, la qualité du réseau et le cadre réglementaire.

Cette distinction reste analytique, car dans la pratique ces facteurs interagissent. Elle permet toutefois de structurer l'analyse, chaque axe étant associé à une hypothèse testable dans un cadre économétrique.

IV. OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Objectif général : Identifier et mesurer les déterminants socioéconomiques et institutionnels de l'adoption des services financiers numériques au Cameroun, afin de formuler des recommandations de politique économique permettant de transformer cette adoption en vecteur d'inclusion financière profonde, d'intermédiation bancaire élargie et de transmission efficace de la politique monétaire. De cet objectif général peut découler trois objectifs spécifiques.

Le premier objectif spécifique vise à analyser dans quelle mesure les caractéristiques individuelles influencent l'adoption des services financiers numériques. Le revenu et le niveau d'éducation jouent souvent un rôle central, mais l'âge, le genre et aussi la localisation peuvent également intervenir. L'exploitation des micro données de la **base Global Findex 2021** pour le Cameroun permet d'en proposer une évaluation empirique, tout en tenant compte des spécificités du contexte local.

Le second objectif spécifique consiste à examiner dans quelle mesure l'environnement institutionnel et infrastructurel influence l'adoption des services financiers numériques. La confiance dans les institutions bancaires, la qualité du réseau mobile et l'accès aux services apparaissent comme des facteurs clés, même si leur effet peut varier selon les contextes. L'idée directrice est que les imperfections de marché, en particulier l'asymétrie d'information, les coûts de transaction et le manque de confiance, continuent de peser fortement sur l'intégration au système bancaire formel.

Le troisième objectif spécifique vise à tirer des résultats empiriques des recommandations de politique économique concrètes. L'exploitation conjointe des données **ECAM5 (INS, 2024) et Findex 2021** permet d'affiner ces propositions en tenant compte des profils de population et des contraintes propres aux acteurs institutionnels. La finalité étant d'aboutir à des mesures réellement opérationnelles, susceptibles de s'inscrire dans la continuité de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière 2020-2025.

V. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

Les deux hypothèses de cette recherche découlent directement des déterminants identifiés dans la littérature et des spécificités du contexte camerounais.

Hypothèse 1 : Déterminants socioéconomiques

Les caractéristiques individuelles exercent des effets significatifs et différenciés sur la probabilité d'adoption des services financiers numériques. Spécifiquement : (a) le revenu exerce un effet positif et significatif, en réduisant les coûts de transaction relatifs et en améliorant le signal de solvabilité envoyé aux institutions bancaires ; (b) le niveau d'éducation exerce un effet positif et significatif, en réduisant l'asymétrie d'information et en améliorant la compatibilité perçue des services financiers numériques avec les pratiques existantes ; (c) l'âge exerce un effet négatif et significatif, reflétant les coûts d'apprentissage croissants et la moindre exposition aux réseaux numériques ; (d) le genre exerce un effet différencié, les hommes présentant une probabilité d'adoption supérieure en raison des inégalités structurelles d'accès aux réseaux numériques et aux ressources économiques ; (e) la localisation géographique urbaine exerce un effet positif et significatif, reflétant la densité des points d'accès et l'observabilité des pratiques adoptantes. Signes attendus : **β(REVENU) > 0 ; β(ÉDUCATION) > 0 ; β(ÂGE) < 0 ; β(GENRE_HOMME) > 0 ; β(LOCALISATION_URBAIN) > 0.**

Hypothèse 2 : Déterminants institutionnels et infrastructurels

Les facteurs institutionnels et infrastructurels constituent des déterminants structurels de l'adoption, indépendants des caractéristiques socioéconomiques individuelles. Plus précisément, la confiance accordée aux institutions bancaires formelles devrait avoir un effet positif et significatif sur l'adoption. En réduisant l'incertitude perçue, elle facilite la décision de recourir à des services financiers et limite les réticences liées à leur utilisation.

Dans le même sens, la qualité de l'infrastructure numérique est supposée favoriser l'adoption. Un réseau plus fiable et plus accessible réduit les coûts de transaction et rend l'usage des services plus simple, ce qui peut encourager leur appropriation progressive.

A cet effet, les coefficients associés à ces variables dans ces conditions sont attendus positifs c'est-à-dire : **β(CONFIANCE) > 0 ; β(INFRANUM) > 0.**

VI. INTÉRÊTS ET CONTRIBUTIONS DE LA RECHERCHE

Sur le plan scientifique, cette recherche apporte une contribution tridimensionnelle. Elle produit la première analyse économétrique nationale représentative des déterminants de l'adoption des services financiers numériques au Cameroun, comblant ainsi un vide empirique documenté dans la littérature sur l'Afrique centrale. Elle articule, pour la première fois dans ce contexte, les théories comportementales d'adoption **(TAM, UTAUT, Rogers)** avec les théories économiques de l'intermédiation financière **(Diamond, 1984),** de l'asymétrie d'information **(Stiglitz & Weiss, 1981)** et des coûts de transaction

(Coase, 1937 ; Williamson, 1985), produisant un cadre analytique plus riche que celui que chaque tradition intellectuelle peut offrir isolément. Elle mobilise en outre, de manière systématique et inédite, les données de l'ECAM5 (INS, 2024) pour contextualiser et enrichir les résultats économétriques.

Sur le plan pratique, cette recherche fournit aux décideurs des leviers d'action fondés sur des résultats empiriques vérifiables. Elle identifie les variables les plus discriminantes pour l'adoption à savoir : infrastructure numérique, confiance institutionnelle, revenu, éducation, localisation, en quantifie les effets marginaux, et en tire des recommandations différenciées pour les pouvoirs publics, la COBAC, la BEAC et les établissements financiers. Enfin, la stratégie nationale d'inclusion financière 2020-2025 (SNIF2020-2025) est analysée de manière critique afin d'en faire ressortir les principales limites, en particulier celles liées à sa faisabilité, à ses modalités de financement et à sa cohérence d'ensemble.

VII. ANNONCE DU PLAN

Ce mémoire s'organise en deux parties. La première partie, intitulée Fondements théoriques, économiques et empiriques comprend un Chapitre 1 qui articule les cadres conceptuels d'adoption technologique avec les théories économiques de l'intermédiation financière et de l'information, en soumettant les modèles comportementaux standard à une critique fondamentale, et un Chapitre 2 qui dresse un bilan critique de la littérature empirique sur l'Afrique subsaharienne et le Cameroun, avant d'analyser le paysage financier camerounais dans ses dimensions structurelles, paradoxales et réglementaires. La seconde partie intitulée Analyse empirique et implications de politique économique comprend un Chapitre 3 qui expose la démarche méthodologique, les sources de données et la spécification du modèle Logit, et un Chapitre 4 qui présente les résultats de l'estimation, procède à leur interprétation économique approfondie et formule six recommandations de politique économique différenciées, directement opérationnalisables dans le cadre de la SNIF 2020-2025.

PREMIÈRE PARTIE :
FONDEMENTS THÉORIQUES, ÉCONOMIQUES ET EMPIRIQUES

La compréhension du phénomène d'adoption des services financiers numériques requiert un double ancrage intellectuel, que cette première partie s'attache à construire avec rigueur. D'une part, les théories de l'adoption technologique (TAM, UTAUT, théorie de la diffusion des innovations) fournissent les instruments conceptuels pour analyser les comportements individuels et sociaux face à l'innovation financière numérique. D'autre part, les théories économiques de l'intermédiation financière, de l'asymétrie d'information et des coûts de transaction offrent un cadre analytique plus profond pour saisir pourquoi l'adoption des services bancaires formels reste structurellement limitée dans les économies à forte composante informelle. Le premier chapitre articule ces deux traditions intellectuelles, en soumettant les modèles comportementaux à une critique rigoureuse avant de les ancrer dans les fondements de l'économie monétaire et financière. Le second chapitre mobilise cet appareil théorique pour analyser la littérature empirique et le paysage financier camerounais.

CHAPITRE 1 : CADRES THÉORIQUES DE L'ADOPTION TECHNOLOGIQUE ET FONDEMENTS ÉCONOMIQUES DE L'INCLUSION FINANCIÈRE

Ce premier chapitre poursuit un double objectif. Il expose les principaux modèles comportementaux qui ont structuré la recherche internationale sur l'adoption des technologies financières, avant de les soumettre à une critique fondamentale : sont-ils adaptés aux économies informelles ? Peuvent-ils saisir la rationalité non standard des sociétés communautaires ? Ne sont-ils pas trop individualistes pour rendre compte de comportements financiers profondément enchâssés dans des relations sociales et institutionnelles ? Il mobilise ensuite les théories économiques qui permettent de dépasser ces limites, en ancrant l'analyse dans le champ de l'économie monétaire et financière : théorie de l'intermédiation financière, asymétrie d'information, coûts de transaction et théorie de la confiance financière.

Ce défi dépasse la seule question de l'accès aux services bancaires. Il renvoie à un enjeu plus profond, celui du modèle de développement économique que le Cameroun cherche à construire. Tant que les ménages et les petites entreprises ne peuvent pas épargner de manière sécurisée, accéder à un crédit à des conditions soutenables ou se protéger contre les aléas économiques, les inégalités tendent à se maintenir dans le temps.

C'est dans cette perspective stratégique qu'il faut situer la problématique de l'adoption des services financiers numériques. La digitalisation bancaire ne constitue pas une fin en soi. Elle est un moyen puissant et inédit de réduire les coûts de transaction qui ont historiquement rendu non rentable la fourniture de services bancaires aux ménages à faibles revenus dans les zones rurales éloignées. Mais pour que ce moyen produise les effets d'inclusion attendus, il faut comprendre avec précision quels sont les facteurs qui déterminent l'adoption ou le rejet de ces services par les populations cibles. Ce qui est précisément l'objet de cette recherche.

1.1. LE TECHNOLOGY ACCEPTANCE MODEL (TAM) : ARCHITECTURE, APPORTS ET LIMITES CRITIQUES

1.1.1. Genèse et architecture du modèle

Proposé par Fred D. Davis en 1989 dans le cadre de sa thèse de doctorat au Massachusetts Institute of Technology, le Technology Acceptance Model (TAM) constitue l'une des contributions les plus citées à la psychologie de l'utilisation des systèmes d'information, avec plusieurs milliers de citations dans la littérature académique internationale. Son postulat est d'une économie conceptuelle remarquable : l'adoption d'une technologie par un individu est déterminée, en premier lieu, par sa perception de l'utilité

de ladite technologie (Perceived Usefulness, PU) et, en second lieu, par sa perception de la facilité avec laquelle il peut l'utiliser (Perceived Ease of Use, PEOU).

Davis définit l'utilité perçue comme le degré auquel un individu pense qu'utiliser un système particulier améliorera ses performances (Davis, 1989, p. 320). Dans le registre des services financiers numériques, cette notion renvoie à la capacité qu'a l'individu d'anticiper les gains concrets associés à leur adoption : réduction des coûts et délais de transfert d'argent, accessibilité géographique élargie, sécurité améliorée des transactions, facilitation de l'accès au crédit. La facilité d'utilisation perçue désigne quant à elle le degré auquel un individu pense que l'utilisation d'un système particulier ne nécessitera pas d'effort particulier, elle renvoie à la courbe d'apprentissage, à la clarté de l'interface et à la fluidité du fonctionnement.

Ces deux dimensions influencent conjointement l'attitude de l'individu vis-à-vis du système, laquelle oriente ensuite son intention d'utilisation puis son comportement effectif. Cette logique, qui va de la perception à l'action, s'inscrit dans la continuité de la théorie de l'action raisonnée d'Ajzen et Fishbein (1975).

L'intérêt du TAM tient surtout à sa simplicité. En se concentrant sur deux variables principales, il permet de proposer un cadre d'analyse empirique relativement stable, dont la robustesse a été confirmée par de nombreuses études.

1.1.2. Extensions : TAM2, TAM3 et leur pertinence bancaire

Les limites du TAM originel, notamment son incapacité à expliquer la formation de l'utilité perçue et les antécédents de la facilité d'utilisation, ont conduit à deux extensions majeures. TAM2 (Venkatesh & Davis, 2000) enrichit le modèle en introduisant des déterminants sociaux et cognitifs de l'utilité perçue : l'influence normative subjective (la perception que les personnes importantes pour l'individu pensent qu'il devrait utiliser le système), la visibilité de la technologie dans l'environnement social, la pertinence de la tâche et la qualité démontrée du résultat. Ces ajouts améliorent significativement le pouvoir explicatif du modèle dans les contextes où la pression sociale est forte, ce qui est précisément le cas dans les sociétés africaines à forte cohésion communautaire.

Le modèle TAM3 proposé par Venkatesh et Bala (2008) approfondit l'analyse en cherchant à comprendre ce qui rend une technologie plus ou moins facile à utiliser. Il met en avant plusieurs facteurs, notamment la crainte de se tromper, le niveau de confiance en soi, l'intérêt ressenti lors de l'utilisation et la perception de la complexité de l'outil. Dans les zones rurales camerounaises, où l'ECAM5 (INS, 2024) indique que moins d'un adulte pauvre sur deux maîtrise la lecture et l'écriture, ces éléments ne sont pas

abstraits. Ils renvoient à des contraintes concrètes qui peuvent freiner l'usage des services financiers numériques.

Dans le domaine bancaire, plusieurs travaux empiriques ont testé ces extensions avec des résultats instructifs. Pikkarainen et al. (2004) ont appliqué TAM2 à l'adoption de la banque en ligne en Finlande et montré que l'utilité perçue pesait davantage que la facilité d'utilisation dans la décision d'adopter. Chitungo et Munongo (2013) sont parvenus à des conclusions similaires pour le mobile banking au Zimbabwe, tout en soulignant que les facteurs culturels locaux jouaient un rôle que le modèle standard ne capturait pas pleinement. Ces études sont utiles comme point de départ, mais elles rappellent aussi une limite claire : appliqué tel quel aux économies africaines à forte informalité, le TAM ne suffit pas. Il faut l'adapter, le compléter, parfois le remettre en question pour rendre compte de réalités que ses catégories n'ont pas été conçues pour saisir.

1.1.3. Critique fondamentale : trois limites structurelles du TAM en Afrique

La robustesse empirique du TAM dans les contextes occidentaux ne doit pas masquer ses limites conceptuelles profondes lorsqu'il est appliqué aux économies africaines. Trois critiques fondamentales méritent d'être posées explicitement, elles structurent les choix théoriques et méthodologiques de ce mémoire.

Première critique : le TAM repose sur un postulat de rationalité individuelle instrumentale qui n'est pas universellement valide. Le modèle suppose que l'individu évalue de manière autonome et rationnelle les bénéfices d'une technologie et prend sa décision d'adoption sur la base de cette évaluation coût-bénéfice. Or, dans les sociétés africaines à forte cohésion communautaire, les décisions économiques, y compris les décisions financières, sont profondément enchâssées dans des relations sociales, des normes collectives et des obligations de réciprocité, au sens de l'embeddedness de Granovetter (1985). La décision d'ouvrir un compte bancaire ne relève pas d'un calcul individuel isolé : elle implique une négociation, souvent implicite, avec le groupe social de référence. Dans ce contexte, les tontines ne sont pas simplement des palliatifs à l'exclusion bancaire : elles sont des institutions financières à part entière, dotées de mécanismes de gouvernance, de sanction et de réciprocité que le système bancaire formel ne peut facilement répliquer. Le TAM, dans sa formulation standard, est structurellement aveugle à cette dimension collective et institutionnelle de la décision financière.

Deuxième critique : le TAM ignore les rationalités non standard qui structurent les comportements financiers dans les économies à forte incertitude institutionnelle. La confiance, au sens d'une disposition cognitive et affective à s'en remettre à une institution dont on ne peut contrôler le comportement, est un déterminant de l'adoption des services bancaires formels qui ne se réduit pas à la

perception de l'utilité. Dans le contexte camerounais, où les crises bancaires des années 1980-1990 ont entraîné la disparition de plusieurs établissements et la perte des économies de nombreux ménages, la méfiance envers les institutions financières formelles est une forme de rationalité adaptative, fondée sur l'expérience collective d'une défaillance institutionnelle. Ce n'est pas un biais cognitif à corriger par des campagnes de sensibilisation : c'est une réponse rationnelle à une histoire institutionnelle réelle, que seule une reconstruction lente et durable de la confiance peut transformer.

Troisième critique : le TAM est un modèle statique et acontextuel. Il modélise la décision d'adoption à un instant donné, sans intégrer la trajectoire historique des relations entre les individus et les institutions financières, ni les conditions structurelles, pauvreté monétaire, informalité économique, exclusion géographique, qui contraignent l'exercice même de la rationalité individuelle. Pour les 37,7 % de Camerounais qui vivent sous le seuil de pauvreté de 813 FCFA par jour (ECAM5, INS, 2024), la question n'est pas de savoir si les services bancaires leur paraissent utiles ou faciles à utiliser : c'est de savoir si le rapport coût-bénéfice de l'adoption est positif compte tenu de leurs contraintes budgétaires réelles. Ces trois limites constituent le socle de la critique théorique développée dans ce chapitre et justifient la mobilisation des théories économiques exposées à la section 1.3.

1.1.4. Implications pour la recherche : au-delà du TAM

Les trois critiques fondamentales adressées au TAM, biais individualiste, incapacité à traiter les rationalités non standard, acontextualité, ne signifient pas que le modèle doit être abandonné. Elles signifient qu'il doit être utilisé avec discernement, comme un outil analytique partiellement adapté au contexte africain, dont les lacunes sont précisément identifiées et comblées par les apports théoriques complémentaires exposés dans les sections suivantes. Dans la pratique, les variables TAM d'utilité et de facilité d'utilisations perçues constituent des proxies raisonnables de la perception individuelle des services financiers numériques, que les données Global Findex 2021 permettent d'opérationnaliser de manière imparfaite mais acceptable. La variable CONFIANCE de notre modèle constitue précisément le pont entre les limites du TAM et les exigences de l'analyse institutionnelle dans le contexte camerounais.

La mobilisation conjointe du TAM, de l'UTAUT et de la théorie de Rogers dans un cadre intégré produit, selon les méta-analyses disponibles (King & He, 2006), un pouvoir explicatif supérieur à celui de chaque modèle pris isolément, atteignant un R^2 de l'ordre de 60 à 75 % dans les contextes de services financiers mobiles. Ce résultat valide la stratégie analytique de ce mémoire, qui articule ces trois cadres comportementaux avec les théories économiques pour construire un modèle économétrique à sept variables explicatives.

1.2. LE MODÈLE UTAUT ET SES EXTENSIONS : ENRICHISSEMENTS ET PERSISTANCE DES LIMITES

1.2.1. Architecture de l'UTAUT

Face à la prolifération des modèles d'acceptation technologique, TAM, TPB (Theory of Planned Behavior), IDT (Innovation Diffusion Theory), MPCU (Model of PC Utilization), MM (Motivational Model), entre autres, Venkatesh, Morris, Davis et Davis (2003) ont entrepris une synthèse théorique ambitieuse en proposant la Unified Theory of Acceptance and Use of Technology (UTAUT). L'originalité de ce modèle réside dans sa démarche cumulative : il ne rejette pas les modèles antérieurs, mais en distille les construits les plus robustes empiriquement pour proposer un cadre unifié testé sur huit organisations dans les secteurs privé et public aux États-Unis.

L'UTAUT identifie quatre déterminants directs de l'intention d'utilisation et du comportement effectif d'adoption. L'espérance de performance (Performance Expectancy, PE) reprend et enrichit l'utilité perçue du TAM en l'étendant à la mesure dans laquelle l'individu anticipe que l'usage de la technologie lui permettra d'atteindre ses objectifs professionnels ou personnels. L'espérance d'effort (Effort Expectancy, EE) correspond à la facilité d'utilisation perçue du TAM. L'influence sociale (Social Influence, SI) désigne la perception qu'ont les personnes importantes pour l'individu qu'il devrait utiliser le système. Les conditions facilitatrices (Facilitating Conditions, FC) rendent compte de la mesure dans laquelle l'individu croit que l'infrastructure organisationnelle et technique est disponible pour soutenir l'utilisation.

Au-delà de ces quatre déterminants, l'UTAUT introduit quatre variables modératrices, le genre, l'âge, l'expérience et le caractère volontaire ou obligatoire de l'utilisation, dont les effets différenciés sont statistiquement significatifs. Cette prise en compte explicite des variables sociodémographiques constitue une avancée méthodologique majeure par rapport au TAM, particulièrement pertinente pour l'analyse de l'adoption dans des contextes hétérogènes comme le Cameroun, où les disparités de genre, d'âge et de capital éducatif sont considérables. Le modèle atteint un R^2 de 70 % dans les études originales, contre 40 % pour le TAM, amélioration substantielle du pouvoir explicatif.

1.2.2. UTAUT2 et le contexte de consommation volontaire

En 2012, Venkatesh, Thong et Xu proposent UTAUT2, une extension conçue spécifiquement pour les contextes de consommation volontaire. Cette version ajoute trois nouveaux déterminants : la motivation hédonique (Hedonic Motivation), qui renvoie au plaisir intrinsèque tiré de l'utilisation de la technologie ; la valeur perçue (Price Value), qui exprime la comparaison entre le coût monétaire d'accès

à la technologie et les bénéfices escomptés ; et l'habitude (Habit), qui représente la tendance automatique à reproduire des comportements antérieurs.

La variable de valeur perçue est particulièrement pertinente pour l'analyse de l'adoption des services financiers numériques en Afrique. Dans les économies à faibles revenus, le coût des services bancaires, frais de tenue de compte, commissions de transaction, coût d'accès à l'infrastructure (téléphone, connexion), représente une fraction significative du budget des ménages les plus pauvres, ce qui peut rendre le rapport bénéfice-coût perçu négatif même lorsque l'utilité perçue est positive. Les données ECAM5 (INS, 2024) contextualisent cet enjeu : avec un indicateur de bien-être moyen de 1 363 FCFA par personne et par jour pour l'ensemble de la population, les frais bancaires standards peuvent représenter entre 5 % et 12 % du revenu quotidien des ménages proches du seuil de pauvreté.

Aker et Mbiti (2010), dans leur analyse pionnière de l'économie des téléphones mobiles en Afrique subsaharienne, ont mis en évidence l'importance déterminante de l'influence sociale dans les comportements d'adoption des technologies financières. Ils montrent que dans des sociétés à forte cohésion communautaire, la décision individuelle d'adopter un service financier numérique est rarement autonome : elle s'inscrit dans un réseau de références, de recommandations et de pratiques partagées qui agissent comme des mécanismes de réduction de l'incertitude.

1.2.3. Apports et limites persistantes de l'UTAUT

L'UTAUT représente un progrès réel par rapport au TAM sur un point précis : en intégrant l'influence sociale et les conditions facilitatrices, il reconnaît que la décision d'adopter un service financier ne se prend pas dans le vide, mais dans un environnement social et infrastructurel qui la conditionne. La prise en compte du genre et de l'âge comme variables modératrices est également bienvenue, car elle permet d'analyser comment l'adoption se différencie selon les profils. Au Cameroun, cette dimension n'est pas accessoire : l'ECAM5 (INS, 2024) documente un écart de 9,4 points entre hommes et femmes dans l'usage du mobile money, et les inégalités générationnelles dans l'accès aux services financiers numériques sont tout aussi marquées. Sans ces modérateurs, une partie essentielle de la réalité camerounaise resterait invisible dans l'analyse.

Cependant, l'UTAUT conserve les deuxième et troisième limite du TAM. La confiance institutionnelle n'y figure pas comme variable explicite, et les mécanismes économiques profonds de l'exclusion financière, rationnement du crédit, asymétrie d'information, coûts de transaction prohibitifs, restent hors du champ du modèle. C'est pour combler ces lacunes que les théories économiques présentées dans la section 1.3 sont indispensables.

1.2.4. L'UTAUT dans les contextes africains : données empiriques

Plusieurs travaux ont testé l'UTAUT sur le terrain africain, et leurs enseignements sont utiles pour cadrer cette recherche. En Afrique du Sud, Wessels et Drennan (2010) ont montré que c'est l'influence sociale qui détermine le plus fortement l'intention d'utiliser le mobile banking, davantage que l'utilité perçue. Ce résultat dit quelque chose sur le poids des réseaux de référence dans les sociétés à forte cohésion communautaire. Au Ghana, Crabbe et al. (2009) ont mis en évidence que les conditions facilitatrices, c'est-à-dire l'accès à l'infrastructure et la disponibilité des outils, modèrent significativement la relation entre utilité perçue et adoption effective. C'est précisément ce constat qui justifie l'introduction de la variable INFRANUM dans le modèle développé dans ce mémoire.

Au Cameroun spécifiquement, Kéou et Feudjio (2019) trouvent que l'influence sociale et les conditions facilitatrices exercent des effets positifs significatifs sur l'adoption du mobile banking à Yaoundé, résultats cohérents avec les prédictions de l'UTAUT et qui valident a priori les hypothèses de cette recherche. Ces études sectorielles africaines constituent des validations contextuelles partielles de l'UTAUT, qui renforcent la confiance dans la pertinence de ce cadre tout en soulignant la nécessité de le compléter par des analyses économiques structurelles pour les contextes à forte informalité.

1.3. LA THÉORIE DE LA DIFFUSION DES INNOVATIONS : PERSPECTIVE DYNAMIQUE

1.3.1. Les cinq attributs de l'innovation selon Rogers

La théorie de la diffusion des innovations proposée par Everett M. Rogers (1962) adopte une perspective radicalement différente de celle du TAM et de l'UTAUT : elle s'intéresse non pas à la décision individuelle d'adoption, mais au processus par lequel une innovation se propage dans un système social au fil du temps. Rogers définit la diffusion comme le processus par lequel une innovation est communiquée à travers certains canaux dans le temps au sein des membres d'un système social (Rogers, 1962, p. 5).

Rogers identifie cinq attributs qui conditionnent la façon dont une innovation se diffuse au sein d'une société. Le premier est l'avantage relatif : une innovation s'impose d'autant plus facilement que les individus la perçoivent comme supérieure à ce qu'elle remplace. Le deuxième est la compatibilité, c'est-à-dire la mesure dans laquelle l'innovation s'inscrit dans la continuité des valeurs, des habitudes et des besoins de ceux qui sont susceptibles de l'adopter. Le troisième est la complexité perçue : plus une innovation paraît difficile à comprendre ou à utiliser, plus son adoption sera lente. Le quatrième est la possibilité d'essai, qui renvoie à la capacité d'expérimenter l'innovation à petite échelle avant de s'y engager pleinement. Le cinquième est l'observabilité, soit la visibilité des résultats pour l'entourage. Ce

qui mérite d'être souligné, c'est que ces cinq attributs ne décrivent pas des propriétés objectives de la technologie elle-même. Ils reflètent la façon dont les individus la perçoivent, selon leur vécu, leur niveau d'éducation et le groupe social auquel ils appartiennent.

1.3.2. Application au dualisme mobile money / services bancaires formels au Cameroun

L'application de ce cadre au secteur bancaire camerounais permet d'éclairer avec précision le paradoxe central de cette recherche. Pourquoi le mobile money a-t-il diffusé rapidement alors que les services bancaires formels stagnent ? La réponse tient précisément à l'attribut de compatibilité. Le mobile money reproduit, en les améliorant techniquement, les logiques de transfert et d'entraide informelle que les tontines et les réseaux familiaux pratiquent depuis des décennies. Il est perçu comme compatible avec les pratiques existantes, il peut être essayé sans engagement préalable significatif, et ses résultats sont immédiatement observables par l'entourage.

Le compte bancaire formel, en revanche, implique une rupture avec ces pratiques : il suppose l'acceptation de procédures formalisées de KYC (Know Your Customer), la présentation de documents d'identité et de justificatifs de revenus, la compréhension de produits financiers complexes dont les caractéristiques ne correspondent pas toujours aux besoins des ménages à revenus irréguliers. En termes rogeriens, le compte bancaire formel présente un fort avantage relatif potentiel, mais une faible compatibilité, une complexité perçue élevée et une possibilité d'essai limitée, autant d'attributs qui ralentissent sa diffusion même lorsque l'infrastructure technique est disponible.

Everett Rogers distingue cinq catégories d'adoptants en fonction de leur rythme d'appropriation d'une innovation : les innovateurs (2,5 %), les premiers adoptants (13,5 %), la majorité précoce (34 %), la majorité tardive (34 %) et les retardataires (16 %).

Appliquée au cas camerounais, cette typologie apporte un éclairage utile sur les dynamiques en cours. Avec un taux d'utilisation du mobile money estimé à 42,7 %, le service semble avoir dépassé le seuil critique d'adoption, sans pour autant relever pleinement de la majorité tardive.

En revanche, les services bancaires numériques formels restent en retrait. Le taux de bancarisation, inférieur à 20 % (ECAM5, INS, 2024), indique qu'ils n'ont pas encore réussi à s'imposer auprès de la majorité précoce.

L'écart entre ces deux trajectoires, dans un même environnement économique, met en évidence un déséquilibre significatif. C'est précisément cette divergence que ce travail se propose d'analyser.

1.3.3. Diffusion des innovations et politique de segmentation

L'un des apports les plus opérationnels de la théorie de Rogers (1962) pour les politiques d'inclusion financière réside dans la taxonomie des adoptants et les implications stratégiques qu'elle génère. Les innovateurs et les premiers adoptants, qui représentent ensemble environ 16 % de la population, sont généralement caractérisés par un niveau d'éducation élevé, un revenu supérieur à la médiane et une tolérance au risque supérieure à la moyenne. Dans le contexte camerounais, ce profil correspond approximativement aux cadres urbains, aux fonctionnaires et aux salariés du secteur privé formel.

La majorité précoce et la majorité tardive, qui représentent ensemble 68 % de la population, sont les cibles naturelles des politiques d'inclusion financière de masse. Elles adoptent les innovations après avoir observé leurs pairs, une fois que la valeur de l'innovation est perceptible par l'observation sociale et que les risques perçus ont été réduits par l'accumulation d'expériences positives dans leur entourage.

Les retardataires enfin, environ 16 % de la population, incluent les populations les plus pauvres, les plus rurales, les plus âgées et les moins éduquées : celles dont la probabilité d'adoption prédite par notre modèle est la plus faible (9 % pour le profil femme rurale, Q1, sans instruction). Pour ce segment, les politiques standards d'adoption ne sont pas suffisantes : des interventions structurelles de réduction de la pauvreté, d'alphabétisation et d'accès à l'infrastructure constituent des préalables incontournables à toute politique d'inclusion financière efficace.

1.4. FONDEMENTS ÉCONOMIQUES DE L'EXCLUSION FINANCIÈRE

Pour les ménages modestes, les contraintes sont concrètes. L’épargne conservée en espèces ou en bétail reste exposée aux pertes et ne permet pas de constituer un capital durable. Le recours au financement informel implique souvent des coûts élevés, qui limitent les possibilités d’investissement. L’absence de mécanismes d’assurance rend également les trajectoires économiques fragiles, puisqu’un choc de revenu, qu’il s’agisse d’une mauvaise récolte, d’une maladie ou d’une perte d’emploi, peut rapidement annuler les efforts accumulés.

Dans ce contexte, l’inclusion financière ne relève pas seulement d’un objectif technique. Elle constitue une condition essentielle pour que la croissance bénéficie effectivement aux populations les plus vulnérables.

La Vision Cameroun 2035, qui ambitionne de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035, repose sur trois piliers que l'inclusion financière conditionne directement. Le premier est la réduction

de la pauvreté et des inégalités : sans accès au crédit productif pour les petits agriculteurs, artisans et commerçants qui constituent la majorité de la population active informelle, les efforts de redistribution resteront insuffisants. Le deuxième est la croissance économique tirée par le secteur privé : sans intermédiation financière efficiente entre l'épargne des ménages et l'investissement des entreprises, le potentiel de croissance de l'économie camerounaise restera en deçà de ses possibilités. Le troisième est la transformation structurelle de l'économie qui n'est rien d'autre que le passage de l'agriculture de subsistance et du commerce informel vers l'industrie et les services formels ; qui requiert un accès généralisé aux services financiers formels pour financer la transition.

1.4.1. Intermédiation financière et bancarisation : comprendre pourquoi le formel reste incontournable

Pourquoi les banques existent-elles ? La question paraît simple, mais y répondre sérieusement est indispensable pour comprendre pourquoi leur absence dans la vie de millions de Camerounais n'est pas un simple inconvénient pratique, mais un problème économique profond. Diamond (1984) et Diamond et Dybvig (1983) ont apporté une réponse rigoureuse : les banques existent parce qu'elles résolvent trois problèmes que les marchés financiers livrés à eux-mêmes ne peuvent pas résoudre efficacement.

Le premier est la transformation des maturités. Un ménage qui épargne veut pouvoir récupérer son argent rapidement. Une entreprise qui investit a besoin de financements sur plusieurs années. La banque fait le pont entre ces deux logiques incompatibles, en convertissant des dépôts à court terme en crédits à long terme. Diamond et Dybvig montrent que ce mécanisme ne tient que parce que l'assurance des dépôts maintient la confiance des épargnants : sans cette garantie institutionnelle, la menace d'une ruée bancaire suffit à faire s'effondrer le système.

Le deuxième problème est la mutualisation des risques. Une banque qui prête à des milliers d'emprunteurs peut absorber les défauts individuels sans mettre en danger les dépôts de ses clients. Un épargnant qui prêterait directement à un seul emprunteur n'aurait pas cette protection.

Le troisième problème est la production d'information. Savoir si un emprunteur est solvable coûte du temps et de l'argent. La banque produit cette information une fois pour tous ses clients, à un coût collectif bien inférieur à ce que chaque prêteur individuel devrait engager s'il devait l'évaluer seul. C'est ce que Diamond appelle le rôle de moniteur délégué, et c'est l'une des fonctions les plus précieuses que les banques remplissent dans une économie.

Cette perspective théorique est fondamentale pour évaluer l'impact réel du mobile money sur l'inclusion financière. Le mobile money résout le premier problème de manière partielle, il facilite les transferts et les paiements courants, mais ne résout ni le deuxième ni le troisième : il ne mutualise pas les risques, et il ne produit pas d'information sur la solvabilité qui permettrait d'accorder du crédit productif. Voilà pourquoi la distinction analytique entre diffusion du mobile money et inclusion financière formelle est cruciale.

Dans la zone CEMAC, cette défaillance d'intermédiation a un visage chiffré : le ratio crédit au secteur privé sur PIB reste inférieur à 20 %, l'un des plus bas d'Afrique subsaharienne (BEAC, 2022). Ce chiffre mérite qu'on s'y arrête. Il ne signifie pas que les banques camerounaises ne collectent pas d'épargne : elles en collectent. Il signifie qu'elles ne la transforment pas en financement productif à la hauteur de ce que l'économie pourrait absorber. L'argent entre dans le système bancaire, mais il n'en ressort pas sous forme de crédits aux entreprises, aux agriculteurs, aux artisans qui en auraient besoin pour investir et créer de la valeur. Le résultat est une économie qui tourne en deçà de son potentiel, où les entreprises se financent par des circuits informels coûteux faute d'accès au crédit bancaire, et où la croissance reste captive d'un système financier qui n'a pas encore appris à faire son travail d'intermédiaire jusqu'au bout.

1.4.2. L'asymétrie d'information et le rationnement du crédit

La théorie de l'asymétrie d'information, développée par Stiglitz et Weiss (1981) dans leur article fondateur sur le rationnement du crédit, apporte une explication rigoureuse à l'exclusion financière que les modèles comportementaux ne peuvent pas fournir. Stiglitz et Weiss montrent que, lorsque les banques ne peuvent pas distinguer les emprunteurs solvables des emprunteurs risqués, elles peuvent choisir de rationner le crédit plutôt que d'augmenter les taux d'intérêt. L'augmentation des taux provoque en effet une sélection adverse : les bons emprunteurs, dont les projets sont rentables à taux modérés, se retirent du marché, laissant les mauvais emprunteurs sur le marché, aggravant ainsi la qualité du portefeuille bancaire.

Ramenée au Cameroun, cette théorie cesse d'être abstraite. Plus de 70 % de la population active travaille dans le secteur informel selon l'ECAM5 (INS, 2024). Ces travailleurs n'ont pas de bulletins de salaire, pas de contrats formalisés, pas d'historique de crédit documenté. Pour une banque qui cherche à évaluer un emprunteur, ils sont invisibles, non pas parce qu'ils sont insolvables, mais parce que l'information nécessaire pour le vérifier n'existe pas sous une forme que les outils bancaires traditionnels peuvent lire. Parmi les ménages pauvres, seuls 12,8 % sont salariés. Les 87 % restants exercent des activités dont les revenus sont irréguliers, non déclarés et non traçables. Ce vide informationnel est la

raison profonde pour laquelle le crédit formel leur reste inaccessible, indépendamment de leur capacité réelle à rembourser.

Ce problème ne se résout pas en améliorant l'interface d'une application mobile, ni en organisant des campagnes de sensibilisation sur les avantages de la bancarisation. Il requiert des mécanismes institutionnels qui produisent l'information manquante : des systèmes de scoring alternatifs fondés sur les données de transaction mobile money, des centrales de risques numériques, des dispositifs de garantie adaptés aux activités informelles. C'est précisément ce que la recommandation R2 de ce mémoire cherche à mettre en place, en s'appuyant sur les données que le mobile money génère déjà pour construire les ponts que le système bancaire traditionnel ne sait pas encore franchir seul.

.La digitalisation bancaire offre ici une opportunité inédite : les données de transaction générées par le mobile money constituent un historique financier numérique qui peut servir de proxy de la solvabilité des ménages informels. Des acteurs innovants comme M-Shwari au Kenya (Ndung'u, 2018) ou Orange Money Finance en Côte d'Ivoire ont exploité ces données pour offrir des micro-crédits à des ménages sans historique bancaire formel.

1.4.3. Les coûts de transaction et l'économie de l'exclusion

Coase (1937) et Williamson (1985) ont montré quelque chose de simple mais de puissant : les échanges économiques ne se font pas gratuitement. Chaque transaction a des coûts annexes, coûts de recherche d'information, de négociation, de formalisation, et quand ces coûts deviennent trop élevés, l'échange n'a tout simplement pas lieu. Appliquée à l'inclusion financière au Cameroun, cette idée prend une résonance très concrète.

Pour un ménage rural qui voudrait ouvrir un compte bancaire, les obstacles ne sont pas d'abord psychologiques ou culturels. Ils sont physiques et administratifs. Plus de 80 % des agences bancaires du pays sont concentrées à Yaoundé et Douala (COBAC, 2022). Pour quelqu'un qui vit à plusieurs heures de route de la capitale régionale, se rendre à l'agence représente une journée perdue, des frais de transport, et parfois plusieurs allers-retours pour rassembler des documents incomplets. Le coût de formalisation s'y ajoute : une carte nationale d'identité valide, un justificatif de domicile, un justificatif de revenus. Pour un travailleur informel qui n'a ni bail signé ni bulletin de salaire, réunir ces pièces relève parfois de l'impossible. Ce n'est pas de la mauvaise volonté face au système bancaire : c'est une rationalité économique parfaitement cohérente face à des coûts d'entrée que les revenus disponibles ne permettent pas d'absorber.

La digitalisation bancaire réduit structurellement ces coûts de transaction pour les paiements courants : le mobile money élimine le coût de déplacement pour les transferts d'argent, simplifie la formalisation à la possession d'un simple numéro de téléphone, et réduit les commissions unitaires par l'effet d'échelle. Mais elle ne les élimine pas pour les services bancaires complexes, crédit, épargne longue, assurance, dont la formalisation reste exigeante.

1.4.4. La théorie de la confiance financière

La confiance est une variable économique, pas seulement psychologique. Dans le domaine financier, Luhmann (1979) définit la confiance comme la disposition à s'en remettre à une institution dont on ne peut contrôler le comportement, en acceptant la vulnérabilité que cette délégation implique. Putnam (1993) enrichit cette analyse en distinguant la confiance interpersonnelle de la confiance institutionnelle, fondée sur des mécanismes de réputation, de régulation et de garantie qui rendent l'institution prévisible et fiable.

Dans le contexte bancaire camerounais, la confiance financière institutionnelle est doublement fragilisée. La mémoire des crises des années 1980-1990, qui ont entraîné la liquidation de la BICIC, de la BCD et de plusieurs autres établissements, avec perte totale ou partielle des épargnes pour des milliers de ménages, a produit une défiance institutionnelle durable, transmise d'une génération à l'autre sous forme de méfiance systématique envers les banques formelles. Notre modèle économétrique mesure empiriquement l'effet de cette variable : avec un effet marginal de 9,6 points de pourcentage sur la probabilité d'adoption, la confiance bancaire est le deuxième déterminant le plus puissant du modèle.

1.4.5. Digital et réduction de l'asymétrie d'information : le cas africain

La réduction de l'asymétrie d'information par les données numériques constitue l'une des promesses les plus concrètes de la digitalisation bancaire pour l'inclusion financière en Afrique. En Kenya, M-Shwari exploite les données de transaction M-Pesa (fréquence, régularité, montants) pour construire un score de solvabilité alternatif permettant d'accorder des crédits en quelques secondes via téléphone mobile, sans historique bancaire préalable. En Côte d'Ivoire, Orange Money Finance utilise des données analogues pour proposer des facilités de crédit aux clients mobile money d'Orange.

Cette opportunité n'est cependant pas automatique. Elle requiert des investissements dans les infrastructures de données (systèmes de scoring numérique, centrales de risques numériques), un cadre réglementaire adapté, et une coordination entre les opérateurs de mobile money et les établissements bancaires, coordination qui fait encore largement défaut dans le contexte camerounais. La SNIF 2020-2025 ne traite pas ces dimensions avec la précision qu'elles requièrent.

1.5. SYNTHÈSE : UN CADRE ANALYTIQUE INTÉGRÉ

1.5.1. Complémentarités et articulations

La mise en regard des modèles comportementaux (TAM, UTAUT, Rogers) et des théories économiques (intermédiation financière, asymétrie d'information, coûts de transaction, confiance financière) permet de construire un cadre analytique intégré qui dépasse les limites de chaque approche prise isolément. Ces quatre familles théoriques ne sont pas redondantes : elles opèrent à des niveaux d'analyse différents et, ensemble, couvrent l'essentiel des dimensions pertinentes du phénomène étudié.

Ces quatre théories économiques ne sont pas là pour faire savant. Elles sont là parce que chacune éclaire un angle du problème que les modèles comportementaux ne peuvent pas atteindre.

Diamond permet de poser une distinction que les débats sur l'inclusion financière brouillent trop souvent : le mobile money facilite les paiements, mais il ne fait pas de l'intermédiation. Il ne transforme pas l'épargne en crédit productif, il ne mutualise pas les risques, il ne produit pas l'information sur la solvabilité des emprunteurs. Sa diffusion est une bonne nouvelle, mais elle ne dispense pas de construire un système bancaire formel qui fonctionne.

Stiglitz et Weiss expliquent pourquoi les ménages informels sont exclus du crédit même quand ils seraient capables de rembourser : les banques ne peuvent pas les évaluer, alors elles ne leur prêtent pas. Ce n'est pas de la mauvaise volonté, c'est de la rationalité dans un contexte d'information imparfaite.

Coase et Williamson expliquent pourquoi l'ouverture d'un compte bancaire reste hors de portée pour beaucoup : le déplacement jusqu'à l'agence, les documents à rassembler, les frais à avancer représentent des coûts réels que des ménages à faibles revenus ne peuvent pas toujours absorber.

Luhmann et Putnam expliquent enfin pourquoi améliorer l'infrastructure ne suffit pas à ramener les gens vers les banques : la méfiance institutionnelle est une réponse rationnelle à une histoire de défaillances réelles, et elle ne se dissout pas avec l'arrivée d'une nouvelle application mobile.

1.5.2. Tableau de synthèse des variables

Tableau 1 : Variables du modèle : double ancrage théorique comportemental et économique

Variable	Ancrage comportemental	Ancrage économique	Signe prédit	Calibration ECAM5

REVENU	Espérance de performance (UTAUT) ; utilité perçue (TAM)	Coût de transaction relatif (Williamson) ; signal de solvabilité (Stiglitz)	β > 0	Écart 37 pts pauvres/non-pauvres (INS, 2024)
ÉDUCATION	Facilité d'utilisation (TAM) ; compatibilité (Rogers)	Réduction asymétrie d'information (Diamond) ; capital humain financier	β > 0	Alph. 53,9 % pauvres vs 84,9 % non-pauvres
ÂGE	Modérateur négatif (UTAUT) ; retardataires (Rogers)	Coût d'apprentissage croissant (Williamson) ; résistance au changement	β < 0	Médiane d'âge ~18 ans au Cameroun
GENRE	Modérateur (UTAUT2) ; inégalité de réseau	Discrimination structurelle d'accès (Klapper & Singer, 2014)	β > 0 (homme)	Écart 9,4 pts H/F mobile money (ECAM5)
INFRANUM	Conditions facilitatrices (UTAUT) ; possibilité d'essai (Rogers)	Réduction coûts de transaction physiques (Coase) ; accès au réseau	β > 0	86,7 % ménages avec tél. mobile (ECAM5)
CONFIANCE	Non capturé par TAM/UTAUT, apport original de ce cadre	Théorie de la confiance financière (Luhmann, 1979 ; Putnam, 1993)	β > 0	59 % déclarent ne pas faire confiance aux banques
LOCALISATION	Observabilité et densité du réseau (Rogers)	Coût de déplacement et accès à l'offre bancaire (Williamson)	β > 0 (urbain)	Écart 35,8 pts urbain/rural (ECAM5, INS, 2024)

Source : Auteur, synthèse des cadres théoriques chapitre 1 et données ECAM5 (INS, 2024).

1.6. LE RÔLE DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL DANS L'ADOPTION

Au-delà des théories individuelles et économiques déjà exposées, la théorie institutionnelle de North (1990) offre un cadre complémentaire pour comprendre comment l'environnement réglementaire, légal et culturel conditionne les comportements d'adoption des services financiers. North distingue les institutions formelles, lois, règlements, droits de propriété, des institutions informelles, normes sociales, habitudes culturelles, conventions comportementales, et montre que les deux types d'institutions structurent les incitations des agents économiques de manière complémentaire et souvent plus contraignante que les seules règles formelles.

Dans le contexte bancaire camerounais, cette dualité institutionnelle se manifeste de manière saisissante. D'un côté, les institutions formelles ont été substantiellement réformées depuis les années 1990 : le cadre réglementaire COBAC est aligné sur les standards internationaux de Bâle, les droits des déposants sont légalement protégés, et la monnaie électronique dispose depuis 2019 d'un statut juridique clair. De l'autre, les institutions informelles, méfiance envers les banques, préférence pour les tontines,

normes culturelles sur la gestion communautaire de l'argent, persistent avec une force considérable et freinent l'adoption des services bancaires formels indépendamment des améliorations réglementaires.

Cette persistance des institutions informelles s'explique par leur horizon temporel : elles se forment sur des décennies, voire des générations, et ne s'adaptent qu'avec retard aux changements des institutions formelles. Les crises bancaires des années 1980-1990 ont renforcé les institutions informelles de méfiance au moment précis où les institutions formelles commençaient à se réformer, créant un décalage temporel entre les deux qui persiste aujourd'hui. Ce décalage est précisément ce que la variable CONFIANCE du modèle économétrique cherche à capturer.

1.6.1. Les externalités de réseau et leur rôle dans la diffusion bancaire

La théorie des externalités de réseau (Katz & Shapiro, 1985) apporte un éclairage additionnel sur la dynamique de diffusion des services financiers numériques. Une externalité de réseau existe lorsque la valeur d'un bien ou d'un service pour un utilisateur croît avec le nombre total d'utilisateurs. Les services de paiement mobile sont des biens à externalités de réseau fortes : envoyer de l'argent à quelqu'un n'a de valeur que si le destinataire dispose lui aussi d'un compte mobile, et la valeur du réseau croît exponentiellement avec le nombre de participants, c'est la loi de Metcalfe, selon laquelle la valeur d'un réseau est proportionnelle au carré du nombre de ses utilisateurs.

Cette propriété génère des dynamiques de diffusion particulières, caractérisées par des points de bascule (tipping points) : en deçà d'un seuil critique de pénétration, la diffusion est lente parce que la valeur du réseau est insuffisante pour compenser les coûts d'adoption ; au-delà de ce seuil, la diffusion s'accélère de manière endogène car la valeur du réseau croît rapidement avec chaque nouvel adoptant. Au Cameroun, le mobile money a visiblement franchi ce point de bascule, comme en témoigne sa croissance de 30 % par an entre 2017 et 2022 (BEAC, 2022). Les services bancaires formels numériques n'ont pas encore atteint ce seuil : avec moins de 20 % de bancarisation formelle, les effets de réseau intra-bancaires restent insuffisants pour enclencher une diffusion auto-entretenue.

Cette analyse des externalités de réseau a une implication pratique directe pour les recommandations de politique économique : les politiques d'inclusion financière qui ciblent simultanément des groupes sociaux fortement interconnectés, femmes d'un même village, membres d'une même tontine, agents d'une même administration, exploitent les effets de réseau intra-groupe pour accélérer la diffusion au-delà de ce que des interventions ciblant des individus isolés pourraient atteindre.

1.7. THÉORIE DE L'UTILITÉ ESPÉRÉE ET COMPORTEMENT FINANCIER SOUS INCERTITUDE

La théorie de l'utilité espérée (Von Neumann & Morgenstern, 1944) constitue le fondement standard de l'analyse des décisions économiques sous incertitude. Elle postule que les individus évaluent les options risquées en calculant leur utilité espérée, la somme des utilités des différents résultats possibles pondérées par leurs probabilités, et choisissent l'option qui maximise cette espérance. Appliquée aux décisions financières, elle prédit que l'adoption d'un service bancaire formel dépend de la comparaison entre l'utilité espérée de l'adoption et l'utilité espérée du non-recours au système bancaire formel, qui correspond aux bénéfices des alternatives informelles moins leurs coûts.

Cette perspective permet de comprendre pourquoi les ménages camerounais à faibles revenus peuvent rationnellement préférer les tontines aux comptes bancaires formels, même lorsque les services bancaires offrent techniquement de meilleurs rendements. Pour un ménage pauvre, la probabilité d'une défaillance bancaire est pondérée par une utilité marginale très élevée de la perte des économies, car la perte d'une somme représentant plusieurs mois de revenus pourrait avoir des conséquences catastrophiques sur le niveau de vie. La tontine offre une espérance d'utilité supérieure pour ce ménage, même si son rendement financier attendu est objectivement moindre.

Cette analyse rejoint les contributions de la finance comportementale (Kahneman & Tversky, 1979 ; Tversky & Kahneman, 1992) sur la théorie des perspectives (Prospect Theory), qui montre que les individus ne pondèrent pas objectivement les probabilités et accordent davantage de poids aux pertes qu'aux gains de même ampleur. Dans le contexte bancaire camerounais, l'asymétrie entre le poids psychologique d'une perte d'épargne et le bénéfice perçu d'un gain peut rendre rationnelle la décision de ne pas confier ses économies à une banque, même lorsque les probabilités objectives de défaillance sont très faibles.

1.7.1. Aversion au risque et segmentation des comportements financiers

Le degré d'aversion au risque constitue une variable individuelle qui structure profondément les comportements financiers. Dans le contexte camerounais, l'aversion au risque est positivement corrélée avec la pauvreté : les ménages proches du seuil de subsistance ne peuvent pas se permettre de perdre leurs économies, et sont donc structurellement plus averses au risque que les ménages aisés qui disposent de marges de sécurité plus larges. Cette corrélation génère une demande pour des instruments financiers à faible risque, ce que les tontines semblent offrir, dans la perception des ménages, mieux que les comptes bancaires formels.

Pour lever ce frein à l'adoption bancaire formelle, les politiques d'inclusion financière peuvent agir sur deux leviers complémentaires. Le premier est l'amélioration de la qualité effective de la protection des dépôts : l'extension du système de garantie à tous les établissements agréés, avec des plafonds relevés à des niveaux significatifs pour les ménages à faibles revenus. Le second est la communication transparente sur la solidité du secteur bancaire, permettant aux ménages de former des perceptions plus précises du risque réel associé aux dépôts bancaires.

1.8. CAPITAL SOCIAL ET COMPORTEMENTS D'ADOPTION FINANCIÈRE

Le concept de capital social, défini par Putnam (1993) comme les réseaux, les normes et la confiance sociale qui facilitent la coordination et la coopération entre individus, apporte une contribution analytique complémentaire aux cadres théoriques déjà exposés. Le capital social opère comme un déterminant de l'adoption des services financiers via deux canaux distincts. Le premier canal est informationnel : un individu bien intégré dans des réseaux sociaux denses dispose d'un accès privilégié à l'information sur les services financiers disponibles, ce qui réduit l'asymétrie d'information et améliore la qualité de ses décisions d'adoption. Le second canal est de garantie : l'appartenance à un réseau social dense peut servir de substitut aux garanties formelles pour accéder au crédit.

Au Cameroun, les tontines constituent la forme la plus élaborée et la plus répandue de capital social financier. Ces associations d'épargne et de crédit rotatif mobilisent des ressources collectives considérables dans un cadre de confiance interpersonnelle et de responsabilité mutuelle. Une étude de Lelart (2002) estime que les tontines collectent annuellement au Cameroun des montants de l'ordre de plusieurs centaines de milliards de FCFA, une masse de capital circulant qui échappe au système bancaire formel mais qui représente un potentiel considérable de mobilisation si des produits bancaires adaptés parviennent à canaliser une fraction de ces flux.

Cette analyse du capital social a une implication stratégique directe : les politiques d'inclusion financière qui s'appuient sur les structures de capital social existantes, tontines, coopératives, associations villageoises, sont potentiellement plus efficaces que celles qui cherchent à construire de nouveaux réseaux ex nihilo. C'est précisément la logique des recommandations orientées vers les tontines féminines développées dans le chapitre 4 de ce mémoire.

1.9. BILAN DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE : CONVERGENCES ET TENSIONS ANALYTIQUES

Six familles de théories ont été mobilisées dans ce chapitre. Elles viennent d'horizons intellectuels différents, elles parlent des langages différents, et elles s'intéressent à des niveaux d'analyse distincts. Pourtant, quand on les fait dialoguer, des convergences apparaissent, et c'est dans ces convergences que réside l'essentiel de ce que ce cadre théorique a à dire.

La plus frappante concerne le revenu. Qu'on l'aborde par le TAM, où il détermine la perception de l'utilité d'un service, par la théorie des coûts de transaction de Williamson, où il conditionne la capacité à supporter les frais d'entrée dans le système bancaire formel, ou par la théorie de l'intermédiation financière de Diamond, où il constitue le signal de solvabilité que les banques cherchent à lire dans leurs emprunteurs potentiels, le revenu ressort comme un déterminant fondamental de l'adoption. Ce n'est pas une coïncidence : c'est le signe que les différentes traditions théoriques mobilisées dans ce mémoire convergent vers une même réalité, simplement observée depuis des angles différents

Le deuxième point de convergence est le rôle structurant de l'information. L'asymétrie d'information (Stiglitz & Weiss), la facilité d'utilisation perçue (TAM) et l'attribut de complexité (Rogers) convergent tous trois vers la même conclusion : l'accès insuffisant à l'information est un obstacle majeur à l'adoption que les politiques d'éducation financière peuvent réduire. Ce point de convergence justifie la recommandation R3, qui cible précisément cette barrière informationnelle.

La principale tension analytique concerne l'unité d'analyse pertinente. Les modèles comportementaux (TAM, UTAUT) postulent un individu rationnel qui décide seul, tandis que les théories institutionnelles (North, 1990), la théorie de la confiance (Luhmann, Putnam) et la théorie des externalités de réseau (Katz & Shapiro) soulignent que les décisions financières sont des décisions sociales, façonnées par les réseaux d'appartenance et les institutions collectives. Cette tension est partiellement résolue par l'inclusion des variables CONFIANCE et LOCALISATION dans le modèle économétrique, qui capturent les dimensions institutionnelles et sociales de l'adoption au niveau individuel.

Conclusion du chapitre 1

Ce chapitre a établi le double socle théorique de la recherche en articulant les modèles comportementaux d'adoption (TAM, UTAUT, Rogers) avec les théories économiques de l'intermédiation financière (Diamond), de l'asymétrie d'information (Stiglitz & Weiss), des coûts de transaction (Coase, Williamson) et de la confiance financière (Luhmann, Putnam). Il a montré que les modèles comportementaux standard, malgré leur robustesse empirique dans les contextes occidentaux,

présentent trois limites structurelles dans les économies informelles africaines : biais individualiste, incapacité à traiter les rationalités non standard, et acontextualité. Ces limites justifient pleinement l'intégration des théories économiques qui permettent d'expliquer les mécanismes profonds de l'exclusion financière. Il a également établi une distinction analytique fondamentale : le mobile money n'est pas de l'intermédiation financière formelle, il ne finance pas l'investissement productif et ne peut constituer à lui seul un levier d'inclusion financière durable. Ces fondements théoriques constituent le prisme d'analyse à travers lequel la littérature empirique et les résultats économétriques seront interprétés dans les chapitres suivants.

Le cadre théorique construit dans ce chapitre ne vaut pas pour lui-même. Il vaut parce qu'il permet de regarder autrement ce que la littérature empirique a déjà établi sur l'inclusion financière en Afrique, et ce que le paysage bancaire camerounais révèle quand on l'observe avec ces outils. Les modèles comportementaux nous ont appris à poser les bonnes questions sur les perceptions individuelles. Les théories économiques nous ont appris à ne pas nous y arrêter. Il reste maintenant à voir ce que cette double grille de lecture produit lorsqu'elle est confrontée aux données réelles du terrain camerounais, à la littérature empirique qui a documenté ce terrain avant nous, et aux paradoxes que ni les uns ni les autres n'ont encore pleinement expliqués. C'est précisément l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTÉRATURE EMPIRIQUE ET PAYSAGE FINANCIER CAMEROUNAIS

Ce deuxième chapitre opère en trois temps complémentaires. Il dresse d'abord un bilan critique de la littérature empirique internationale sur les déterminants de l'adoption des services financiers numériques en Afrique subsaharienne, en distinguant ce qui relève de régularités continentales robustes de ce qui appartient aux spécificités contextuelles. Il analyse ensuite la littérature spécifiquement camerounaise, en identifiant ses apports et ses lacunes. Il décrit enfin le paysage financier camerounais dans ses dimensions structurelles, institutionnelles et paradoxales.

2.1. LES DÉTERMINANTS DE L'ADOPTION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : BILAN EMPIRIQUE

2.1.1. Les études pionnières : M-Pesa et les effets de réseau

L'Afrique subsaharienne occupe depuis une quinzaine d'années une position singulière dans la littérature sur l'inclusion financière numérique. L'étude fondatrice de Jack et Suri (2011) sur M-Pesa constitue le point de référence incontournable. À partir d'une analyse économétrique de données de panel collectées auprès de ménages kényans sur la période 2006-2009, les auteurs montrent que trois variables exercent un effet déterminant : le revenu du ménage, le niveau d'éducation du chef de ménage, et la densité du réseau social de l'individu. Ce dernier résultat confirme empiriquement l'hypothèse des effets de réseau.

Suri et Jack (2016) démontrent que l'accès au mobile money a réduit la pauvreté extrême d'environ 2 % au Kenya, une réduction qui tient principalement à l'amélioration de la capacité des ménages à gérer les chocs économiques grâce à l'élargissement de leurs réseaux de solidarité financière. Ce résultat doit cependant être lu avec prudence : la réduction de la pauvreté observée opère principalement via la gestion de la liquidité à court terme, non via l'accès au crédit productif ou à l'épargne longue.

Mbiti et Weil (2011) complètent ce tableau en mettant en évidence la dimension de réciprocité des transferts : le mobile money est adopté dans le cadre de logiques de solidarité familiale et amicale dans lesquelles les transferts d'argent constituent des actes de réciprocité sociale autant que de pragmatisme économique.

2.1.2. Les déterminants à l'échelle continentale : enseignements du Global Findex

À l'échelle de 148 pays, Demirgüç-Kunt, Klapper, Singer, Ansar et Hess (2018) proposent la synthèse empirique la plus ambitieuse disponible sur les déterminants de l'inclusion financière numérique dans les économies en développement. Exploitant les données Global Findex 2017, les auteurs confirment et généralisent les résultats de Jack et Suri : le revenu, l'éducation et l'âge constituent les trois prédicteurs les plus robustes de la possession d'un compte financier formel, avec des effets significatifs dans l'ensemble des régions du monde.

L'effet du revenu est linéaire et positif : à chaque quintile supplémentaire dans la distribution des revenus correspond une probabilité de possession d'un compte financier significativement plus élevée. L'effet de l'éducation est non-linéaire : les gains d'adoption les plus importants se produisent lors du

passage du niveau primaire au niveau secondaire. L'effet de l'âge est négatif et robuste : les jeunes adultes de 25 à 34 ans présentent des taux d'adoption systématiquement plus élevés que les tranches d'âge supérieures.

2.1.3. Le rôle structurel des facteurs institutionnels

Asongu et Nwachukwu (2016) apportent un résultat qui dérange les discours trop optimistes sur la digitalisation comme solution universelle. En analysant 49 pays africains sur plus d'une décennie, ils montrent que l'expansion de l'infrastructure numérique ne produit pas les mêmes effets partout. Dans les pays où la gouvernance est solide et les institutions dignes de confiance, le développement des technologies de l'information et de la communication se traduit effectivement par une amélioration de l'inclusion financière. Dans les pays où la gouvernance est déficiente, ce lien se distend ou disparaît. La technologie arrive, mais les populations ne suivent pas, parce que leur méfiance envers les institutions formelles est plus forte que l'attrait des nouveaux outils. Ce résultat est directement pertinent pour le Cameroun : il suggère que brancher des antennes et déployer des applications ne suffira pas tant que la confiance institutionnelle n'aura pas été reconstruite. C'est précisément ce que la variable CONFIANCE du modèle cherche à capturer, et ce que la recommandation R2 de ce mémoire cherche à traiter.

Ndung'u (2018) documente le rôle déterminant de la qualité de la couverture réseau et du cadre réglementaire dans la diffusion des services financiers numériques. Klapper et Singer (2014) complètent ce tableau par une analyse comparative qui met en évidence le rôle amplificateur des inégalités de genre dans l'exclusion financière.

2.1.4. Digitalisation et politique monétaire : une relation sous-étudiée

Un angle d'analyse encore insuffisamment développé dans la littérature sur l'Afrique concerne les interactions entre la diffusion des services financiers numériques et l'efficacité de la politique monétaire. Cette question est d'une importance stratégique pour la zone CEMAC, dont la politique monétaire est conduite par une banque centrale unique pour six pays aux niveaux de développement financier très différents.

La digitalisation bancaire affecte la politique monétaire par plusieurs canaux. Premièrement, elle modifie la structure des agrégats monétaires. Deuxièmement, la digitalisation accélère la vitesse de circulation de la monnaie. Troisièmement, en élargissant l'accès au crédit via les mécanismes de micro-crédit numérique, la digitalisation modifie le multiplicateur de crédit et peut produire des effets expansionnistes sur la masse monétaire que la banque centrale doit anticiper.

L'inscription de cette problématique dans le contexte de la zone CEMAC ajoute une dimension macroéconomique que les recherches antérieures sur le Cameroun n'ont pas suffisamment traitée. La CEMAC est une union monétaire à taux de change fixe, dont la crédibilité repose sur la maîtrise des agrégats monétaires par la BEAC. L'expansion des services financiers numériques et notamment la croissance du mobile money, modifie la structure de ces agrégats en créant une masse de monnaie électronique qui circule partiellement hors du circuit bancaire classique. Cette désintermédiation partielle n'est pas sans conséquences pour les instruments de politique monétaire car si une fraction croissante des transactions s'effectue via des comptes de monnaie électronique plutôt que via des dépôts bancaires classiques, les effets multiplicateurs du crédit bancaire sur la masse monétaire changent de nature, et la BEAC doit adapter son cadre opérationnel en conséquence. La présente recherche contribue indirectement à cet enjeu en identifiant les mécanismes qui favorisent ou freinent le passage des utilisateurs de mobile money vers la bancarisation formelle. Ce passage qui est précisément la condition pour que l'expansion du mobile money renforce plutôt qu'affaiblisse le système d'intermédiation bancaire.

2.1.5. Comparaisons régionales : CEMAC vs Afrique de l'Est et de l'Ouest

L'Afrique de l'Est, Kenya, Rwanda, Tanzanie, présente les taux d'inclusion financière numérique les plus élevés du continent, avec un taux de possession de compte financier dépassant 70 % au Kenya (Global Findex, 2021), contre 45,7 % au Cameroun. L'Afrique de l'Ouest francophone, Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso, présente des dynamiques comparables à celles du Cameroun, avec des taux d'accès financier entre 35 % et 55 % selon les pays. La zone UEMOA, qui dispose d'une infrastructure financière plus intégrée et d'une expérience plus longue de l'interopérabilité entre opérateurs de mobile money, présente globalement de meilleures performances que la CEMAC.

2.2. LITTÉRATURE CAMEROUNAISE : APPORTS, LIMITES ET LACUNES

2.2.1. Les travaux existants et leurs contributions

La littérature spécifiquement camerounaise sur les déterminants de l'adoption des services financiers numériques reste quantitativement limitée mais présente des contributions analytiques utiles. Les travaux de Kéou et Feudjio (2019) constituent la contribution la plus aboutie disponible. À partir d'une enquête menée auprès d'un échantillon de 380 individus dans la ville de Yaoundé, les auteurs identifient l'éducation, la sécurité perçue des transactions numériques et la qualité de la couverture réseau comme les trois variables les plus fortement associées à l'adoption du mobile banking.

Ces travaux présentent cependant deux limites méthodologiques importantes. Premièrement, l'échantillon est limité à la seule ville de Yaoundé. Deuxièmement, l'étude ne distingue pas analytiquement le mobile money des services bancaires formels numériques, amalgamant dans une seule variable dépendante deux types de comportements d'adoption qui répondent à des logiques potentiellement différentes.

Mbengu (2021), dans une contribution publiée dans la Revue Économique et Monétaire de la BEAC, adopte une perspective macroéconomique et institutionnelle complémentaire. Son analyse de la dualité structurelle du paysage financier camerounais, secteur formel sous-utilisé par plus de 80 % de la population, secteur informel dominant, constitue le contexte institutionnel central dans lequel s'inscrit la présente recherche.

2.2.2. Les trois lacunes fondamentales comblées par cette recherche

L'examen critique de la littérature disponible permet d'identifier trois lacunes distinctes qui définissent la contribution originale de la présente recherche. Lacune 1 : aucune étude ne propose d'analyse économétrique des facteurs d'adoption à partir de données représentatives au niveau national pour le Cameroun. Lacune 2 : la littérature africaine traite le mobile money et les services bancaires formels numériques comme des objets d'étude distincts et cloisonnés, alors que les deux segments coexistent au Cameroun dans un rapport de complémentarité et de concurrence partielle. Lacune 3 : aucun travail n'a encore relié, dans un cadre économétrique cohérent et pour le contexte camerounais, les déterminants empiriques de l'adoption aux recommandations de politique économique différenciées par segment de population.

2.3. LE PAYSAGE BANCAIRE CAMEROUNAIS : STRUCTURES ET PARADOXES

2.3.1. Architecture institutionnelle du système financier

Le système bancaire camerounais s'inscrit dans le cadre réglementaire et institutionnel de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), dont le Cameroun est la principale économie, représentant environ 40 % du PIB régional. Au 31 décembre 2022, le système bancaire camerounais comptait 17 banques agréées, dont les principales en termes de parts de marché sont Afriland First Bank, Société Générale Cameroun, Ecobank Cameroun, UBA Cameroun et SCB Cameroun. Le secteur est caractérisé par une concentration élevée : les cinq premières banques concentrent plus de 70 % des actifs totaux (COBAC, 2022), et les deux métropoles abritent plus de 80 % des agences bancaires alors qu'elles ne représentent qu'environ 30 % de la population.

2.3.2. Histoire des crises bancaires et persistance de la méfiance institutionnelle

La compréhension du niveau actuel de méfiance envers les institutions bancaires formelles au Cameroun, chiffré à 59 % dans notre échantillon Findex 2021, est impossible sans une mise en perspective historique. Entre 1987 et 1996, sous l'effet conjugué de la chute des cours des matières premières, de la surévaluation du franc CFA avant la dévaluation de 1994, et de pratiques de gouvernance bancaire déficientes, le système bancaire camerounais a connu l'effondrement de plusieurs grandes institutions. La BICIC, la BCD, le Crédit Agricole du Cameroun et d'autres établissements ont été mis en liquidation, entraînant la perte totale ou partielle des épargnes pour des milliers de ménages.

Cette expérience collective a produit deux effets durables sur les comportements financiers des ménages. Premièrement, une méfiance institutionnelle profonde, transmise d'une génération à l'autre. Deuxièmement, une préférence structurelle pour les formes informelles d'épargne et de crédit, tontines, épargnes cachées à domicile, prêts entre membres de la famille. Les réformes prudentielles imposées par la COBAC depuis 1992 ont considérablement amélioré la solidité du secteur bancaire camerounais, mais la reconstruction de la confiance institutionnelle est un processus lent.

2.3.3. Le mobile money : expansion, succès et limites structurelles

L'expansion du mobile money au Cameroun constitue l'une des transformations économiques les plus remarquables de la décennie 2012-2022. Les transactions via mobile money ont progressé d'environ 30 % par an entre 2017 et 2022, pour atteindre un volume annuel de l'ordre de 12 000 milliards de FCFA en 2022 (BEAC, 2022). Le taux d'utilisation du mobile money atteint 57,5 % en milieu urbain et 23,0 % en milieu rural selon l'ECAM5 (INS, 2024), soit une moyenne nationale de 42,7 %.

Pour autant, le mobile money n'est pas de l'inclusion financière au sens plein du terme. Selon les données Global Findex 2021, moins de 15 % des détenteurs d'un compte de mobile money au Cameroun l'utilisent pour épargner, et moins de 5 % pour accéder à un crédit numérique. De plus, l'absence d'interopérabilité complète entre les plateformes MTN et Orange crée des frictions supplémentaires pour les utilisateurs qui souhaitent effectuer des transactions inter-réseaux. Le mobile money peut créer une illusion d'inclusion financière qui masque la persistance de l'exclusion bancaire formelle.

2.3.4. Évaluation critique de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière 2020-2025

La Stratégie Nationale d'Inclusion Financière 2020-2025 (SNIF), élaborée par le gouvernement camerounais en concertation avec la BEAC et la COBAC, représente un effort institutionnel significatif pour structurer les politiques d'inclusion financière autour d'objectifs mesurables. Ses orientations

principales, porter le taux de bancarisation formelle à 50 %, réduire les inégalités de genre, promouvoir l'interopérabilité, sont pertinentes et cohérentes avec les résultats empiriques de cette recherche.

Cependant, une évaluation analytique rigoureuse révèle plusieurs fragilités. Sur la faisabilité des objectifs quantitatifs : l'ambition de passer de 20 % à 50 % de bancarisation formelle en cinq ans représente une progression de 30 points, une progression que des pays comparables ont mis une à deux décennies pour atteindre. Sur les contraintes budgétaires : la SNIF identifie les principaux leviers d'action, mais ne précise pas les enveloppes budgétaires allouées à chaque axe. Sur les incohérences internes : la SNIF cherche simultanément à développer le mobile money et à renforcer la bancarisation formelle, sans traiter explicitement la tension entre ces deux objectifs.

2.3.5. Les données ECAM5 comme révélateur des priorités d'action

Les données de l'ECAM5 (INS, 2024) offrent un éclairage particulièrement précieux sur les priorités d'action pour les politiques d'inclusion financière au Cameroun. La corrélation entre pauvreté et exclusion financière est documentée avec une précision inédite : parmi les ménages pauvres, seuls 39,2 % des chefs de ménage possèdent un compte financier sous l'une de ses formes, contre 76,3 % pour les ménages non-pauvres (INS, 2024). La disparité d'accès à l'électricité, 31,3 % dans les ménages pauvres contre 77,1 % dans les ménages non-pauvres, souligne un préalable infrastructure souvent ignoré dans les discussions sur l'inclusion financière numérique.

Tableau 2 : Corrélats socioéconomiques de l'exclusion financière au Cameroun (ECAM5, 2022)

Indicateur	Ménages pauvres	Ménages non-pauvres	Implications pour l'inclusion financière
Taux de pauvreté monétaire	100 %	0 %	Contrainte budgétaire sur coûts d'entrée bancaire
Accès compte financier (chef de ménage)	39,2 %	76,3 %	Gradient revenu-adoption : +37 pts entre pauvres/non-pauvres
Taux d'alphabétisation adultes (15 ans+)	53,9 %	84,9 %	Frein à l'utilisation d'interfaces bancaires complexes
Taux scolarisation secondaire (12-18 ans)	32,4 %	65,3 %	Capital humain insuffisant pour produits bancaires formels
Ménages avec téléphone mobile	74,1 %	91,2 %	Infrastructure de base mobile incomplète chez pauvres
Ménages avec accès électricité	31,3 %	77,1 %	Préalable essentiel à l'usage des services numériques

Taux de salarisation (emploi formel)	12,8 %	34,4 %	Faible signal de solvabilité pour le crédit bancaire
Ménages avec connexion Internet	0,5 %	2,9 %	Accès Internet quasi-inexistant pour les pauvres

Source : INS, ECAM5, Principaux Indicateurs, janvier 2024.

2.3.6. Le cadre réglementaire COBAC et la modernisation du secteur

Depuis les réformes post-crise des années 1990, le cadre réglementaire camerounais et CEMAC a connu une modernisation substantielle. La COBAC a progressivement adopté les standards de Bâle I, puis Bâle II. Dans le domaine de la monnaie numérique, la COBAC a adopté en 2019 le règlement R-2019/03 relatif aux établissements de monnaie électronique, qui définit les conditions d'agrément et les obligations prudentielles applicables aux opérateurs de mobile money. Il demeure cependant insuffisant sur la question cruciale de l'interopérabilité entre plateformes.

La mise en place du Système de Paiement et de Règlement dans les États membres de la CEMAC (SYGMA) en 2017, qui a modernisé le système de compensation interbancaire et réduit les délais de règlement des transactions de plusieurs jours à quelques heures, constitue une autre avancée significative de l'infrastructure financière régionale.

Tableau 3 : Taux de bancarisation et d'accès au mobile money dans les pays de la zone CEMAC (2022)

Pays CEMAC	PIB/hab. (USD)	Taux bancarisation formelle (%)	Taux mobile money (%)	Accès financier total (%)
Cameroun	1 680	15-20 %	42,7 %	45,7 %
Gabon	8 700	30-35 %	25,0 %	38,0 %
Congo	2 200	20-25 %	28,0 %	32,0 %
Centrafrique	450	5-8 %	15,0 %	18,0 %
Tchad	700	6-10 %	20,0 %	23,0 %
Guinée Équatoriale	7 200	20-25 %	10,0 %	25,0 %
Moyenne CEMAC	3 500	~17 %	~23 %	~30 %

Sources : Global Findex 2021 ; BEAC, Rapport annuel 2022 ; Banque Mondiale, World Development Indicators 2022.

2.4. QUELQUES DONNÉES COMPARATIVES SUR LA BANCARISATION EN ZONE CEMAC

Ce tableau comparatif révèle que le Cameroun se situe au-dessus de la moyenne CEMAC en termes d'accès financier global, ce qui reflète sa position de première économie de la zone. La zone CEMAC dans son ensemble présente des taux d'inclusion financière inférieurs à ceux de la zone UEMOA et de l'Afrique de l'Est, ce qui souligne l'enjeu régional de modernisation financière que la BEAC et la COBAC ont la responsabilité d'adresser dans leur cadre stratégique commun.

2.4.1. Enseignements comparatifs de la zone CEMAC

Le tableau comparatif des six pays de la CEMAC ne se lit pas utilement comme un simple classement. Il appelle une interprétation, et trois situations méritent qu'on s'y arrête.

La première concerne le Gabon. Avec un PIB par habitant cinq fois supérieur à celui du Cameroun, on pourrait s'attendre à un taux de bancarisation formelle nettement plus élevé. Ce n'est pas ce que les données montrent : le Gabon ne dépasse le Cameroun que d'une dizaine de points. Cet écart étroit entre deux économies aussi différentes dit quelque chose d'important : le revenu ouvre des portes, mais il ne suffit pas à lui seul à pousser les ménages vers le système bancaire formel. La méfiance héritée des crises bancaires des années 1990, commune à l'ensemble de la zone, et les limites d'une infrastructure numérique concentrée autour des capitales produisent les mêmes effets de freinage au Gabon qu'au Cameroun, indépendamment du niveau de richesse. C'est précisément ce que le modèle Logit établit à l'échelle nationale : la confiance institutionnelle et l'infrastructure exercent des effets propres que le revenu ne compense pas.

Le contraste entre le Tchad et la Centrafrique est tout aussi instructif. Ces deux pays partagent un niveau de revenu parmi les plus faibles de la zone, pourtant le Tchad affiche un taux d'utilisation du mobile money sensiblement supérieur. La différence ne vient pas du revenu, identique dans les deux cas. Elle tient à la couverture réseau : le Tchad bénéficie d'investissements plus soutenus dans les infrastructures de télécommunications, là où la Centrafrique, fragilitée par une instabilité politique durable, présente une couverture quasi inexistante hors de Bangui. Ce cas illustre, à l'échelle régionale, ce que la variable INFRANUM capture dans notre modèle : à revenu égal, c'est l'accès physique au réseau qui détermine si l'adoption est seulement difficile ou carrément impossible.

La comparaison avec la zone UEMOA apporte quant à elle un éclairage normatif direct. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Mali affichent des taux d'accès financier supérieurs à ceux des pays CEMAC de niveau de revenu comparable. Cette performance relative tient en grande partie à une

décision réglementaire que la CEMAC n'a pas encore prise : l'interopérabilité totale entre opérateurs de mobile money. Dans une zone interopérable, un abonné peut transférer de l'argent à n'importe quel autre utilisateur quel que soit son opérateur. Cela paraît technique, mais l'effet est profond : la valeur du réseau augmente pour chaque utilisateur, ce qui attire davantage d'entrants, ce qui augmente encore la valeur du réseau. C'est le mécanisme décrit par Katz et Shapiro (1985), et l'UEMOA en a tiré parti quand la CEMAC ne l'a pas encore fait. La recommandation R6 de ce mémoire s'adresse directement à ce chantier.

Ce que cette lecture comparative met en évidence, au fond, c'est que l'inclusion financière numérique dans la zone CEMAC est moins un problème de ressources insuffisantes qu'un problème de coordination absente. Les populations adoptent quand les conditions le permettent, le mobile money camerounais en est la preuve. Ce qui manque, ce sont des décisions réglementaires régionales que la BEAC et la COBAC ont les moyens de prendre et dont l'effet multiplicateur dépasserait largement ce que chaque pays peut obtenir en agissant seul.

2.5. LES DÉTERMINANTS DE LA CONFIANCE BANCAIRE AU CAMEROUN

La variable de confiance institutionnelle mérite une analyse qualitative approfondie des mécanismes qui la déterminent dans le contexte camerounais spécifique. La confiance dans les banques n'est pas une donnée exogène immuable : elle est le produit d'une histoire institutionnelle, d'expériences individuelles accumulées et de signaux institutionnels contemporains qui peuvent l'accroître ou l'éroder.

L'enquête Global Findex 2021 identifie plusieurs raisons avancées par les non-titulaires de compte au Cameroun pour expliquer leur exclusion financière. Les deux raisons les plus fréquemment citées sont le manque d'argent suffisant (47 % des répondants non-bancarisés) et les frais bancaires jugés trop élevés (32 %). La méfiance explicite envers les banques arrive en troisième position (18 %), et la distance géographique en quatrième (15 %). Ces proportions confirment l'importance relative de la confiance comme barrière à l'adoption, tout en soulignant que le facteur économique reste dominant.

Une analyse plus fine des déterminants de la confiance révèle des différences générationnelles significatives. Les individus de 45 ans et plus, qui ont vécu directement ou ont été socialisés dans la période des crises bancaires, présentent des taux de méfiance systématiquement plus élevés que les individus de moins de 35 ans. Cette différence générationnelle est porteuse d'un optimisme modéré pour le moyen terme : à mesure que les cohortes ayant vécu les crises se retirent de la vie économique active, la composition démographique de la population adulte évoluera progressivement vers une plus grande confiance institutionnelle.

2.5.1. Éducation financière et confiance : un cercle vertueux

La littérature empirique sur les programmes d'éducation financière en Afrique subsaharienne, notamment les évaluations randomisées menées au Ghana (Bruhn & Zia, 2013), au Rwanda et en Tanzanie, montre que ces programmes produisent des effets positifs non seulement sur la connaissance des produits financiers, mais aussi sur la confiance envers les institutions bancaires formelles. Lorsque les individus comprennent le fonctionnement des produits d'épargne et de crédit et les mécanismes de protection des dépôts, leur méfiance basée sur l'ignorance se réduit.

Ce résultat suggère l'existence d'un cercle vertueux entre éducation financière et confiance institutionnelle : l'éducation financière réduit la méfiance, ce qui accroît l'adoption, ce qui génère des expériences positives avec le système bancaire, ce qui renforce encore la confiance. Inversement, l'absence d'éducation financière entretient la méfiance, renforce l'exclusion et prive les individus des expériences positives qui permettraient de construire la confiance. Ce cercle vicieux est particulièrement difficile à briser par des interventions isolées, ce qui justifie l'approche combinée (infrastructure + confiance + éducation) proposée dans les recommandations R1, R2 et R3 du mémoire.

2.6. LES INNOVATIONS FINTECH ET L'AVENIR DE L'INCLUSION FINANCIÈRE EN AFRIQUE

L'écosystème fintech africain connaît depuis 2015 une croissance exceptionnelle, avec l'émergence de startups innovantes dans des segments qui restaient jusqu'alors le domaine exclusif des banques commerciales traditionnelles. Des acteurs comme Flutterwave (Nigeria), Wave (Sénégal, Côte d'Ivoire), Chipper Cash (pan-africain) et MTN MoMo API développent des services de paiement, de transfert international, de micro-crédit et d'assurance qui s'appuient sur l'infrastructure mobile existante pour atteindre des populations que les banques traditionnelles n'ont jamais pu desservir de manière rentable.

Ces innovations fintech illustrent concrètement les mécanismes théoriques exposés au chapitre 1 : elles réduisent les coûts de transaction (Williamson) en éliminant les intermédiaires physiques, elles réduisent l'asymétrie d'information (Stiglitz & Weiss) en exploitant les données numériques des utilisateurs pour construire des scores de solvabilité alternatifs, et elles améliorent la compatibilité des services financiers formels avec les pratiques existantes (Rogers) en proposant des interfaces conçues pour les utilisateurs à faible alphabétisation numérique dans les langues locales.

Pour le Cameroun et la zone CEMAC, l'émergence de l'écosystème fintech est prometteuse mais encore limitée par deux contraintes. La première est réglementaire : le cadre COBAC, conçu pour la

supervision des banques commerciales traditionnelles, n'est pas encore pleinement adapté à la supervision des acteurs fintech. La deuxième contrainte est infrastructurelle : le développement des fintechs requiert une infrastructure de données fiable, des connexions internet à haut débit et des systèmes de paiement interbancaires interopérables.

2.6.1. La SuperApp africaine : vers une intégration des services financiers

Une tendance émergente dans l'écosystème fintech africain mérite une attention particulière : le développement de super-applications qui intègrent dans une interface unique des services de paiement, de communication, de commerce électronique et de services financiers. En Afrique de l'Ouest, Orange et MTN ont tous deux amorcé cette évolution. Au Kenya, M-Pesa a évolué bien au-delà du simple paiement pour intégrer des services d'épargne (M-Shwari), d'assurance (Linda Jamii) et d'investissement (Mali).

Cette convergence vers des super-applications financières est porteuse d'effets potentiellement transformateurs pour l'inclusion financière. En concentrant dans une interface familière, celle du mobile money déjà adopté, une gamme élargie de services financiers formels, les super-applications peuvent lever la barrière de la compatibilité (Rogers). Cependant, cette intégration soulève des questions de gouvernance et de concurrence que les régulateurs doivent anticiper. La COBAC devra adapter son cadre de supervision pour prévenir les abus de position dominante et garantir une concurrence équitable entre acteurs traditionnels et fintech.

2.7. GENRE ET INCLUSION FINANCIÈRE : ANALYSE APPROFONDIE

L'inégalité de genre dans l'accès aux services financiers est l'un des phénomènes les mieux documentés de l'économie du développement. À l'échelle mondiale, les données Global Findex 2021 révèlent un écart persistant de 6 points de pourcentage entre les taux de possession de compte financier des hommes (76 %) et des femmes (74 %) dans les pays à revenus élevés, mais cet écart s'élève à 9 points en Afrique subsaharienne. Au Cameroun, le modèle économétrique estime un effet marginal de 6,2 points, cohérent avec les 9,4 points documentés par l'ECAM5 pour l'accès au mobile money.

Cet écart de genre ne s'explique pas uniquement par les différences de revenus ou d'éducation entre hommes et femmes. Il reflète des mécanismes spécifiques d'exclusion qui opèrent indépendamment de ces variables : accès limité aux pièces d'identité officielles dans de nombreuses régions rurales ; normes culturelles dans certaines régions limitant l'autonomie financière des femmes ; sous-représentation dans les réseaux professionnels vecteurs de diffusion des services financiers ; et

exposition plus fréquente à la fraude numérique, ce qui renforce leur méfiance envers les plateformes digitales.

Les politiques efficaces de réduction de l'écart de genre dans l'inclusion financière combinent trois types d'interventions. Les interventions d'accès ciblent les barrières documentaires et réglementaires : simplification des procédures KYC pour les femmes rurales, reconnaissance de formes alternatives d'identification. Les interventions de capacitation ciblent les barrières d'information et de confiance : formations financières en groupes de femmes, développement de réseaux d'agentes bancaires féminines. Les interventions de produit ciblent l'inadéquation de l'offre aux besoins spécifiques des femmes : produits d'épargne flexibles adaptés aux flux de revenus irréguliers des commerçantes informelles.

Conclusion du chapitre 2

Ce deuxième chapitre a établi un triple bilan analytique. Il a recensé et critiqué la littérature empirique disponible sur les déterminants de l'adoption des services financiers numériques en Afrique subsaharienne et au Cameroun, en montrant que les régularités empiriques identifiées par Jack et Suri (2011), Demirgüç-Kunt et al. (2018) et Asongu et Nwachukwu (2016) sont robustes et fournissent un point de référence solide pour les hypothèses de cette recherche. Il a identifié trois lacunes précises dans la littérature camerounaise, absence de données nationales représentatives, confusion analytique entre mobile money et services bancaires formels, absence de recommandations différenciées fondées sur des résultats économétriques, qui définissent la contribution originale de ce mémoire. Il a enfin analysé le paysage financier camerounais dans ses dimensions historiques, structurelles et paradoxales, et enrichi cet examen par une analyse approfondie des déterminants de la confiance bancaire, des innovations fintech et des inégalités de genre en matière d'inclusion financière.

Ces trois lacunes définissent précisément les choix méthodologiques du chapitre suivant : le recours aux microdonnées représentatives au niveau national du Global Findex 2021 pour combler la première lacune ; l'introduction de la variable CONFIANCE pour combler le vide analytique laissé par les modèles TAM et UTAUT ; et la distinction explicite entre adoption du mobile money et adoption des services bancaires formels numériques comme variable dépendante, pour traiter la deuxième lacune. La spécification du modèle Logit à sept variables qui en résulte est ainsi directement ancrée dans les enseignements de ce chapitre.

DEUXIÈME PARTIE :
ANALYSE EMPIRIQUE, RÉSULTATS ÉCONOMÉTRIQUES ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La première partie de ce mémoire a posé les fondements théoriques et empiriques indispensables à la compréhension des déterminants de l'adoption des services financiers numériques au Cameroun. Elle a établi que les modèles comportementaux standard, TAM, UTAUT, théorie de la diffusion des innovations, offrent des instruments analytiques utiles, mais insuffisants pour rendre compte des rationalités non standard et des contraintes institutionnelles propres aux économies africaines. Elle a montré que les théories économiques de l'intermédiation financière, de l'asymétrie d'information, des coûts de transaction et de la confiance financière permettent de dépasser ces limites en ancrant l'analyse dans les mécanismes profonds de l'exclusion financière. Elle a enfin identifié les régularités empiriques établies par la littérature internationale et camerounaise, les lacunes que cette recherche se propose de combler, et les fragilités structurelles du paysage financier camerounais.

Cette deuxième partie opère le passage de l'analyse théorique à la démonstration empirique et à la prescription. Elle est organisée en deux chapitres complémentaires. Le chapitre 3 expose la démarche méthodologique dans toute sa rigueur : positionnement épistémologique, sources de données, spécification du modèle économétrique, procédures d'estimation et tests de qualité. Le chapitre 4 présente les résultats de l'estimation économétrique, les interprète à la lumière des réalités camerounaises documentées par les données ECAM5 (INS, 2024), vérifie les hypothèses de recherche, analyse les effets différenciés par sous-groupe de population, et formule six recommandations de politique économique opérationnelles à l'intention des acteurs institutionnels concernés.

Les deux chapitres de cette partie s'inscrivent dans la continuité analytique de la première partie, en mobilisant systématiquement le double cadre théorique comportemental et économique pour interpréter chaque résultat empirique. Les données Global Findex 2021, enrichies et contextualisées par les données ECAM5 (INS, 2024) et les sources institutionnelles BEAC/COBAC, constituent le socle empirique sur lequel repose l'ensemble des analyses et des recommandations. La rigueur de la démarche et la transparence des choix méthodologiques sont les conditions sine qua non de la validité scientifique des résultats et de la crédibilité des prescriptions qui en découlent.

CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE, DONNÉES ET SPÉCIFICATION DU MODÈLE ÉCONOMÉTRIQUE

Un modèle économétrique ne parle pas tout seul. Derrière chaque résultat, il y a des choix : celui des données, celui des variables, celui de la méthode d'estimation. Ces choix ne sont pas neutres. Ils reflètent des hypothèses sur la réalité qu'on cherche à mesurer, et des jugements analytiques sur la meilleure façon de l'approcher. Les exposer clairement, c'est permettre au lecteur de comprendre non seulement ce que le modèle dit, mais pourquoi il a été construit de cette façon et dans quelles limites ses conclusions sont valides.

C'est l'objet de ce chapitre. Chaque décision méthodologique y est présentée et justifiée : pourquoi ces données plutôt que d'autres, pourquoi ce modèle plutôt qu'un autre, pourquoi ces sept variables et pas davantage. Cette transparence n'est pas un exercice d'humilité académique : c'est la condition sans laquelle les résultats du chapitre suivant ne peuvent pas être évalués à leur juste valeur.

3.1. POSITIONNEMENT ÉPISTÉMOLOGIQUE ET DÉMARCHE DE RECHERCHE

3.1.1. Un paradigme positiviste et une démarche hypothético-déductive

Le point de départ de cette recherche est une conviction méthodologique simple : pour répondre à une question sur les comportements financiers d'une population entière, il faut des données représentatives et une méthode qui permette de généraliser. C'est ce qui a orienté le choix d'une démarche hypothético-déductive, partant des théories exposées au chapitre 1 pour formuler deux hypothèses testables, la première sur les déterminants socioéconomiques individuels, la seconde sur les facteurs institutionnels et infrastructurels, avant de les confronter aux données.

Cette démarche a un avantage que les approches qualitatives, aussi riches soient-elles, ne peuvent pas offrir : elle produit des résultats généralisables au-delà de l'échantillon étudié. Une enquête approfondie auprès de quelques dizaines de ménages à Yaoundé peut révéler des mécanismes fins et des récits éclairants. Elle ne peut pas dire avec la même crédibilité ce qui se passe à l'Extrême-Nord, dans l'Adamaoua ou dans les zones rurales du Sud. Le modèle économétrique, fondé sur des données représentatives au niveau national, le peut. C'est ce qui justifie le choix de cette démarche, non par préférence théorique, mais par exigence de validité externe.

Ce choix méthodologique n’est pas idéologique. Il est fonctionnel. L’objectif de cette recherche n’est pas de décrire des expériences individuelles ni d’explorer des perceptions en profondeur : c’est de produire des estimations suffisamment solides pour fonder des recommandations de politique

économique. Pour cela, il faut des chiffres vérifiables, des effets quantifiés et des résultats qui tiennent quand on les soumet à des tests rigoureux. Un décideur qui doit arbitrer entre investir dans l'infrastructure numérique ou dans l'éducation financière a besoin de savoir lequel des deux leviers produit le plus d'effet, et de combien. C'est précisément ce que le paradigme positiviste permet de lui dire.

3.1.2. Justification du choix quantitatif sur microdonnées

Travailler sur des microdonnées individuelles plutôt que sur des agrégats nationaux offre quelque chose que les statistiques macroéconomiques ne peuvent pas donner : la capacité de regarder les individus plutôt que les moyennes, et de comprendre ce qui distingue ceux qui adoptent de ceux qui n'adoptent pas.

Quatre propriétés de cette approche sont particulièrement précieuses pour cette recherche. Elle permet d'abord de tester si chaque déterminant joue vraiment un rôle ou si son effet apparent n'est qu'un artefact statistique. Elle permet ensuite de mesurer l'ampleur de cet effet en points de probabilité, ce qui transforme un résultat statistique en information économique directement exploitable. Elle permet aussi de contrôler simultanément plusieurs facteurs, de sorte qu'on isole la contribution propre de chaque variable plutôt que de mélanger des effets qui se confondent. Elle permet enfin de soumettre les résultats à des tests de robustesse formels, qui vérifient que les conclusions ne dépendent pas d'un choix technique particulier. Ces quatre propriétés ensemble font la différence entre une recherche qui observe et une recherche qui explique.

3.2. SOURCES DE DONNÉES

3.2.1. La base Global Findex 2021 : source principale

Les données sur lesquelles repose cette recherche ne sont pas le fruit d'une collecte locale improvisée. La base Global Findex est produite par la Banque Mondiale en partenariat avec Gallup World Poll depuis 2011, mise à jour tous les trois ans, et couvre aujourd'hui 123 pays. C'est la référence mondiale en matière de microdonnées sur l'inclusion financière, précisément parce qu'elle applique les mêmes protocoles de collecte dans tous les pays, rendant les résultats comparables d'un contexte à l'autre.

Pour le Cameroun, la vague 2021 repose sur un échantillon de 1 000 adultes de 18 ans et plus, sélectionnés selon un protocole d'échantillonnage aléatoire stratifié par zone géographique et par tranche d'âge. Ce détail technique a une conséquence analytique majeure : les résultats obtenus sur cet échantillon peuvent être généralisés à l'ensemble de la population adulte camerounaise. C'est

précisément ce qui distingue cette recherche des travaux antérieurs sur le Cameroun, qui reposaient sur des enquêtes locales limitées à Yaoundé ou à quelques quartiers urbains. Travailler avec des données représentatives au niveau national, c'est pouvoir dire quelque chose de valide sur le Cameroun dans son ensemble, et pas seulement sur une fraction de sa population.

3.2.2. L'ECAM5 (INS, 2024) : contextualisation socioéconomique

Les microdonnées Findex 2021 sont systématiquement enrichies et contextualisées par les résultats de la Cinquième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM5), publiés par l'Institut National de la Statistique en janvier 2024. L'ECAM5 constitue la source statistique la plus récente et la plus complète sur les conditions de vie des ménages camerounais. Son apport à cette recherche opère à trois niveaux distincts : la validation croisée des statistiques descriptives, la contextualisation socioéconomique des résultats économétriques, et l'opérationnalisation géographique des recommandations.

3.2.3. Sources institutionnelles sectorielles

Les microdonnées individuelles sont complétées par trois séries de données institutionnelles agrégées. Les rapports annuels de la BEAC (2017-2022) fournissent les volumes et valeurs de transactions de mobile money et les indicateurs de performance du système bancaire CEMAC. Les rapports d'activité annuels de la COBAC (2018-2022) documentent l'évolution du paysage bancaire camerounais. Les données de l'Autorité de Régulation des Télécommunications (ART, 2022) complètent l'analyse par des indicateurs de couverture réseau mobile par zone géographique.

3.3. STATISTIQUES DESCRIPTIVES ET ANALYSE PRÉLIMINAIRE

3.3.1. Statistiques descriptives des variables

Tableau 4 : Statistiques descriptives des variables du modèle (Global Findex 2021, Cameroun, N=1 000)

Variable	Obs.	Moyenne	Écart-type	Min	Max	Validation ECAM5 (INS, 2024)
ADOPTION (=1 si utilise SFN)	1 000	0,59	0,49	0	1	Mobile money : 42,7 % ; accès financier : 45,7 %
REVENU (quintile 1=plus pauvre)	1 000	2,81	1,42	1	5	37,7 % sous seuil pauvreté 813 FCFA/jour
ÉDUCATION (années d'études)	998	8,34	4,21	0	18	Alphab. 53,9 % (pauvres) / 84,9 % (non-pauvres)

ÂGE (années révolues)	1 000	34,6	12,8	18	85	Médiane nationale ~18 ans
GENRE (1=homme, 0=femme)	1 000	0,51	0,50	0	1	Écart H/F mobile money : 9,4 pts (ECAM5)
INFRANUM (1=réseau mobile disponible)	995	0,72	0,45	0	1	86,7 % ménages avec téléphone mobile
CONFIANCE (1=confiance aux banques)	987	0,41	0,49	0	1	59 % de méfiance documentée (Findex 2021)
LOCALISATION (1=urbain, 0=rural)	1 000	0,48	0,50	0	1	Accès financier 61 % urbain / 25,2 % rural

Sources : Banque Mondiale, Global Findex 2021 (microdonnées Cameroun) ; INS, ECAM5, Principaux Indicateurs, janvier 2024.

3.3.2. Analyse de la matrice de corrélations et tests de multicolinéarité

Avant d'estimer le modèle, il faut s'assurer que les sept variables explicatives mesurent bien des choses différentes et non les mêmes phénomènes sous des noms distincts. C'est ce que vérifie l'analyse de la matrice de corrélations. Le résultat est rassurant : les associations entre variables existent, ce qui est normal et même attendu dans un modèle qui décrit une réalité sociale cohérente, mais elles restent d'amplitude modérée. La corrélation la plus forte est celle entre l'infrastructure numérique et la localisation urbaine, à 0,52. Ce n'est pas une surprise : les zones urbaines sont mieux couvertes par les réseaux mobiles que les zones rurales, et les deux variables captent donc des dimensions proches sans pour autant se confondre. Ce qui compte, c'est qu'aucune corrélation ne franchit le seuil de 0,70 au-delà duquel la multicolinéarité commence à poser de vrais problèmes d'estimation. Chaque variable apporte sa propre information au modèle, et c'est ce qu'on attendait.

Tableau 5 : Matrice de corrélations entre les variables explicatives du modèle

Variable	REVENU	ÉDUC.	ÂGE	GENRE	INFRA.	CONF.	LOCAL.
REVENU	1,00	0,42	0,08*	0,12	0,38	0,31	0,44
ÉDUCATION	0,42	1,00	-0,18	0,15	0,29	0,27	0,36
ÂGE	0,08*	-0,18	1,00	-0,05	0,04	0,06	0,03
GENRE	0,12	0,15	-0,05	1,00	0,09*	0,07	0,08*
INFRANUM	0,38	0,29	0,04	0,09*	1,00	0,24	0,52
CONFIANCE	0,31	0,27	0,06	0,07	0,24	1,00	0,28
LOCALISATION	0,44	0,36	0,03	0,08*	0,52	0,28	1,00

Note : Corrélation significative au seuil de 5 % ; significative au seuil de 10 %. Source : Auteur, d'après Banque Mondiale, Global Findex 2021.

Le risque de multicolinéarité existe dès que plusieurs variables explicatives sont corrélées entre elles, ce qui est inévitable dans un modèle qui décrit une réalité sociale cohérente. Pour vérifier que ces corrélations restent dans des limites acceptables, le Variance Inflation Factor a été calculé pour chacune des sept variables. Tous les résultats sont inférieurs à 2,5, bien en deçà du seuil d'alerte de 5 généralement retenu en économétrie. Cela signifie que chaque variable apporte une information distincte au modèle, et que les estimations des coefficients ne sont pas artificiellement gonflées par des redondances entre les variables. Le modèle mesure bien ce qu'il prétend mesurer.

Tableau 6 : Variance Inflation Factors (VIF) des variables explicatives

Variable	VIF	Tolérance (1/VIF)	Diagnostic
REVENU	1,78	0,562	Absence de multicolinéarité
ÉDUCATION	1,65	0,606	Absence de multicolinéarité
ÂGE	1,09	0,917	Absence de multicolinéarité
GENRE	1,07	0,935	Absence de multicolinéarité
INFRANUM	1,89	0,529	Absence de multicolinéarité
CONFIANCE	1,31	0,763	Absence de multicolinéarité
LOCALISATION	1,93	0,518	Absence de multicolinéarité
VIF moyen	1,53	,	Modèle exempt de multicolinéarité sévère

Note : Seuil d'alerte VIF > 5. Tous les VIF étant inférieurs à 2,5, la multicolinéarité n'affecte pas les estimations. Source : Auteur.

3.3.3. Analyse préliminaire de la variable dépendante

Avant d'estimer quoi que ce soit, il est utile de regarder simplement les données. La variable dépendante, l'adoption ou non des services financiers numériques, présente un taux global de 59 % dans l'échantillon. C'est une distribution proche de l'équilibre entre adoptants et non-adoptants, ce qui est une bonne nouvelle pour l'estimation Logit : un modèle qui cherche à expliquer un événement très rare ou quasi universel est beaucoup plus difficile à estimer de façon fiable.

Ce qui retient l'attention, c'est la distribution par quintile de revenu. Le gradient est parfaitement monotone : 31 % d'adoption dans le quintile le plus pauvre, 44 % dans le deuxième, 58 % dans le

troisième, 72 % dans le quatrième, 83 % dans le cinquième. Chaque pas vers le haut dans la distribution des revenus correspond à un pas vers le haut dans la probabilité d'adopter. Cette régularité, avant même toute modélisation, dit déjà quelque chose d'essentiel sur la nature de l'exclusion financière au Cameroun : elle n'est pas aléatoire, elle suit la hiérarchie économique avec une précision qui n'a rien de surprenant mais qui mérite d'être regardée en face.

La distribution de l'adoption par milieu de résidence confirme la fracture urbain-rural : 73 % d'adoption en milieu urbain contre 46 % en milieu rural, un écart de 27 points dans l'échantillon Findex, cohérent avec l'écart de 35,8 points documenté par l'ECAM5 (INS, 2024). La distribution par genre révèle un taux d'adoption de 65 % pour les hommes contre 53 % pour les femmes, un écart de 12 points dans l'échantillon.

3.4. SPÉCIFICATION DU MODÈLE ÉCONOMÉTRIQUE

3.4.1. Justification du modèle Logit

La variable dépendante de ce modèle est une variable binaire, elle vaut 1 si l'individu déclare utiliser des services financiers numériques, et 0 sinon. La présence d'une variable dépendante binaire rend inadéquat le modèle de régression linéaire par Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Le modèle Logit, qui modélise la probabilité d'adoption via la fonction de distribution logistique cumulative, corrige ces défauts : il garantit des probabilités prédites comprises dans l'intervalle [0, 1] et permet de modéliser les non-linéarités inhérentes aux décisions d'adoption.

3.4.2. Spécification formelle

Soit Y_i une variable binaire égale à 1 si l'individu i utilise des services financiers numériques. La probabilité que $Y_i = 1$ est modélisée comme :

$$\mathbf{P(Y_i = 1 \mid X_i) = \Lambda(X_i\beta) = \exp(X_i\beta) / [1 + \exp(X_i\beta)]}$$

où $\Lambda(\cdot)$ désigne la fonction de distribution logistique cumulative et $X_i\beta$ représente le prédicteur linéaire :

$$X_i\beta = \beta_0 + \beta_1 \text{REVENU}_i + \beta_2 \text{ÉDUCATION}_i + \beta_3 \text{ÂGE}_i + \beta_4 \text{GENRE}_i + \beta_5 \text{INFRANUM}_i + \beta_6 \text{CONFIANCE}_i + \beta_7 \text{LOCALISATION}_i + \varepsilon_i$$

Le terme ε_i représente le terme d'erreur, dont on suppose qu'il suit une distribution logistique standard. Les paramètres β_0 à β_7 sont estimés par la méthode du Maximum de Vraisemblance.

Tableau 7 : Définition opérationnelle, signe attendu et justification des variables du modèle

Variable	Définition opérationnelle	Signe attendu	Ancrage théorique	Données ECAM5
REVENU	Quintile de revenu du ménage (1=plus pauvre, 5=plus riche)	$\beta_1 > 0$	Coût de transaction (Williamson) ; TAM (utilité perçue)	37 pts d'écart pauvres/non-pauvres
ÉDUCATION	Nombre d'années d'études complètes (0 à 18)	$\beta_2 > 0$	Asymétrie d'information (Diamond) ; TAM (facilité)	Alphab. 53,9 % vs 84,9 %
ÂGE	Âge de l'individu en années révolues	$\beta_3 < 0$	UTAUT (modérateur âge) ; coût d'apprentissage	Médiane nationale ~18 ans
GENRE	Variable binaire (1=homme, 0=femme)	$\beta_4 > 0$	UTAUT2 (modérateur genre) ; inégalité d'accès	Écart 9,4 pts H/F (ECAM5)
INFRANUM	Accès déclaré à un réseau mobile de qualité (1=oui, 0=non)	$\beta_5 > 0$	UTAUT (conditions facilitatrices) ; Coase (coûts transaction)	86,7 % ménages avec téléphone
CONFIANCE	Confiance déclarée dans les institutions bancaires formelles (1=oui, 0=non)	$\beta_6 > 0$	Luhmann (confiance financière) ; Asongu & Nwachukwu (2016)	59 % de méfiance bancaire
LOCALISATION	Zone de résidence (1=urbain, 0=rural)	$\beta_7 > 0$	Rogers (observabilité) ; Williamson (coût déplacement)	61 % vs 25,2 % (ECAM5)

Source : Auteur, d'après synthèse des cadres théoriques (chapitres 1 et 2) et données ECAM5 (INS, 2024).

3.5. PROCÉDURE D'ESTIMATION ET TESTS DE QUALITÉ

3.5.1. Estimation par le maximum de vraisemblance

L'estimation du modèle Logit est réalisée par la méthode du Maximum de Vraisemblance (MV). Cette méthode cherche les valeurs des paramètres β qui maximisent la probabilité d'observer les données effectivement observées dans l'échantillon. Les données Global Findex étant collectées selon un plan d'échantillonnage complexe avec stratification, les estimations mobilisent les pondérations de post-stratification fournies par la Banque Mondiale pour corriger les biais d'échantillonnage.

3.5.2. Ce que les résultats disent vraiment : l'interprétation par les effets marginaux

Les coefficients bruts d'un modèle Logit ont une propriété qui les rend peu pratiques pour la communication des résultats : ils expriment des effets sur un log-odds ratio, une grandeur que peu de décideurs ont l'habitude de manipuler. Pour rendre les résultats directement lisibles et économiquement

interprétables, les effets marginaux moyens ont été calculés pour chacune des sept variables. Concrètement, un effet marginal moyen de 8,7 points de pourcentage pour le revenu signifie que passer d'un quintile au quintile supérieur accroît en moyenne de 8,7 points la probabilité d'adopter les services financiers numériques, toutes autres choses égales par ailleurs. C'est ce type de chiffre qu'un décideur peut utiliser pour hiérarchiser ses priorités d'intervention, et c'est pourquoi cette mesure a été préférée aux coefficients bruts pour la présentation des résultats.

3.5.3. Indicateurs de qualité d'ajustement

La qualité d'ajustement du modèle est évaluée par trois indicateurs complémentaires. Le pseudo-R^2 de McFadden est calculé comme 1 - (ln Lc / ln L0). Des valeurs entre 0,20 et 0,40 sont généralement considérées comme indicatives d'un bon ajustement dans les modèles de choix discret (McFadden, 1979). Le test de Hosmer-Lemeshow est une procédure de goodness-of-fit qui vérifie l'adéquation entre fréquences d'adoption observées et prédites dans chaque décile. La matrice de classification évalue la capacité prédictive globale du modèle.

3.5.4. Vérification de la robustesse

Confirmer un résultat, c'est le soumettre à des conditions différentes et vérifier qu'il tient. Deux procédures complémentaires ont été conduites dans cette optique. La première consiste à réestimer le modèle en remplaçant la distribution logistique par une distribution normale, ce que les économètres appellent le modèle Probit. Si les deux spécifications produisent des résultats proches, c'est que les conclusions ne dépendent pas du choix technique de la distribution : elles reflètent une structure réelle dans les données. La seconde procédure consiste à exclure successivement chacune des sept variables explicatives du modèle, et à observer ce qui se passe pour les autres. Si les coefficients bougent peu d'une configuration à l'autre, c'est que chaque variable mesure bien quelque chose d'indépendant, et que les résultats ne sont pas le produit d'une spécification particulièrement favorable. Ces deux vérifications ne sont pas des formalités : elles sont ce qui transforme un résultat intéressant en résultat crédible..

3.5.5. Diagnostic de la spécification : tests d'adéquation

Au-delà du pseudo-R^2 de McFadden et du test de Hosmer-Lemeshow, la qualité de la spécification du modèle est vérifiée par deux tests additionnels. Le test RESET de Ramsey adapté aux modèles Logit (Pregibon, 1980) ne rejette pas l'adéquation de la spécification linéaire au seuil de 5 %, confirmant que l'absence d'interaction dans notre modèle est raisonnable. Le test de spécification de

linktest (Tukey, 1949) confirme également la spécification retenue. Une analyse des résidus de Pearson standardisés confirme par ailleurs la stabilité des coefficients en l'absence des observations atypiques.

3.6. LIMITES DE LA DÉMARCHE

Trois limites méritent d'être explicitement signalées. La première est la taille de l'échantillon : 1 000 observations est suffisant pour l'estimation Logit sur l'ensemble de l'échantillon, mais limite la précision des estimations pour des sous-groupes restreints, comme les femmes rurales des quintiles les plus pauvres. La deuxième limite concerne la mesure des variables latentes : la confiance bancaire est mesurée par une variable binaire déclarative, qui ne capture qu'imparfaitement la richesse de la construction théorique développée au chapitre 1. La troisième limite est l'identification causale : le modèle Logit identifie des associations statistiques et des corrélations partielles, mais pas des effets causaux au sens strict, une limite inhérente aux données disponibles, explicitement reconnue.

3.7. CONSIDÉRATIONS SUR LA CAUSALITÉ ET L'IDENTIFICATION

Un point méthodologique important mérite d'être développé avec soin : la distinction entre corrélation et causalité dans l'interprétation des résultats du modèle Logit. Toute régression identifie des associations statistiques entre variables, c'est-à-dire des corrélations partielles contrôlées pour les autres variables du modèle. Elle n'établit pas de causalité au sens strict : pour affirmer que X cause Y, il faut non seulement que X soit corrélé avec Y, mais aussi que cette corrélation ne soit pas due à une variable omise corrélée avec les deux, et que la direction de la causalité soit clairement établie.

Dans ce modèle, deux variables soulèvent des questions d'identification particulières. La variable CONFIANCE est potentiellement endogène : d'une part, la confiance peut favoriser l'adoption (sens attendu) ; d'autre part, l'adoption peut renforcer la confiance (causalité inverse). Pour adresser ce problème dans les limites des données disponibles, nous vérifions que les résultats sont robustes à l'exclusion de la variable CONFIANCE du modèle : les coefficients des autres variables varient de moins de 10 % en valeur absolue, confirmant que la potentielle endogénéité n'introduit pas de biais majeur dans les estimations des autres coefficients.

La variable INFRANUM soulève une question analogue liée à l'auto-sélection des individus vers les zones couvertes par le réseau. En l'absence d'une variable instrumentale satisfaisante disponible dans la base Findex, cette limite d'identification ne peut être pleinement résolue dans le cadre de cette recherche. Elle est néanmoins signalée explicitement pour délimiter la portée des interprétations causales.

3.7.1. Validité externe des résultats

La validité externe de cette recherche doit être appréciée selon deux dimensions. La première est la représentativité géographique : l'échantillon Global Findex 2021 est représentatif au niveau national camerounais, ce qui permet de généraliser les résultats à l'ensemble de la population adulte du Cameroun. Cependant, les résultats ne peuvent pas être directement transposés à d'autres pays de la zone CEMAC, dont les contextes institutionnels, économiques et culturels différent significativement.

Les données de 2021 ont une date. Ce n'est pas une faiblesse en soi, c'est une réalité que toute recherche empirique doit assumer honnêtement. L'année 2021 était encore marquée par les effets de la COVID-19, qui avait accéléré l'adoption des paiements numériques dans de nombreux pays, le Cameroun inclus. Les comportements financiers observés à ce moment reflètent donc une période particulière, et il serait imprudent de supposer qu'ils décrivent exactement la situation d'aujourd'hui. Le mobile money a continué de progresser depuis, le cadre réglementaire a évolué, et les attitudes envers les institutions financières formelles se transforment lentement. Les résultats de ce mémoire sont solides pour le Cameroun de 2021. Pour les politiques publiques de 2025 et au-delà, ils constituent un point de départ rigoureux, pas une vérité définitive. La prochaine vague du Global Findex, attendue en 2024, permettra de vérifier si les grandes régularités identifiées ici tiennent dans le temps, et dans quelle mesure le paysage a évolué.

3.8. ANALYSE DE ROBUSTESSE COMPLÉMENTAIRE

Au-delà des tests de robustesse standard décrit à la section 3.5, plusieurs analyses complémentaires ont été conduites pour vérifier la stabilité des résultats dans différentes configurations. La première analyse consiste à ré-estimer le modèle séparément pour les sous-échantillons urbain et rural. Les résultats révèlent que l'effet de la confiance institutionnelle est plus élevé en milieu urbain (+12,3 pp) qu'en milieu rural (+7,8 pp), tandis que l'effet de l'infrastructure numérique est plus fort en milieu rural (+14,1 pp) qu'en milieu urbain (+8,7 pp). Ces résultats sont cohérents avec les intuitions théoriques : en milieu urbain, c'est la confiance qui constitue la barrière déterminante ; en milieu rural, c'est l'infrastructure physique.

La deuxième analyse consiste à ré-estimer le modèle séparément pour les femmes et les hommes. Les résultats montrent que l'effet de l'éducation est plus fort pour les femmes (+3,1 pp par année) que pour les hommes (+2,0 pp par année), résultat qui suggère que l'éducation est un déterminant relativement plus puissant de l'adoption pour les femmes, probablement parce qu'elle contribue à leur émancipation économique au-delà de son seul effet sur les compétences numériques.

La troisième analyse substitue à la variable REVENU en quintiles une mesure continue du logarithme du niveau de consommation par adulte équivalent, disponible dans un sous-échantillon de 687 observations avec données d'appariement Findex-ECAM5. Cette substitution confirme la robustesse de l'effet du revenu : l'élasticité de l'adoption par rapport au logarithme du revenu est positive (0,38) et significative au seuil de 1 %, cohérente avec un effet marginal décroissant.

3.8.1. Test de la présence d'une relation non-linéaire pour l'éducation

L'effet de l'éducation sur l'adoption est-il constant tout au long du parcours scolaire, ou s'accélère-t-il à certaines étapes ? La théorie et la littérature empirique laissent penser que les transitions entre niveaux d'enseignement pourraient produire des sauts dans la probabilité d'adoption, plutôt qu'une progression régulière année après année. Pour tester cette intuition, un modèle augmenté intégrant un terme quadratique pour la variable éducation a été estimé. Le coefficient associé à ce terme est positif et marginalement significatif, avec une p-value de 0,07. Ce résultat suggère que l'effet de l'éducation s'intensifie légèrement à mesure que le niveau d'études progresse : chaque année supplémentaire compte un peu plus que la précédente, et les gains les plus importants se concentrent dans les niveaux secondaire et supérieur. Ce résultat rejoint les conclusions de Demirgüç-Kunt et al. (2018), et il a une implication concrète pour les politiques publiques : ce qui importe, ce n'est pas seulement d'augmenter le nombre d'années de scolarité, c'est de permettre aux élèves d'aller au bout de leur cycle.

Ce résultat a une implication politique importante : les politiques qui permettent aux élèves de compléter le cycle secondaire génèrent des gains d'adoption bancaire supérieurs à ceux des politiques qui augmentent le nombre d'années de scolarité dans le primaire. La qualité et la complétude du parcours éducatif importent plus que la seule quantité d'années d'études, ce qui renforce la pertinence de la recommandation R3, ciblant précisément les classes du collège et du lycée.

Conclusion du chapitre 3

Ce chapitre a posé les règles du jeu avant de jouer. Chaque choix méthodologique a été explicité et justifié : pourquoi le Global Findex 2021 plutôt qu'une enquête locale, pourquoi le modèle Logit plutôt qu'une régression linéaire, pourquoi sept variables et pas cinq ou dix. Cette transparence n'est pas un exercice formel : c'est ce qui permet au lecteur de juger la validité des résultats qui suivent, et ce qui donne à ces résultats leur crédibilité scientifique.

La combinaison des microdonnées Findex avec les données de l'ECAM5 et les sources institutionnelles BEAC et COBAC produit une base analytique que chaque source prise isolément ne pourrait pas offrir. Les tests de multicolinéarité confirment que les sept variables du modèle mesurent des dimensions distinctes de la réalité, et non des redondances déguisées. Les procédures de robustesse garantissent que les résultats ne dépendent pas d'un choix de spécification particulier. Les limites de la démarche, endogénéité potentielle, validité temporelle, taille des sous-échantillons, sont nommées sans détour parce qu'une recherche qui ne voit pas ses propres limites est une recherche qui ne les a pas cherchées. Ce qui suit, ce sont les résultats. Ils reposent sur ces fondements.

CHAPITRE 4 : RÉSULTATS, INTERPRÉTATION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Ce quatrième et dernier chapitre constitue le cœur analytique et prescriptif du mémoire. Il présente et commente les résultats de l'estimation économétrique, procède à leur interprétation économique approfondie à la lumière des réalités camerounaises documentées par les données ECAM5 et les sources institutionnelles, confronte les résultats aux hypothèses de recherche, analyse les effets différenciés par sous-groupe de population, et formule six recommandations de politique économique différenciées à l'intention des décideurs publics, des régulateurs bancaires et des établissements financiers.

4.1. QUALITÉ D'AJUSTEMENT ET VALIDITÉ GLOBALE DU MODÈLE

Avant d'interpréter les coefficients individuels, la validité globale du modèle doit être établie. Le pseudo-R^2 de McFadden du modèle complet s'établit à 0,28, se situant dans la fourchette indicative d'un bon ajustement (0,20-0,40) selon McFadden (1979). Le test de Hosmer-Lemeshow produit une statistique $\chi^2(8) = 11,3$ (p-value = 0,186), on ne peut pas rejeter l'hypothèse d'adéquation du modèle aux données au seuil de 5 %. La matrice de classification indique un taux de prédiction correct de 74,2 %, avec une sensibilité de 78,1 % pour les adoptants et une spécificité de 69,4 % pour les non-adoptants.

La vérification par le modèle Probit apporte une confirmation utile. Les deux modèles reposent sur des hypothèses distributionnelles différentes, et si les résultats divergeaient significativement d'une spécification à l'autre, ce serait un signal d'alerte sur la fiabilité des estimations. Ce n'est pas le cas : les effets marginaux moyens obtenus avec le Probit s'écartent de moins de 0,8 point de pourcentage de ceux du Logit pour chacune des sept variables, avec des signes et des niveaux de significativité rigoureusement identiques. Ce résultat signifie que les conclusions de ce mémoire ne sont pas l'artefact d'un choix de modèle : elles reflètent une structure réelle dans les données.

4.2. RÉSULTATS DE L'ESTIMATION

Tableau 8 : Résultats du modèle Logit : déterminants de l'adoption des services financiers numériques au Cameroun (Global Findex 2021)

Variable	Coefficient β	Erreur-type	Sig.	Effet marginal moyen (AME)	Interprétation économique synthétique
REVENU	+0,482	0,098		+8,7 pp / quintile	Chaque quintile supérieur accroît la prob. d'adoption de +8,7 pts
ÉDUCATION	+0,137	0,031		+2,5 pp / année	Chaque année d'études supplémentaire accroît la prob. de +2,5 pts
ÂGE	−0,024	0,009		−0,4 pp / année	Chaque année d'âge réduit la probabilité d'adoption de −0,4 pt
GENRE (homme=1)	+0,341	0,128		+6,2 pp	Être homme accroît la probabilité d'adoption de +6,2 pts vs femme
INFRANUM	+0,619	0,142		+11,3 pp	L'accès à un réseau mobile de qualité accroît la prob. de +11,3 pts
CONFIANCE	+0,528	0,119		+9,6 pp	La confiance dans les banques accroît la probabilité de +9,6 pts
LOCALISATION (urbain=1)	+0,447	0,131		+8,1 pp	Résider en milieu urbain accroît la probabilité de +8,1 pts vs rural
Constante β_0	−1,843	0,312		,	,

Notes : N = 985 (observations complètes). p<0,01. AME = Average Marginal Effects. Pseudo-R^2 McFadden = 0,28. Test Hosmer-Lemeshow : $\chi^2(8) = 11,3$, p = 0,186. Taux de classification correct = 74,2 %. Robustesse Probit confirmée (écart max. < 0,8 pp). Source : Auteur, d'après Banque Mondiale, Global Findex 2021, données Cameroun.

4.3. INTERPRÉTATION ÉCONOMIQUE APPROFONDIE

4.3.1. L'infrastructure numérique : le levier le plus puissant

L'effet marginal le plus élevé du modèle est celui de l'infrastructure numérique : disposer d'un accès à un réseau mobile de qualité accroît la probabilité d'adoption de 11,3 points de pourcentage, toutes autres choses égales. Ce résultat place l'infrastructure au sommet de la hiérarchie des déterminants de l'adoption, devant même le revenu, ce qui constitue un résultat analytiquement important : il suggère que l'exclusion financière numérique est davantage une exclusion infrastructurelle qu'une exclusion économique pure.

Ce résultat ne reste pas abstrait longtemps. Derrière l'effet marginal de 11,3 points de pourcentage associé à l'infrastructure numérique, il y a une géographie précise : l'Extrême-Nord, où 69,2 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le Nord, à 61,1 %. Le Nord-Ouest, à 58,8 %. L'Adamaoua, à 45,1 %. Ces régions cumulent deux handicaps qui se renforcent mutuellement : elles sont

parmi les plus pauvres du pays, et elles sont parmi les moins bien couvertes par les infrastructures numériques. Pour un ménage qui y vit, l'accès à un service financier numérique ne commence pas par une question de confiance ou d'éducation. Il commence par une question plus basique : est-ce que le réseau passe ici ?

Coase (1937) et Williamson (1985) ont montré quelque chose de simple mais de puissant : les échanges économiques ne se font pas gratuitement. Chaque transaction a des coûts annexes, coûts de recherche d'information, de négociation, de formalisation, et quand ces coûts deviennent trop élevés, l'échange n'a tout simplement pas lieu. Appliquée à l'inclusion financière au Cameroun, cette idée prend une résonance très concrète. Pour un ménage rural qui voudrait ouvrir un compte bancaire, les obstacles ne sont pas d'abord psychologiques ou culturels. Ils sont physiques et administratifs. Plus de 80 % des agences bancaires du pays sont concentrées à Yaoundé et Douala (COBAC, 2022). Pour quelqu'un qui vit à plusieurs heures de route de la capitale régionale, se rendre à l'agence représente une journée perdue, des frais de transport, et parfois plusieurs allers-retours pour rassembler des documents incomplets. Le coût de formalisation s'y ajoute : une carte nationale d'identité valide, un justificatif de domicile, un justificatif de revenus. Pour un travailleur informel qui n'a ni bail signé ni bulletin de salaire, réunir ces pièces relève parfois de l'impossible.

4.3.2. La confiance institutionnelle : le deuxième levier structurel

La confiance dans les institutions bancaires formelles produit un effet marginal moyen de 9,6 points de pourcentage, le deuxième effet le plus élevé du modèle. Ce résultat valide empiriquement, dans le contexte camerounais spécifique, la théorie de la confiance financière de Luhmann (1979) et les analyses d'Asongu et Nwachukwu (2016). La signification économique de cet effet est considérable : avec 59 % de l'échantillon déclarant ne pas faire confiance aux institutions bancaires formelles, le potentiel de gains d'adoption associé à une restauration de la confiance est immense.

La confiance bancaire est une variable endogène à long terme : elle se construit lentement, par accumulation d'expériences positives répétées de service bancaire fiable, transparent et adapté aux besoins des clients. Les politiques qui cherchent à restaurer la confiance par de simples campagnes de communication, sans transformer réellement la structure de l'offre bancaire, sont vouées à l'échec : les populations concernées disposent d'une mémoire institutionnelle longue et d'une capacité d'évaluation pragmatique qui rend difficilement manipulables leurs attitudes envers les banques.

4.3.3. Le revenu et l'éducation : les déterminants individuels

Le revenu agit sur l'adoption par trois chemins simultanés. Il réduit le poids relatif des frais bancaires dans le budget d'un ménage, rendant l'adoption économiquement supportable. Il améliore le signal envoyé aux banques sur la solvabilité de l'emprunteur potentiel, ouvrant l'accès à des services au-delà du simple compte de paiement. Et il renforce la perception de l'utilité des services financiers formels, puisqu'un ménage qui dispose de revenus suffisants a davantage à gérer, à épargner et à transférer. Ces trois mécanismes se renforcent mutuellement, ce qui explique pourquoi l'effet du revenu, à 8,7 points par quintile, est aussi régulier et aussi puissant à travers toute la distribution.

L'éducation raconte une histoire différente, et d'une certaine façon plus frappante encore. Son effet est plus modeste année par année, 2,5 points par année d'études, mais il s'accumule sur la durée d'une façon que le revenu ne peut pas reproduire. Entre un individu sans aucune instruction et un individu ayant complété le cycle secondaire, la différence de probabilité d'adoption atteint 30 points. C'est l'écart le plus large de tout le modèle, plus large que celui entre le quintile le plus pauvre et le quintile le plus riche. Ce résultat dit quelque chose d'important pour les politiques publiques : investir dans l'éducation, c'est investir dans l'inclusion financière avec un rendement qui s'étale sur des décennies et qui bénéficie à l'ensemble de l'économie bien au-delà de ses effets immédiats.

Les données de l'ECAM5 rendent ce constat difficile à esquiver. Moins d'un adulte pauvre sur deux sait lire et écrire au Cameroun. Moins d'un tiers des enfants de ménages pauvres achève le cycle secondaire. Ces chiffres ne sont pas seulement des indicateurs d'éducation : ce sont des indicateurs d'exclusion financière future. Un individu qui quitte l'école sans avoir complété le secondaire entre dans la vie économique avec une probabilité d'adoption des services financiers numériques structurellement plus faible, et cette faiblesse se traduit en accès limité au crédit, en épargne non protégée et en vulnérabilité accrue face aux chocs. Le déficit éducatif et l'exclusion financière ne sont pas deux problèmes distincts qui se juxtaposent : ils se nourrissent l'un l'autre, et briser ce cercle vicieux exige qu'on les traite ensemble plutôt que séparément. C'est précisément ce que les recommandations R3 et R4 de ce mémoire cherchent à faire, en faisant de l'éducation financière un levier d'inclusion et non un simple complément pédagogique.

4.3.4. La localisation géographique et le genre

L'effet de la localisation géographique (+8,1 pp pour le milieu urbain) est cohérent avec la fracture territoriale documentée par l'ECAM5 : 61,0 % d'accès financier en milieu urbain contre 25,2 % en milieu

rural (INS, 2024). L'ECAM5 permet d'identifier les régions à cibler en priorité : l'Extrême-Nord, le Nord et l'Adamaoua cumulent les facteurs d'exclusion les plus sévères.

L'écart de 6,2 points entre hommes et femmes dans la probabilité d'adoption n'est pas un résidu statistique. C'est une réalité sociale que le modèle capte après avoir déjà contrôlé les différences de revenus et d'éducation. Autrement dit, même à revenu et à niveau d'études identiques, une femme camerounaise adopte moins souvent les services financiers numériques qu'un homme. Ce que ce chiffre révèle, c'est l'existence de mécanismes d'exclusion qui opèrent indépendamment des ressources économiques et du capital humain : accès limité aux réseaux professionnels par lesquels se diffusent les pratiques financières, normes sociales qui contraignent l'autonomie économique des femmes dans certaines régions, exposition plus fréquente à la fraude numérique qui renforce la méfiance envers les plateformes digitales. Ces mécanismes ne disparaîtront pas en améliorant le réseau ou en généralisant les comptes de base. Ils appellent des interventions conçues spécifiquement pour les femmes, qui partent de leurs contraintes réelles plutôt que d'un profil d'utilisateur générique que leur situation ne correspond pas.

4.3.5. L'effet de l'âge et les implications pour les politiques de jeunesse

L'effet négatif et significatif de l'âge sur la probabilité d'adoption (−0,4 pp par année) s'interprète dans le contexte de la pyramide des âges camerounaise comme une opportunité considérable. La médiane d'âge nationale est d'environ 18 ans, et 65 % de la population a moins de 25 ans. Si les politiques d'inclusion financière réussissent à capter ces cohortes jeunes au moment où elles entrent dans la vie économique active, avant que leurs habitudes financières ne se fixent, les effets sur le taux de bancarisation formelle pourraient être substantiels et durables.

Cet effet de cycle de vie suggère que les investissements dans l'éducation financière des jeunes, recommandation R3 de ce mémoire, sont particulièrement bien ciblés temporellement. Il suggère également que les politiques d'entrepreneuriat jeune gagneraient à être systématiquement couplées à des composantes d'accès aux services financiers formels, pour créer simultanément la demande de services bancaires et l'offre de documentation financière qui permet de satisfaire les critères d'accès au crédit formel.

4.3.6. Simulation des gains d'adoption potentiels des politiques recommandées

Tableau 9 : Gains d'adoption potentiels estimés par recommandation (simulations)

Réf.	Politique simulée	Variable affectée	Variation simulée	Gain d'adoption moyen (pp)	Nouveaux adoptants potentiels (M)
R1	Extension couverture réseau : 72 % 90 % de la population	INFRANUM : 0 1	+11,3 pp × 18 % pop.	+2,0 pp moyenne pop.	+0,5 M adoptants
R2	Réduction méfiance : 59 % 30 % de non-confiants	CONFIANCE : 0 1	+9,6 pp × 29 % pop.	+2,8 pp moyenne pop.	+0,7 M adoptants
R3+R4	Éducation financière : +3 années d'études moyennes en 10 ans	ÉDUCATION : +3 ans	+7,5 pp moy.	+7,5 pp sur pop. cible	+1,9 M adoptants (10 ans)
R5	Réduction écart genre : 12 pp 5 pp	GENRE (femmes)	+7,5 pp pour les femmes	+3,8 pp femmes rurales	+0,4 M femmes rurales
R6	Agent bancaire rural : 25 % 45 % accès rural	LOCALISATION + INFRANUM	Combiné	+5,0 pp pop. rurale	+0,6 M adoptants ruraux
Combiné R1+R2+R3+R6	Paquet intégré d'interventions prioritaires	Tous axes	Effets combinés	+15 pp moy. sur pop. cible	+3,8 M adoptants en 7 ans

Note : Ces simulations sont des approximations calculées à partir des effets marginaux estimés (tableau 7). Population adulte camerounaise de référence : 13 millions (2022). Source : Auteur.

Ces simulations suggèrent qu'un paquet intégré d'interventions combinant extension de l'infrastructure (R1), reconstruction de la confiance (R2), éducation financière (R3) et déploiement d'agents bancaires ruraux (R6) pourrait potentiellement générer 3 à 4 millions de nouveaux adoptants de services financiers numériques en cinq à sept ans.

4.4. ANALYSE DIFFÉRENCIÉE PAR SOUS-GROUPES DE POPULATION

4.4.1. Profil des adoptants et des non-adoptants

Tableau 10 : Probabilités prédites d'adoption par profil de population (simulations à partir du modèle Logit)

Profil de population	Probabilité prédite	Données ECAM5	Mécanisme dominant d'exclusion	Priorité d'intervention
Homme urbain, Q5, secondaire, confiant, réseau disponible	87 %	15 % de la pop.	,	Consolidation
Homme urbain, Q3, secondaire, peu confiant, réseau disponible	71 %	20 % de la pop.	Déficit de confiance	Reconstruction confiance (R2)
Femme urbaine, Q2, primaire, peu confiante, réseau disponible	42 %	18 % de la pop.	Genre + éducation + confiance	Éducation financière + genre (R3, R5)
Homme rural, Q2, primaire, peu confiant, réseau partiel	29 %	22 % de la pop.	Infrastructure + localisation + confiance	Infrastructure + agent bancaire (R1, R6)
Femme rurale, Q1, sans instruction, méfiante, sans réseau	9 %	25 % de la pop.	Cumul de tous les facteurs d'exclusion	Intervention intégrée multi-axe prioritaire

Source : Auteur, simulations à partir du modèle Logit (coefficients tableau 7) et données ECAM5 (INS, 2024). Q1-Q5 = quintiles de revenu.

Ce tableau ne se lit pas comme une liste de statistiques. Il se lit comme une cartographie des inégalités réelles. Entre la femme urbaine éduquée qui fait confiance aux banques et dispose d'un réseau mobile fiable, et la femme rurale sans instruction, sans réseau et sans confiance dans les institutions, il y a 78 points de probabilité d'adoption qui les séparent. C'est l'écart entre quelqu'un pour qui l'inclusion financière numérique est une réalité quotidienne, et quelqu'un pour qui elle n'existe tout simplement pas.

Ce dernier profil n'est pas marginal. Il représente environ un quart de la population adulte camerounaise. Ce sont des femmes qui épargnent dans des tontines parce qu'elles n'ont pas d'autre choix, qui empruntent à des taux informels parce qu'aucune banque ne les considère comme solvables, et qui vivent loin de tout point d'accès à un service financier formel. Pour elles, les six recommandations de ce mémoire ne sont pas des options de politique publique parmi d'autres : elles sont les conditions minimales d'une inclusion qui reste, aujourd'hui, hors de portée.

4.4.2. Effets différenciés par niveau de revenu

Une analyse de sous-groupe par quintile de revenu révèle des effets hétérogènes des déterminants institutionnels selon le niveau de richesse. Pour les individus des quintiles inférieurs (Q1 et Q2), l'infrastructure numérique présente l'effet marginal le plus élevé (de l'ordre de 14-15 pp) : pour les plus pauvres, l'absence de réseau mobile est souvent la contrainte absolue qui rend toute adoption impossible. Pour les individus des quintiles supérieurs (Q4 et Q5), c'est la confiance institutionnelle qui présente l'effet marginal le plus élevé (12-13 pp).

Ce résultat a une implication pratique que les politiques d'inclusion financière ignorent trop souvent : toutes les populations n'ont pas besoin des mêmes interventions. Pour les ménages des quintiles les plus pauvres, c'est l'absence de réseau qui constitue la barrière absolue. Avant de parler de confiance ou d'éducation financière, il faut que le signal existe. Pour les classes moyennes émergentes, le réseau est souvent disponible, mais c'est la méfiance envers les institutions qui retient : elles ont les moyens d'adopter, mais pas encore la conviction que cela vaut la peine de le faire. Traiter ces deux situations avec les mêmes outils, c'est gaspiller des ressources publiques rares en ciblant mal.

4.5. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Les résultats empiriques présentés ci-dessus permettent de formuler six recommandations de politique économique différenciées, structurées autour de trois axes d'intervention. Ces recommandations sont directement ancrées dans les effets marginaux estimés, différenciées par acteur cible, par horizon temporel et par mécanisme économique, et s'inscrivent dans le cadre de la SNIF 2020-2025 tout en corrigeant ses fragilités identifiées au chapitre 2.

4.5.1. Axe 1, Infrastructure et confiance : les leviers structurels

Recommandation R1, Fonds National d'Inclusion Numérique Financière (FINF).

Les résultats du modèle montrent que l'infrastructure constitue le levier le plus déterminant, avec un effet marginal estimé à +11,3 points de pourcentage. Autrement dit, améliorer la couverture réseau, en particulier dans les zones rurales, apparaît comme l'action la plus efficace pour renforcer l'inclusion financière.

Dans cette perspective, plusieurs mesures concrètes peuvent être envisagées. D'abord, la création d'un Fonds national dédié à l'inclusion financière numérique permettrait de financer le déploiement d'infrastructures dans les zones où l'investissement reste peu attractif pour les opérateurs.

Ce fonds pourrait être alimenté par une partie des redevances de fréquences versées par des acteurs comme MTN Group et Orange S.A.

Ensuite, il serait pertinent de revoir les cahiers des charges des licences télécoms afin d'y intégrer des objectifs précis d'extension de la couverture 4G dans les zones rurales prioritaires. Ces engagements devraient s'accompagner de mécanismes de sanction en cas de non-respect, afin d'en garantir l'effectivité.

Enfin, la mise en place d'un dispositif de suivi régulier de la couverture réseau à l'échelle communale permettrait de mieux piloter les efforts engagés et d'identifier rapidement les zones encore mal desservies.

Recommandation R2 : Programme de reconstruction de la confiance institutionnelle

Neuf personnes sur dix qui n'utilisent pas les services bancaires formels au Cameroun ne font pas confiance aux banques. Ce chiffre, 59 % de méfiance déclarée dans l'échantillon Findex 2021, n'est pas une donnée d'enquête parmi d'autres : c'est le reflet d'une histoire institutionnelle douloureuse, transmise d'une génération à l'autre, et que aucune campagne de communication ne peut effacer. L'effet marginal de 9,6 points de pourcentage associé à la confiance dans notre modèle signifie que si cette méfiance recule, l'adoption suit mécaniquement. C'est un levier considérable, à condition d'agir sur les causes réelles plutôt que sur les symptômes.

Quatre actions constituent le socle de cette recommandation. La première est la généralisation des comptes de base gratuits ou à frais symboliques : tant que l'ouverture d'un compte coûte de l'argent à quelqu'un qui n'en a pas, la confiance ne peut pas se construire, parce que l'expérience positive n'a jamais lieu. La deuxième est la création d'un Médiateur du Consommateur de Services Financiers, instance indépendante vers laquelle un client lésé peut se tourner sans passer par la banque elle-même : c'est le signal institutionnel le plus fort qu'on puisse envoyer à une population qui ne croit plus en la parole des établissements. La troisième est le développement d'un programme de micro-crédit numérique fondé sur le scoring des données de transaction mobile money, sur le modèle de M-Shwari au Kenya (Ndung'u, 2018) : donner accès au crédit à des ménages informels qui n'ont jamais eu d'historique bancaire, c'est créer la relation de confiance par l'expérience plutôt que par le discours. La quatrième est la publication annuelle par la COBAC d'un rapport de transparence sur la solidité du secteur bancaire : la méfiance prospère dans l'opacité, et la transparence est son antidote le plus durable.

4.5.2. Axe 2, Capital humain : investir dans l'éducation financière

Recommandation R3, Module d'éducation financière numérique dans le curriculum scolaire.

Trente points de probabilité d'adoption séparent un individu sans instruction d'un individu ayant complété le cycle secondaire. C'est le différentiel le plus large de tout le modèle, et il dit quelque chose que les politiques d'inclusion financière ont trop longtemps sous-estimé : le problème n'est pas seulement que les services financiers sont inaccessibles, c'est que beaucoup de gens ne savent pas vraiment à quoi ils servent, comment ils fonctionnent, ni pourquoi ils valent la peine d'être adoptés. L'éducation ne résout pas tout, mais elle est la seule intervention dont les effets s'accumulent dans le temps et se transmettent d'une génération à l'autre.

C'est pourquoi cette recommandation cible l'école, et non les adultes déjà exclus du système. Intégrer un module obligatoire d'éducation financière numérique dans les programmes des classes de CM2, de troisième et de terminale, c'est atteindre les futurs actifs avant que leurs habitudes financières ne se fixent, au moment précis où ils commencent à comprendre ce que signifie gérer de l'argent. Ce module ne requiert pas de réformer l'ensemble du curriculum : il s'agit d'y introduire, en partenariat entre le MINEDUB, le MINESEC, la COBAC et les opérateurs de mobile money, des contenus pratiques sur l'épargne, le crédit, les paiements numériques et la protection contre la fraude. L'investissement est modeste. L'effet, sur dix ans, peut être considérable.

Recommandation R4 : Formation financière dans le secteur public et institutionnel

Le secteur public camerounais représente un point d'entrée souvent négligé dans les politiques d'inclusion financière. Ses agents disposent de revenus salariaux stables, versés régulièrement et documentés, ce qui en fait des profils naturellement attractifs pour les institutions bancaires. Pourtant, une part significative de ces agents n'utilise pas les services bancaires formels au-delà de la simple domiciliation de salaire, faute de connaissance suffisante des produits disponibles ou de confiance dans les mécanismes financiers plus complexes comme le crédit ou l'épargne longue.

C'est précisément là que cette recommandation prend tout son sens. Les établissements financiers qui gèrent les comptes des administrations publiques sont les mieux placés pour agir : ils connaissent leurs clients institutionnels, ont accès à leurs agents, et ont un intérêt direct à transformer des titulaires de comptes passifs en utilisateurs actifs de leurs services. En déployant des programmes de formation financière en partenariat avec les directions des ressources humaines des administrations

clientes, ils peuvent atteindre en peu de temps des milliers d'agents dans des conditions d'accès que les campagnes grand public ne peuvent pas reproduire. Cette recommandation n'appelle pas de financements publics supplémentaires : elle repose sur un alignement d'intérêts entre les banques, qui y gagnent des clients actifs, et les agents publics, qui y gagnent une meilleure maîtrise de leurs finances personnelles.

4.5.3. Axe 3, Équité : réduire les inégalités de genre et la fracture territoriale

Recommandation R5 : Développer des solutions d'épargne et de crédit numériques adaptées aux réseaux féminins d'entraide

L'écart de genre observé, avec une probabilité d'adoption supérieure de 6,2 points de pourcentage pour les hommes, met en évidence des contraintes spécifiques qui limitent l'accès des femmes aux services financiers formels. Ce différentiel suggère qu'une approche ciblée peut produire des effets significatifs, à condition de s'appuyer sur les pratiques existantes plutôt que de chercher à les remplacer.

Dans cette optique, le développement de produits d'épargne et de crédit numériques conçus pour les tontines et les groupes féminins d'entraide constitue une piste pertinente. Ces dispositifs permettraient de sécuriser les fonds collectifs, d'améliorer la transparence dans la gestion et de faciliter l'accès au crédit, tout en respectant les logiques de solidarité qui structurent ces réseaux.

Un programme pilote pourrait être lancé dans trois régions rurales défavorisées dès 2025, afin de tester l'adoption et d'ajuster les modalités opérationnelles. L'objectif serait de réduire l'écart de genre dans l'accès aux services financiers, en le faisant passer de 9,4 à 5 points d'ici 2027.

Recommandation R6, Agent bancaire rural et interopérabilité mobile money-banque.

35,8 points de pourcentage séparent le taux d'accès financier en milieu urbain de celui en milieu rural au Cameroun. C'est l'écart le plus large documenté par l'ECAM5, et il ne se résorbera pas par des mesures ponctuelles. Il est le produit d'une géographie bancaire qui concentre plus de 80 % des agences à Yaoundé et Douala, laissant des pans entiers du territoire sans aucun point d'accès physique aux services financiers formels. Pour un ménage rural, l'obstacle n'est pas la méfiance ni le manque d'éducation : c'est simplement la distance.

Le modèle de l'agent bancaire est la réponse la plus directe à ce problème. Un commerçant local, un gérant de pharmacie ou un responsable associatif formé et agréé par un établissement bancaire peut

offrir dans son village les services de base, ouverture de compte, dépôt, retrait, virement, sans qu'une agence physique ne soit nécessaire. Ce modèle a fait ses preuves au Kenya, en Tanzanie et au Brésil. Il n'y a aucune raison structurelle pour qu'il ne fonctionne pas au Cameroun, à condition que les banques acceptent d'investir dans la formation et le suivi de leurs agents.

La deuxième jambe de cette recommandation est l'interopérabilité entre les plateformes mobile money et le système bancaire formel. Aujourd'hui, 42,7 % de la population utilise déjà le mobile money. Ces utilisateurs ont un historique financier numérique, une habitude de transaction et une infrastructure dans la poche. Ce qu'il manque, c'est le pont entre leur compte mobile et le système bancaire formel. En contraignant les opérateurs à ouvrir leurs interfaces techniques aux établissements bancaires agréés, on permet à ces millions d'utilisateurs de basculer progressivement vers des services bancaires réels sans rupture ni effort supplémentaire. Le mobile money devient alors ce qu'il aurait toujours dû être : une porte d'entrée vers l'inclusion financière formelle, et non un substitut qui en masque l'absence.

4.6. MATRICE DE SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS

Tableau 11 : Matrice opérationnelle des recommandations de politique économique

Réf.	Recommandation synthétique	Acteur cible	Déclencheur empirique (AME)	Horizon	Indicateur de suivi clé
R1	Fonds National d'Inclusion Numérique Financière + obligations couverture opérateurs	État, ART, MTN, Orange	INFRANUM : +11,3 pp	2025-2026	% communes rurales couvertes 4G (cible : 80 %)
R2	Programme reconstruction confiance : compte de base + médiateur + micro-crédit numérique	COBAC, banques, BEAC	CONFIANCE : +9,6 pp	2025-2027	% pop. déclarant confiance aux banques (cible : 60 %)
R3	Module éducation financière numérique dans curriculum CM2/3ème/Terminale	MINEDUB, MINESEC, opérateurs	ÉDUCATION : +2,5 pp/an	2026-2028	% lycées couverts dans régions prioritaires
R4	Formation financière agents secteur public et institutionnel	Banques, DRH admin. publiques	ÉDUCATION + REVENU	2025	Nb agents formés / taux adoption SFN secteur public
R5	Produits épargne-crédit collectifs pour tontines et groupes féminins ruraux	Opérateurs mobile money, COBAC, MINAS	GENRE : +6,2 pp	2025-2027	Écart H/F mobile money (cible : 5 pts vs 9,4 pts)

R6	Déploiement agent bancaire rural + interopérabilité mobile money-banques	BEAC, COBAC, banques, opérateurs	LOCALISATION : +8,1 pp	2025-2027	% pop. rurale avec accès SFN à moins de 5 km

Source : Auteur, synthèse des résultats empiriques (tableau 7) et des orientations de la SNIF 2020-2025. MINEDUB : Ministère de l'Éducation de Base ; MINESEC : Ministère des Enseignements Secondaires ; MINAS : Ministère des Affaires Sociales.

4.7. DISCUSSION CRITIQUE : COHÉRENCE AVEC LE CADRE MACROÉCONOMIQUE

4.7.1. Cohérence entre les recommandations et la SND30

Les six recommandations formulées dans ce mémoire s'inscrivent dans le cadre macroéconomique de la Stratégie Nationale de Développement horizon 2030 (SND30) du Cameroun, qui vise une croissance annuelle soutenue du PIB de l'ordre de 6 % à 8 %, une réduction du taux de pauvreté à moins de 20 % et une diversification de l'économie hors du secteur pétrolier. Ces objectifs macroéconomiques sont directement liés à l'approfondissement de l'intermédiation financière : sans un système bancaire capable de mobiliser l'épargne des ménages et de l'allouer vers l'investissement productif, la croissance économique inclusive prévue par la SND30 restera hors de portée.

Le lien entre les recommandations de ce mémoire et les objectifs de la SND30 n'est pas une coïncidence de présentation. Il reflète une cohérence de fond. La recommandation R2, en développant un mécanisme de micro-crédit numérique fondé sur le scoring des données mobiles money, s'attaque directement à l'un des freins les plus persistants à la diversification économique : l'impossibilité pour les petits entrepreneurs des secteurs agricole, artisanal et commercial d'accéder à un financement formel faute d'historique bancaire. Donner à ces acteurs un accès au crédit productif, c'est financer précisément la transformation structurelle que la SND30 appelle sans toujours en identifier les leviers concrets.

La recommandation R6 parle quant à elle directement à l'objectif de réduction de la pauvreté rurale. Les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua cumulent les taux de pauvreté les plus élevés du pays, jusqu'à 69,2 % selon l'ECAM5, et la densité bancaire la plus faible. Ce n'est pas une coïncidence : c'est un cercle vicieux que la géographie bancaire actuelle perpétue. Déployer des agents bancaires ruraux dans ces régions prioritaires, c'est s'attaquer simultanément à l'exclusion financière et à la pauvreté, en reconnaissant que les deux se nourrissent mutuellement et ne peuvent être traitées séparément.

4.7.2. Financement des recommandations : sources et mécanismes

L'une des faiblesses identifiées dans la SNIF 2020-2025 est l'absence de mécanismes de financement explicitement définis pour ses axes d'intervention. La recommandation R1 pourrait être financée par trois sources complémentaires : une fraction des redevances de fréquences annuelles payées par MTN et Orange à l'ART ; des obligations de service universel intégrées aux cahiers des charges des opérateurs ; et des financements concessionnels de bailleurs multilatéraux (Banque Mondiale, BAD, BDEAC).

Les recommandations R2, R3 et R4 requièrent des investissements en capital humain dont les coûts unitaires sont relativement modestes mais dont les effets sont cumulatifs et de long terme. Des partenariats public-privé entre le gouvernement camerounais, les établissements financiers et les opérateurs de mobile money pourraient répartir ces coûts de manière optimale.

4.8. ANALYSE SECTORIELLE : SECTEUR INFORMEL ET INCLUSION FINANCIÈRE

L'économie informelle représente une dimension structurelle incontournable de l'analyse de l'inclusion financière au Cameroun. L'ECAM5 (INS, 2024) estime que plus de 70 % de la population active occupée travaille dans le secteur informel. Les travailleurs informels constituent, par construction, le cœur de la clientèle potentielle non encore bancarisée. La digitalisation offre une solution partielle à ce dilemme, via le mécanisme du scoring alternatif : les données de transaction mobile money des travailleurs informels constituent un proxy de leur solvabilité qui peut partiellement substituer à l'historique bancaire formel.

4.8.1. Micro-assurance numérique et résilience financière

L'accès à l'assurance constitue la dimension la plus négligée de l'inclusion financière au Cameroun. Selon les données Global Findex 2021, moins de 3 % de la population camerounaise disposait d'une couverture d'assurance formelle en 2021. La digitalisation ouvre des perspectives inédites pour la micro-assurance, en réduisant drastiquement les coûts de distribution et de gestion des sinistres. Des acteurs innovants comme Kilimo Salama (Kenya) et PZC (Zimbabwe) ont démontré la viabilité de micro-produits d'assurance agricole indexés sur les données météorologiques satellites, distribués via mobile money et réglés automatiquement. Ces modèles pourraient être adaptés au contexte camerounais, notamment pour les régions agricoles exposées aux aléas climatiques.

4.9. DIMENSION MACROPRUDENTIELLE : RISQUES LIÉS À LA DIGITALISATION

Si ce mémoire met principalement en évidence les opportunités de la digitalisation bancaire pour l'inclusion financière, une analyse complète doit également traiter les risques macroprudentiels que cette digitalisation peut introduire. Le premier risque est celui de la cybercriminalité financière : les données de la Police Nationale indiquent une augmentation des signalements de fraude mobile money de plus de 40 % entre 2019 et 2022. Le deuxième risque est celui du surendettement numérique : la COBAC devrait établir des règles claires de transparence des coûts et des plafonds d'endettement pour les produits de micro-crédit numérique. Le troisième risque est celui de la concentration du marché autour de deux acteurs dominants, MTN et Orange.

4.10. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES ET SÉQUENCEMENT

Formuler des recommandations est une chose. Les faire atterrir dans la réalité institutionnelle en est une autre. Chacune des six recommandations de ce mémoire mobilise des acteurs dont les intérêts ne sont pas spontanément alignés, et c'est précisément là que les politiques publiques échouent le plus souvent : non pas faute de bonnes idées, mais faute d'avoir anticipé qui devait faire quoi et pourquoi il accepterait de le faire.

Pour la recommandation R1, l'extension de l'infrastructure numérique rurale, l'État camerounais et ses bras réglementaires, le Ministère des Postes et Télécommunications et l'ART, doivent contraindre MTN et Orange à investir dans des zones qu'ils n'ont aucune raison commerciale de desservir seuls. La négociation des cahiers des charges de licence est le moment clé : c'est là que les obligations de couverture doivent être inscrites, chiffrées et assorties de conséquences réelles.

Pour la recommandation R2, la reconstruction de la confiance et le développement du micro-crédit numérique, la situation est plus complexe parce que trois types d'acteurs aux intérêts divergents doivent coopérer : la COBAC, qui supervise sans vouloir perdre le contrôle ; les banques commerciales, qui veulent accéder aux données mobile money sans partager leurs clients ; et les opérateurs de mobile money, qui veulent rester des acteurs financiers à part entière plutôt que de simples fournisseurs de données. Un cadre d'open banking sous supervision COBAC est le mécanisme qui peut réconcilier ces tensions en posant des règles claires sur ce que chacun peut faire, ce qu'il doit partager et ce qu'il est en droit de protéger.

Un séquencement en trois phases peut être proposé. La phase 1 (2025-2026) devrait concentrer les efforts sur les préalables infrastructurels et institutionnels : création du Fonds National d'Inclusion

Numérique (R1), généralisation des comptes de base (R2), et lancement de projets pilotes d'agents bancaires ruraux (R6). La phase 2 (2026-2027) devrait étendre les interventions sur le capital humain et le genre : modules d'éducation financière dans le curriculum scolaire (R3), produits pour tontines féminines (R5), et déploiement du mécanisme de micro-crédit numérique. La phase 3 (2027-2028) devrait consolider les acquis et viser la généralisation, avec une évaluation indépendante d'impact.

4.10.1. ANALYSE BÉNÉFICES-COÛTS DES RECOMMANDATIONS

Pour la recommandation R1, l'extension de la couverture réseau à 80 % des communes rurales représenterait un investissement de l'ordre de 150 à 200 milliards de FCFA sur trois ans, un coût dont les bénéfices économiques dépassent largement l'investissement initial si l'on intègre l'ensemble des externalités positives : accélération de l'adoption des services financiers numériques, amélioration de l'accès à l'information agricole, réduction des coûts de transaction commerciale. Pour la recommandation R3 (éducation financière scolaire), les coûts peuvent être estimés à 5 à 10 milliards de FCFA par an à l'échelle nationale, soit environ 0,05 % du PIB camerounais, un ratio bénéfices-coûts particulièrement favorable.

4.11. LIMITES DE LA RECHERCHE ET PERSPECTIVES ACADÉMIQUES POUR LA ZONE CEMAC

Ce mémoire répond à une question, mais il en ouvre plusieurs autres. C'est dans la nature de toute recherche sérieuse : plus on avance, plus on voit ce qu'il reste à faire.

La première de ces questions concerne l'impact réel des politiques d'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté. Ce mémoire a identifié les déterminants de l'adoption et formulé des recommandations ancrées dans des résultats empiriques solides. Mais identifier un levier et mesurer ce qu'il produit effectivement dans la vie des ménages sont deux exercices différents. Des méthodes d'identification robustes, expériences contrôlées randomisées, discontinuités de régression, permettraient de répondre à cette question avec la rigueur qu'elle mérite. La BEAC et la COBAC ont les moyens institutionnels de mandater et de financer de telles études en partenariat avec des institutions de recherche académique. Ce serait un investissement modeste pour un gain de connaissance considérable, et une façon concrète de transformer les politiques d'inclusion financière en politiques fondées sur des preuves plutôt que sur des intentions

La deuxième piste est l'analyse des effets de la digitalisation bancaire sur la politique monétaire dans la zone CEMAC. Comment la croissance du mobile money affecte-t-elle les agrégats monétaires ? Comment le multiplicateur monétaire évolue-t-il à mesure que la bancarisation formelle progresse ? Quels sont les effets de la désintermédiation partielle sur l'efficacité des taux directeurs de la BEAC ?

La troisième piste regarde vers le voisinage. La zone UEMOA a fait des choix réglementaires que la CEMAC n'a pas encore faits, notamment en matière d'interopérabilité, et les résultats sont visibles dans les données. Une étude comparative sérieuse des deux cadres réglementaires permettrait d'identifier ce qui fonctionne, pourquoi cela fonctionne, et dans quelle mesure cela peut être transposé dans un contexte institutionnel différent. Ce n'est pas de la copie : c'est de l'apprentissage, et c'est précisément ce à quoi servent les comparaisons régionales quand elles sont conduites avec rigueur.

La quatrième piste est peut-être la moins évidente, mais elle est l'une des plus porteuses. La digitalisation des paiements ne produit pas seulement de l'inclusion financière : elle produit de la traçabilité. Chaque transaction mobile money qui remplace un paiement en espèces laisse une trace dans un système, et cette trace a une valeur fiscale. Pour un pays comme le Cameroun, dont le ratio recettes fiscales sur PIB est parmi les plus faibles de la région, l'élargissement de l'assiette fiscale que rend possible la digitalisation de l'économie informelle représente un bénéfice macroéconomique considérable, souvent ignoré dans les discussions sur l'inclusion financière. Mesurer cet effet, le quantifier, et en tirer des implications pour la politique fiscale : voilà un chantier de recherche qui intéresse autant les économistes que les décideurs publics.

Conclusion du chapitre 4

Ce dernier chapitre a présenté les résultats de l'estimation économétrique et formulé leurs implications analytiques et prescriptives avec la profondeur que requiert un mémoire de Master en Gestion de la Politique Économique. L'ensemble des sept variables explicatives sont significatives au seuil de 1 % et présentent les signes attendus, confirmant les deux hypothèses de la recherche. L'infrastructure numérique et la confiance institutionnelle constituent les deux déterminants les plus puissants, avec des effets marginaux de 11,3 et 9,6 points de pourcentage respectivement. Confrontés aux données ECAM5 (INS, 2024), ces résultats révèlent avec précision les fractures, pauvreté, inégalité de genre, exclusion territoriale, déficit éducatif, qui structurent l'exclusion financière camerounaise. Les six recommandations formulées constituent un programme d'action cohérent, fondé sur des résultats vérifiables, articulé avec la SND30 et directement exploitable dans le cadre de la SNIF 2020-2025. Les perspectives de recherche identifiées en section 4.11 dessinent un agenda académique dont ce mémoire espère poser les premières fondations analytiques.

Les résultats présentés dans ce chapitre répondent à la question que ce mémoire s'était posée. Mais une recherche ne se termine pas sur ses réponses : elle se termine sur ce qu'elle permet de voir autrement, sur ce qu'elle n'a pas pu saisir, et sur les questions qu'elle laisse ouvertes. Avant de refermer ce travail, il convient de prendre un pas de recul, de mesurer ce qui a été établi et ce qui reste à faire, et de dire clairement à qui appartient désormais la responsabilité de transformer ces résultats en décisions.

CONCLUSION GÉNÉRALE

C.1. BILAN DE LA RECHERCHE

Ce mémoire est parti d'une tension que les chiffres rendent immédiatement perceptible : comment un pays qui téléphone autant que le Cameroun peut-il encore si peu épargner, emprunter et investir via son système bancaire formel ? Cette question, qui semblait presque rhétorique au départ, a révélé au fil de la recherche une profondeur analytique considérable, une profondeur qui tient précisément à la complexité des mécanismes économiques, institutionnels et sociaux qui gouvernent les comportements financiers dans les économies à forte composante informelle.

La première partie n'a pas seulement posé des cadres théoriques. Elle a posé une question : pourquoi les outils intellectuels que la recherche internationale a construits pour comprendre l'adoption des technologies ne suffisent-ils pas quand on les applique à l'Afrique ? Les modèles comportementaux, TAM, UTAUT, théorie de la diffusion des innovations, sont robustes dans leurs contextes d'origine. Ils rendent des services réels. Mais ils ont été conçus pour des individus qui décident seuls, dans des économies où les institutions sont stables et où la confiance dans les banques n'a pas à être reconstruite génération après génération. Appliqués tels quels aux économies africaines, ils rendent visible une partie de la réalité et en occultent une autre, souvent la plus importante.

C'est pour combler cet angle mort que les théories économiques ont été convoquées. L'intermédiation financière selon Diamond, l'asymétrie d'information selon Stiglitz et Weiss, les coûts de transaction selon Coase et Williamson, la confiance financière selon Luhmann et Putnam : ces cadres ne remplacent pas les modèles comportementaux, ils les complètent en expliquant ce que la perception individuelle ne peut pas expliquer seule. Pourquoi l'exclusion financière persiste-t-elle même quand le réseau s'étend ? Parce que la méfiance institutionnelle héritée de crises bancaires réelles ne se dissout pas avec l'amélioration de l'infrastructure. Pourquoi les ménages pauvres restent-ils exclus du crédit même quand ils sont connectés ? Parce que l'asymétrie d'information produit un rationnement structurel que la digitalisation seule ne peut lever. Ce sont ces mécanismes profonds que la première partie a cherché à mettre au jour.

La revue de la littérature empirique a confirmé ce que les grandes études internationales avaient établi : le revenu, l'éducation, l'infrastructure et la confiance institutionnelle sont des déterminants robustes de l'adoption des services financiers numériques, et ces régularités valent pour le Cameroun comme pour les contextes africains comparables documentés par Jack et Suri (2011), Demirgüç-Kunt et al. (2018) et Asongu et Nwachukwu (2016). Mais confirmer des régularités n'était pas suffisant. Il fallait

aussi regarder en face ce que les discours institutionnels sur l'inclusion financière au Cameroun ont tendance à esquiver.

Trois réalités méritaient d'être dites clairement. La première est que la méfiance envers les banques n'est pas un préjugé irrationnel : c'est la trace durable de crises bancaires réelles qui ont détruit des épargnes dans les années 1980 et 1990, et qui continuent de structurer les comportements financiers des générations suivantes. La deuxième est que le mobile money, malgré son succès incontestable, n'est pas de l'intermédiation financière : il fait circuler de l'argent, il ne le transforme pas en crédit productif ni en épargne longue. Confondre les deux, c'est se satisfaire d'une inclusion de façade. La troisième est que la SNIF 2020-2025, malgré ses ambitions légitimes, souffre de fragilités concrètes sur la faisabilité de ses objectifs, le financement de ses interventions et la cohérence entre le développement du mobile money et le renforcement de la bancarisation formelle. Nommer ces fragilités n'est pas une critique : c'est la condition pour que les politiques qui suivront fassent mieux.

La deuxième partie a produit la démonstration empirique centrale de la recherche. Le modèle Logit estimé sur l'échantillon camerounais de la base Global Findex 2021, contextualisé par les données ECAM5 (INS, 2024), a confirmé les deux hypothèses de la recherche avec une robustesse statistique élevée. L'ensemble des sept variables explicatives sont significatives au seuil de 1 % et présentent les signes attendus. L'infrastructure numérique (AME : +11,3 pp) et la confiance institutionnelle (+9,6 pp) constituent les deux déterminants les plus puissants, suivis du revenu (+8,7 pp par quintile), de la localisation urbaine (+8,1 pp), du genre masculin (+6,2 pp), de l'éducation (+2,5 pp par année) et de l'âge (−0,4 pp par année). Ces résultats dessinent avec précision la géographie de l'exclusion financière camerounaise : l'écart de 37 points entre pauvres et non-pauvres dans l'accès financier, l'écart de 35,8 points entre milieu urbain et rural, l'écart de 9,4 points entre hommes et femmes dans l'usage du mobile money.

C.2. APPORTS SCIENTIFIQUES ET PRATIQUES

Sur le plan scientifique, cette recherche s'inscrit dans la continuité des travaux de référence sur l'adoption des services financiers numériques en Afrique subsaharienne tout en apportant une contribution originale quadridimensionnelle. Premièrement, elle produit la première analyse économétrique nationale représentative des déterminants de l'adoption au Cameroun, comblant le vide empirique que la littérature sur l'Afrique centrale avait identifié, et que les travaux de Kéou et Feudjio (2019), limités à la seule ville de Yaoundé, ne pouvaient combler. Deuxièmement, la mobilisation croisée du Global Findex 2021 et de l'ECAM5 (INS, 2024) produit une analyse plus riche que celle que chaque

source prise isolément peut offrir, en liant les déterminants microéconomiques de l'adoption aux conditions de vie réelles des ménages camerounais.

Troisièmement, mobiliser les théories économiques aux côtés des modèles comportementaux n'était pas un choix d'affichage académique. C'était une nécessité analytique. Diamond, Stiglitz et Weiss, Williamson, Luhmann et Putnam permettent d'expliquer ce que le TAM et l'UTAUT ne peuvent pas expliquer : pourquoi des individus parfaitement capables d'utiliser un téléphone mobile restent exclus du crédit formel, pourquoi la méfiance bancaire résiste à l'amélioration des interfaces numériques, pourquoi le coût réel d'accès à un service bancaire dépasse largement le coût monétaire apparent. Ancrer les recommandations dans ces mécanismes profonds, c'est s'assurer qu'elles s'attaquent aux causes et non aux symptômes.

Quatrièmement, les six recommandations formulées ne constituent pas une liste de bonnes intentions. Chacune est adressée à un acteur précis, fondée sur un effet marginal quantifié, dotée d'un indicateur de suivi mesurable et inscrite dans un horizon temporel réaliste. Cette différenciation n'est pas un exercice de forme : c'est ce qui distingue un diagnostic académique d'une prescription opérationnelle. Pour un mémoire de Master en Gestion de la Politique Économique, c'est là que se joue l'essentiel de la valeur ajoutée : dans la capacité à transformer des résultats économétriques en leviers d'action que des décideurs réels peuvent s'approprier.

Sur le plan pratique, les six recommandations constituent un programme d'action opérationnel, ancré dans des mécanismes économiques identifiés et doté d'indicateurs de suivi mesurables. Elles s'adressent à l'ensemble des acteurs de la chaîne d'inclusion financière : les pouvoirs publics et l'ART (R1, infrastructure), la COBAC et les banques (R2, confiance), les ministères de l'éducation (R3), les établissements financiers (R4, secteur institutionnel), les opérateurs de mobile money (R5, genre), et la BEAC/COBAC en partenariat avec les banques commerciales (R6, fracture territoriale). Elles corrigent simultanément les fragilités de la SNIF 2020-2025, en proposant des mécanismes de financement des interventions rurales, des cibles réalistes et des indicateurs de cohérence entre développement du mobile money et renforcement de la bancarisation formelle.

C.3. RÉFLEXION FINALE

Si une leçon mérite d'être retenue de ce travail, c'est que la technologie est une condition nécessaire, jamais suffisante. Le mobile money a révolutionné les paiements au Cameroun, c'est une réalité remarquable et un succès dont il faut reconnaître la portée. Mais il n'a pas révolutionné l'intermédiation financière, ni réduit le rationnement du crédit, ni restauré la confiance institutionnelle, ni

réparé les fractures territoriales et éducatives qui structurent l'exclusion financière depuis des décennies. Ces transformations requièrent des institutions solides, des politiques publiques cohérentes, des investissements de long terme dans le capital humain, et une volonté politique de corriger les imperfections de marché que le numérique seul ne peut résorber.

C'est dans cet espace, entre la promesse technologique et la réalité économique et institutionnelle, que réside le véritable enjeu de la gouvernance financière au Cameroun. La digitalisation bancaire ne produira ses effets d'inclusion que lorsque les banques seront dignes de confiance, que les infrastructures seront accessibles à tous, que les jeunes camerounais disposeront du capital humain nécessaire pour naviguer dans les services financiers numériques, et que les politiques publiques seront suffisamment cohérentes, financées et évaluées pour transformer les objectifs ambitieux de la Vision 2035 en réalités mesurables pour les ménages les plus vulnérables.

C.4. IMPLICATIONS POUR LA ZONE CEMAC

Au-delà des frontières camerounaises, les enseignements de cette recherche ont une portée régionale qui intéresse directement la BEAC et la COBAC dans leur mission de développement financier de la zone CEMAC. Le Cameroun, en tant que première économie de la zone, joue un rôle d'entraîneur : les dynamiques d'inclusion financière qui s'y déploient ont des effets de démonstration et d'apprentissage pour les autres membres de la zone. Les réformes réglementaires que cette recherche recommande, interopérabilité, comptes de base, scoring numérique, sont d'autant plus efficaces qu'elles sont coordonnées à l'échelle régionale, sous l'égide d'une COBAC dont le mandat couvre l'ensemble de la zone.

C.4.1. Les canaux de transmission entre inclusion financière et politique monétaire

Les recommandations formulées dans ce mémoire ont des implications qui dépassent le seul domaine de l'inclusion financière pour toucher directement à la politique monétaire de la BEAC. Trois canaux de transmission méritent d'être explicités, car ils fondent la cohérence profonde entre les politiques d'inclusion financière et les objectifs de stabilité macroéconomique de la zone CEMAC.

Le premier canal est peut-être le moins visible, mais il est l'un des plus structurants. Quand un ménage camerounais ouvre un compte bancaire et y dépose une partie de son épargne, il ne fait pas seulement un geste individuel : il contribue à élargir la base des dépôts sur laquelle repose tout le mécanisme d'intermédiation bancaire. Et une base de dépôts plus large, c'est un levier plus puissant pour la BEAC, qui peut alors agir plus efficacement sur la masse monétaire via les réserves obligatoires et le

taux directeur. Dans une zone monétaire à taux fixe comme la CEMAC, où le taux de change ne peut pas être utilisé pour absorber les chocs, la politique monétaire est l'un des rares instruments de stabilisation disponibles. Son efficacité dépend directement de la profondeur du système bancaire qu'elle cherche à piloter. Un système peu bancarisé, où une large part des transactions échappe au circuit formel, est un système difficile à piloter. Approfondir la bancarisation formelle, c'est donc aussi, indirectement, renforcer la capacité de la BEAC à faire son travail.

Le deuxième canal est la réduction de la désintermédiation financière. En encourageant les utilisateurs de mobile money à basculer progressivement vers des comptes bancaires formels, via notamment la recommandation R6 sur l'interopérabilité, les politiques d'inclusion financière réduisent la fraction des transactions qui s'effectuent hors du circuit bancaire surveillé et renforcent ainsi la capacité de la BEAC à surveiller et contrôler les agrégats monétaires. En ce sens, les politiques d'inclusion financière ne sont pas seulement des politiques sociales : ce sont aussi des instruments de politique monétaire que la BEAC a tout intérêt à soutenir activement.

Le troisième canal est plus discret que les deux précédents, mais il touche à quelque chose de fondamental : la qualité de l'information sur laquelle reposent les décisions de politique monétaire. Une banque centrale ne peut bien calibrer ses interventions que si elle voit correctement l'économie qu'elle cherche à piloter. Or aujourd'hui, les enquêtes de la BEAC sur les conditions monétaires de la zone CEMAC sont construites en grande partie à partir des données des établissements bancaires agréés. Ce qui se passe hors du système bancaire formel, l'épargne cachée à domicile, les flux de tontines, les transactions en espèces entre ménages, reste largement invisible. C'est un angle mort considérable dans une économie où la majorité de la population évolue précisément dans cet espace informel. À mesure que la bancarisation progresse, ces comportements entrent dans le champ de vision statistique de la BEAC, améliorant la qualité des données sur lesquelles elle fonde ses décisions. Ce n'est pas un bénéfice secondaire : c'est une condition de crédibilité pour une institution dont le mandat est de stabiliser une zone monétaire qu'elle ne peut pas entièrement observer.

Ce mémoire défend en définitive une idée simple, mais dont les implications sont considérables : l'inclusion financière et la politique monétaire ne sont pas deux chantiers séparés que des institutions différentes pilotent chacune de leur côté. Elles se conditionnent mutuellement, et les traiter comme des domaines étanches, c'est se priver des synergies les plus puissantes disponibles pour le développement financier de la zone CEMAC.

La COBAC supervise les banques sans toujours mesurer ce que leur sous-utilisation coûte à la politique monétaire. La BEAC conduit sa politique monétaire sans toujours intégrer que son efficacité dépend de la profondeur d'un système bancaire que l'exclusion financière maintient étroit. Ces deux institutions travaillent bien, mais elles travaillent trop souvent en parallèle là où la situation appelle une coordination active. Ce mémoire n'a pas la prétention de résoudre cette question institutionnelle complexe. Il espère simplement avoir montré, avec suffisamment de rigueur empirique, que la question mérite d'être posée au plus haut niveau de la gouvernance financière régionale, et que les données existent désormais pour l'instruire sérieusement.

C.5. MOT DE FIN

Ce travail n'avait pas l'ambition de tout résoudre. Il avait l'ambition plus modeste, mais plus honnête, de poser des faits solides là où les discours sur l'inclusion financière se contentent trop souvent d'intentions. Des faits sur ce qui freine réellement l'adoption des services financiers numériques au Cameroun. Des faits sur qui est exclu, pourquoi, et avec quelle intensité. Des faits sur ce que les politiques publiques peuvent faire concrètement, à quel coût, et avec quels effets attendus.

Ce que ce mémoire laisse ouvert est au moins aussi important que ce qu'il a établi. Mesurer l'impact réel des politiques d'inclusion financière sur la pauvreté, comprendre comment la digitalisation bancaire recompose les canaux de transmission de la politique monétaire, comparer les trajectoires réglementaires de la CEMAC et de l'UEMOA, quantifier le dividende fiscal de la formalisation numérique : ces chantiers dessinent un agenda de recherche que ce travail espère avoir contribué à rendre plus concret et plus urgent.

Il appartient maintenant à ceux qui ont le pouvoir d'agir de s'en saisir. La BEAC, la COBAC, le gouvernement camerounais, les établissements bancaires : chacun dispose, dans le cadre de ses responsabilités, de leviers réels. Les résultats sont là. Les recommandations sont formulées. Ce qui reste, c'est la volonté de transformer une analyse en décisions, et des décisions en réalités pour les millions de Camerounais que l'inclusion financière n'a pas encore atteints.

ANNEXES

ANNEXE A1 : SORTIES COMPLÈTES DU MODÈLE LOGIT

Cette annexe présente les sorties détaillées de l'estimation du modèle Logit par Maximum de Vraisemblance (MV), incluant les coefficients bruts, les erreurs-types, les statistiques z, les p-values bilatérales et les intervalles de confiance à 95 %. Ces informations complètent le tableau synthétique présenté dans le corps du mémoire (Tableau 8) et permettent de vérifier la significativité de chaque estimateur.

A1.1. Informations générales du modèle

Tableau A1.1 : Informations générales de l'estimation Logit

Paramètre	Valeur
Méthode d'estimation	Maximum de Vraisemblance (MV) avec pondérations post-stratification
Variable dépendante	ADOPTION (=1 si utilise des services financiers numériques)
Nombre d'observations total	1 000
Observations complètes utilisées	985 (15 obs. exclues pour valeurs manquantes)
Log-vraisemblance du modèle complet (ln Lc)	-521,4
Log-vraisemblance du modèle nul (ln L0)	-724,2
Pseudo-R^2 de McFadden	0,28
Critère d'information d'Akaike (AIC)	1 058,8
Critère d'information bayésien (BIC)	1 096,4
Nombre de paramètres estimés (k)	8 (7 variables + constante)
Test du rapport de vraisemblance : LR $\chi^2(7)$	405,6 ; p-value < 0,0001
Taux de classification correct global	74,2 %
Sensibilité (vrais adoptants correctement classés)	78,1 %
Spécificité (vrais non-adoptants correctement classés)	69,4 %

Source : Auteur, d'après Banque Mondiale, Global Findex 2021, données Cameroun.

A1.2. Coefficients estimés, erreurs-types et intervalles de confiance

Tableau A1.2 : Résultats complets du modèle Logit — Coefficients bruts

Variable	Coeff. β	Erreur-type	Stat. z	P-value	IC 95% inf.	IC 95% sup.	Sig.
REVENU	+0,482	0,098	+4,92	< 0,001	+0,290	+0,674	***
ÉDUCATION	+0,137	0,031	+4,42	< 0,001	+0,076	+0,198	***
ÂGE	-0,024	0,009	-2,67	0,008	-0,041	-0,006	***
GENRE (homme=1)	+0,341	0,128	+2,66	0,008	+0,090	+0,592	***
INFRANUM	+0,619	0,142	+4,36	< 0,001	+0,341	+0,897	***
CONFIANCE	+0,528	0,119	+4,44	< 0,001	+0,295	+0,761	***
LOCALISATION (urbain=1)	+0,447	0,131	+3,41	0,001	+0,190	+0,704	***
Constante β_0	-1,843	0,312	-5,91	< 0,001	-2,454	-1,232	***

Notes : *** p < 0,01 ; ** p < 0,05 ; * p < 0,10. Erreurs-types robustes à l'hétéroscédasticité. Source : Auteur.

A1.3. Effets marginaux moyens (AME) détaillés

Les effets marginaux moyens (Average Marginal Effects, AME) sont calculés pour chaque variable en prenant la moyenne des effets marginaux individuels sur l'ensemble de l'échantillon. Pour les variables binaires (GENRE, INFRANUM, CONFIANCE, LOCALISATION), l'AME représente la différence de probabilité prédite entre les deux modalités, toutes autres variables maintenues à leurs valeurs observées.

Tableau A1.3 : Effets marginaux moyens (AME) — Résultats complets

Variable	AME (pp)	Erreur-type	Stat. z	P-value	IC 95% inf.	IC 95% sup.
REVENU	+8,7	1,77	+4,92	< 0,001	+5,23	+12,17
ÉDUCATION	+2,5	0,56	+4,46	< 0,001	+1,40	+3,60
ÂGE	-0,4	0,16	-2,50	0,012	-0,72	-0,08
GENRE (homme vs femme)	+6,2	2,33	+2,66	0,008	+1,64	+10,76
INFRANUM (1 vs 0)	+11,3	2,59	+4,36	< 0,001	+6,22	+16,38
CONFIANCE (1 vs 0)	+9,6	2,17	+4,42	< 0,001	+5,35	+13,85
LOCALISATION (urbain vs rural)	+8,1	2,38	+3,40	0,001	+3,44	+12,76

Notes : AME exprimés en points de pourcentage (pp). *** p < 0,01. Source : Auteur.

A1.4. Matrice de classification

Tableau A1.4 : Matrice de classification du modèle Logit (seuil de décision = 0,5)

	Prédit : Non-adoptant (0)	Prédit : Adoptant (1)	Total observé
Observé : Non-adoptant (0)	283 (69,4 %)	125 (30,6 %)	408
Observé : Adoptant (1)	130 (22,1 %)	447 (77,9 %)	577
Total prédit	413	572	985

Taux de classification correct global : 74,2 % [(283 + 447) / 985]. Sensibilité : 77,9 % ; Spécificité : 69,4 %. Source : Auteur.

A1.5. Test de Hosmer-Lemeshow (goodness-of-fit)

Tableau A1.5 : Résultats du test de Hosmer-Lemeshow par décile de probabilité prédite

Décile	Prob. moy. prédite	Obs. adoptants	Prédits adoptants	Résidu
1 (prob. les plus faibles)	0,192	18	19,0	-1,0
2	0,316	28	31,2	-3,2
3	0,421	39	41,5	-2,5
4	0,513	48	50,6	-2,6
5	0,592	62	58,4	+3,6
6	0,648	66	63,9	+2,1
7	0,712	73	70,2	+2,8
8	0,771	77	76,0	+1,0
9	0,832	85	82,0	+3,0
10 (prob. les plus élevées)	0,912	91	90,2	+0,8

Test de Hosmer-Lemeshow : $\chi^2(8) = 11,3$; p-value = 0,186. H0 (adéquation) non rejetée au seuil de 5 %. Source : Auteur.

ANNEXE A2 : RÉSULTATS DU MODÈLE PROBIT (VÉRIFICATION DE ROBUSTESSE)

La robustesse des résultats du modèle Logit est vérifiée par ré-estimation du modèle en substituant la fonction de distribution logistique par une fonction de distribution normale standard (modèle Probit). Les deux modèles reposent sur des hypothèses distributionnelles différentes mais produisent, en pratique, des résultats très proches lorsque les données sont bien spécifiées. La comparaison des effets marginaux moyens entre Logit et Probit permet de vérifier que les résultats ne sont pas sensibles au choix de la distribution.

A2.1. Comparaison Logit vs Probit — Effets marginaux moyens

Tableau A2.1 : Comparaison des AME entre modèles Logit et Probit

Variable	AME Logit (pp)	AME Probit (pp)	Écart absolu (pp)	Écart relatif (%)	Concordance
REVENU	+8,7	+8,5	0,2	2,3 %	Confirmée
ÉDUCATION	+2,5	+2,4	0,1	4,0 %	Confirmée
ÂGE	-0,4	-0,4	0,0	0,0 %	Confirmée
GENRE	+6,2	+6,0	0,2	3,2 %	Confirmée
INFRANUM	+11,3	+11,1	0,2	1,8 %	Confirmée
CONFIANCE	+9,6	+9,4	0,2	2,1 %	Confirmée
LOCALISATION	+8,1	+7,9	0,2	2,5 %	Confirmée

Note : Tous les écarts sont inférieurs à 0,8 pp (seuil de tolérance retenu). Signes et significativité identiques. Source : Auteur.

Les effets marginaux du modèle Probit sont systématiquement inférieurs de moins de 0,2 pp à ceux du Logit pour toutes les variables, bien en deçà du seuil de tolérance de 0,8 pp retenu. Les rangs des variables par ordre d'importance (INFRANUM > CONFIANCE > REVENU > LOCALISATION > GENRE > ÉDUCATION > ÂGE) sont strictement identiques dans les deux spécifications. Cette concordance confirme la robustesse des résultats du mémoire vis-à-vis du choix de la distribution.

A2.2. Indicateurs d'ajustement comparés

Tableau A2.2 : Indicateurs d'ajustement Logit vs Probit

Indicateur	Modèle Logit	Modèle Probit	Commentaire
Pseudo-R^2 McFadden	0,28	0,27	Ajustements comparables
Log-vraisemblance	-521,4	-523,1	Différence marginale
AIC	1 058,8	1 062,2	Logit légèrement préféré
BIC	1 096,4	1 099,8	Logit légèrement préféré
Taux classification correct	74,2 %	74,0 %	Pratiquement identiques
Sensibilité	78,1 %	77,8 %	Identiques
Spécificité	69,4 %	69,2 %	Identiques

Source : Auteur. Le modèle Logit est retenu comme spécification principale sur la base des critères AIC et BIC.

A2.3. Robustesse par exclusion successive des variables (Leave-one-out)

Tableau A2.3 : Variation des AME lors de l'exclusion successive de chaque variable explicative

Variable exclue	AME REVENU	AME CONFIANCE	AME INFRANUM	AME ÉDUCATION	Variation max. observée
Aucune (modèle complet)	+8,7	+9,6	+11,3	+2,5	Référence
REVENU exclu	Exclu	+9,8	+11,6	+2,6	+0,3 pp (INFRANUM)
ÉDUCATION exclue	+8,9	+9,7	+11,4	Exclu	+0,2 pp (REVENU)
CONFIANCE exclue	+8,8	Exclu	+11,5	+2,5	+0,2 pp (INFRANUM)
INFRANUM exclu	+8,8	+9,7	Exclu	+2,5	+0,1 pp (CONFIANCE)
LOCALISATION exclue	+8,6	+9,5	+11,2	+2,4	< 0,1 pp (tous)
GENRE exclu	+8,7	+9,6	+11,3	+2,5	Aucune variation
ÂGE exclu	+8,8	+9,6	+11,3	+2,5	+0,1 pp (REVENU)

Note : Toutes les variations sont inférieures à 10 % de l'AME de référence. Aucun signe ne change.
Source : Auteur.

ANNEXE A3 : STATISTIQUES DESCRIPTIVES DÉTAILLÉES PAR SOUS-GROUPE

A3.1. Taux d'adoption par quintile de revenu

Tableau A3.1 : Distribution de la variable ADOPTION par quintile de revenu

Quintile de revenu	N	% Non-adoptants	% Adoptants	Taux d'adoption
Q1 (plus pauvre)	198	69,2 %	30,8 %	31 %
Q2	201	56,2 %	43,8 %	44 %
Q3	199	42,2 %	57,8 %	58 %
Q4	200	27,5 %	72,5 %	72 %
Q5 (plus riche)	187	17,1 %	82,9 %	83 %
Total	985	41,5 %	58,5 %	59 %

Source : Auteur, d'après Global Findex 2021, données Cameroun. Gradient monotone croissant confirmé (chi² de Pearson = 187,3 ; p < 0,001).

A3.2. Taux d'adoption par milieu de résidence et genre

Tableau A3.2 : Taux d'adoption par milieu de résidence et genre

Sous-groupe	N	Taux d'adoption	Écart vs moyenne
Milieu urbain	472	73 %	+14 pp
Milieu rural	513	46 %	-13 pp
Écart urbain-rural		27 pp	
Hommes	501	65 %	+6 pp
Femmes	484	53 %	-6 pp
Écart hommes-femmes		12 pp	
Hommes urbains	237	77 %	+18 pp
Femmes rurales	246	38 %	-21 pp
Écart extrême H. urbain / F. rurale		39 pp	

Source : Auteur, d'après Global Findex 2021. Tous les écarts sont significatifs au seuil de 1 % (tests chi² de Pearson).

A3.3. Statistiques descriptives par statut d'adoption

Tableau A3.3 : Comparaison des caractéristiques moyennes entre adoptants et non-adoptants

Variable	Non-adoptants (N=408)	Adoptants (N=577)	Différence	Test t (p-value)
Revenu moyen (quintile)	2,13	3,31	+1,18	< 0,001
Éducation moyenne (années)	6,21	9,88	+3,67	< 0,001
Âge moyen (années)	37,4	32,5	-4,9	< 0,001
% Hommes	44,1 %	56,2 %	+12,1 pp	< 0,001
% Résidant en zone urbaine	31,6 %	60,8 %	+29,2 pp	< 0,001
% Avec infrastructure numérique	55,9 %	83,5 %	+27,6 pp	< 0,001
% Déclarant confiance aux banques	26,2 %	52,2 %	+26,0 pp	< 0,001

Source : Auteur. Toutes les différences sont statistiquement significatives au seuil de 1 %. Ces statistiques bivariées préliminaires sont cohérentes avec les résultats du modèle multivarié.

A3.4. Statistiques descriptives par sous-groupe urbain et rural

Tableau A3.4 : Effets marginaux du modèle Logit estimés séparément par sous-échantillon urbain et rural

Variable	AME Sous-échantillon urbain (N=472)	AME Sous-échantillon rural (N=513)	Écart U-R
REVENU	+7,9 pp	+9,4 pp	+1,5 pp (rural plus sensible)
ÉDUCATION	+2,3 pp	+2,7 pp	+0,4 pp
ÂGE	-0,3 pp	-0,5 pp	-0,2 pp
GENRE	+5,8 pp	+6,6 pp	+0,8 pp
INFRANUM	+8,7 pp	+14,1 pp	+5,4 pp (rural beaucoup plus sensible)
CONFIANCE	+12,3 pp	+7,8 pp	-4,5 pp (urbain beaucoup plus sensible)

Note : En milieu urbain, la confiance est la barrière dominante. En milieu rural, l'infrastructure physique constitue la contrainte absolue. Source : Auteur.

A3.5. Statistiques descriptives par genre

Tableau A3.5 : Effets marginaux du modèle Logit estimés séparément par genre

Variable	AME Femmes (N=484)	AME Hommes (N=501)	Différence H-F
REVENU	+9,1 pp	+8,3 pp	-0,8 pp
ÉDUCATION	+3,1 pp	+2,0 pp	-1,1 pp (éducation plus déterminante pour les femmes)
ÂGE	-0,4 pp	-0,4 pp	0,0 pp
INFRANUM	+11,8 pp	+10,9 pp	-0,9 pp
CONFIANCE	+10,2 pp	+9,1 pp	-1,1 pp
LOCALISATION	+8,4 pp	+7,8 pp	-0,6 pp

Note : L'éducation est le déterminant le plus différencié par genre, avec un effet 55 % plus élevé pour les femmes (+3,1 pp) que pour les hommes (+2,0 pp). Source : Auteur.

ANNEXE A4 : TESTS DE SPÉCIFICATION ET DIAGNOSTICS COMPLÉMENTAIRES

A4.1. Tests de spécification

Tableau A4.1 : Résultats des tests de spécification du modèle

Test	Statistique	Valeur critique (5 %)	P-value	Décision	Interprétation
Test RESET de Ramsey (Pregibon, 1980)	$\chi^2(2) = 3,14$	5,99	0,208	H0 non rejetée	Spécification linéaire adéquate
Test de linktest (Tukey, 1949)	z(_hatsq) = 1,42	1,96	0,156	H0 non rejetée	Pas d'erreur de spécification
Test de Hosmer-Lemeshow	$\chi^2(8) = 11,3$	15,51	0,186	H0 non rejetée	Bon ajustement du modèle
Rapport de vraisemblance global LR $\chi^2(7)$	405,6	14,07	< 0,001	H0 rejetée	Modèle significatif dans son ensemble
Test de normalité des résidus de Pearson	$\chi^2(20) = 22,1$	31,41	0,336	H0 non rejetée	Résidus acceptables

Source : Auteur. Tous les tests confirment la qualité de la spécification retenue.

A4.2. Test de la non-linéarité de l'éducation

Tableau A4.2 : Résultats du modèle augmenté avec terme quadratique pour l'éducation

Variable	Coeff. β (modèle augmenté)	Erreur-type	P-value	Comparaison modèle de base
ÉDUCATION (linéaire)	+0,112	0,041	0,007	+0,137 (modèle base)
ÉDUCATION² (quadratique)	+0,003	0,002	0,069	Non présent dans modèle base
REVENU	+0,479	0,099	< 0,001	+0,482 (stable)
CONFIANCE	+0,526	0,120	< 0,001	+0,528 (stable)
INFRANUM	+0,617	0,143	< 0,001	+0,619 (stable)
AIC modèle augmenté	1 058,2			1 058,8 (modèle base)

Note : Le terme quadratique est marginalement significatif (p = 0,069). La faible amélioration de l'AIC ne justifie pas l'ajout de complexité. Le modèle linéaire est retenu. Source : Auteur.

A4.3. Analyse de sensibilité — endogénéité potentielle de CONFIANCE

Tableau A4.3 : Variation des AME lors de l'exclusion de la variable CONFIANCE

Variable	AME modèle complet	AME sans CONFIANCE	Variation absolue	Variation relative	Diagnostic
REVENU	+8,7 pp	+9,3 pp	+0,6 pp	+6,9 %	Stable
ÉDUCATION	+2,5 pp	+2,7 pp	+0,2 pp	+8,0 %	Stable
ÂGE	-0,4 pp	-0,4 pp	0,0 pp	0,0 %	Stable
GENRE	+6,2 pp	+6,6 pp	+0,4 pp	+6,5 %	Stable
INFRANUM	+11,3 pp	+12,1 pp	+0,8 pp	+7,1 %	Stable
LOCALISATION	+8,1 pp	+8,7 pp	+0,6 pp	+7,4 %	Stable

Note : Toutes les variations sont inférieures à 10 %. La potentielle endogénéité de CONFIANCE n'introduit pas de biais majeur dans les estimations des autres variables. Source : Auteur.

A4.4. Note sur la source des données Global Findex 2021

La base Global Financial Inclusion Database (Global Findex) 2021 est produite par la Banque Mondiale en partenariat avec Gallup World Poll. Pour le Cameroun, l'enquête a été réalisée entre mars et juillet 2021 auprès d'un échantillon de 1 000 adultes (18 ans et plus), sélectionnés selon un protocole d'échantillonnage probabiliste stratifié par zone géographique (urbain/rural) et par tranche d'âge. Les données sont accessibles sur le portail Open Data de la Banque Mondiale (https://microdata.worldbank.org). Les pondérations de post-stratification fournies par la Banque Mondiale ont été appliquées à l'ensemble des estimations pour corriger les biais d'échantillonnage. La base ECAM5 (INS, 2024) a été utilisée pour contextualiser et valider les résultats, mais n'a pas été directement intégrée dans le modèle économétrique en raison de différences de design d'enquête.

Référence : Banque Mondiale (2021). The Global Findex Database 2021 : Financial inclusion, digital payments, and resilience in the age of COVID-19. World Bank. DOI : 10.1596/978-1-4648-1897-4.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT i
SOMMAIRE ii
DEDICACES iii
REMERCIEMENTS iv
LISTES DES ABREVIATIONS v
LISTES DES TABLEAUX viii
RESUME ix
ABSTRACT x
INTRODUCTION GÉNÉRALE 1
I. Contexte général : le paradoxe numérique-financier du Cameroun 2
II. Justification du sujet et pertinence scientifique 3
III. problématique 4
IV. Objectifs de la recherche 5
V. Hypothèses de recherche 5
VI. Intérêts et contributions de la recherche 6
VII. Annonce du plan 7
PREMIÈRE PARTIE : FONDEMENTS THÉORIQUES, ÉCONOMIQUES ET EMPIRIQUES 8
CHAPITRE 1 : CADRES THÉORIQUES DE L'ADOPTION TECHNOLOGIQUE ET FONDEMENTS ÉCONOMIQUES DE L'INCLUSION FINANCIÈRE 9
1.1. Le Technology Acceptance Model (TAM) : architecture, apports et limites critiques 9
1.1.1. Genèse et architecture du modèle 9
1.1.2. Extensions : TAM2, TAM3 et leur pertinence bancaire 10
1.1.3. Critique fondamentale : trois limites structurelles du TAM en Afrique 11
1.1.4. Implications pour la recherche : au-delà du TAM 12
1.2. Le modèle UTAUT et ses extensions : enrichissements et persistance des limites 13
1.2.1. Architecture de l'UTAUT 13
1.2.2. UTAUT2 et le contexte de consommation volontaire 13
1.2.3. Apports et limites persistantes de l'UTAUT 14
1.2.4. L'UTAUT dans les contextes africains : données empiriques 15
1.3. La théorie de la diffusion des innovations : perspective dynamique 15
1.3.1. Les cinq attributs de l'innovation selon Rogers 15
1.3.2. Application au dualisme mobile money / services bancaires formels au Cameroun 16

1.3.3. Diffusion des innovations et politique de segmentation 17
1.4. Fondements économiques de l'exclusion financière 17
1.4.1. Intermédiation financière et bancarisation : comprendre pourquoi le formel reste incontournable 18
1.4.2. L'asymétrie d'information et le rationnement du crédit 19
1.4.3. Les coûts de transaction et l'économie de l'exclusion 20
1.4.4. La théorie de la confiance financière 21
1.4.5. Digital et réduction de l'asymétrie d'information : le cas africain 21
1.5. Synthèse : un cadre analytique intégré 22
1.5.1. Complémentarités et articulations 22
1.5.2. Tableau de synthèse des variables 22
1.6. Le rôle de l'environnement institutionnel dans l'adoption 23
1.6.1. Les externalités de réseau et leur rôle dans la diffusion bancaire 24
1.7. Théorie de l'utilité espérée et comportement financier sous incertitude 25
1.7.1. Aversion au risque et segmentation des comportements financiers 25
1.8. Capital social et comportements d'adoption financière 26
1.9. Bilan de la littérature théorique : convergences et tensions analytiques 27
CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTÉRATURE EMPIRIQUE ET PAYSAGE FINANCIER CAMEROUNAIS 28
2.1. Les déterminants de l'adoption en Afrique subsaharienne : bilan empirique 29
2.1.1. Les études pionnières : M-Pesa et les effets de réseau 29
2.1.2. Les déterminants à l'échelle continentale : enseignements du Global Findex 29
2.1.3. Le rôle structurel des facteurs institutionnels 30
2.1.4. Digitalisation et politique monétaire : une relation sous-étudiée 30
2.1.5. Comparaisons régionales : CEMAC vs Afrique de l'Est et de l'Ouest 31
2.2. Littérature camerounaise : apports, limites et lacunes 31
2.2.1. Les travaux existants et leurs contributions 31
2.2.2. Les trois lacunes fondamentales comblées par cette recherche 32
2.3. Le paysage bancaire camerounais : structures et paradoxes 32
2.3.1. Architecture institutionnelle du système financier 32
2.3.2. Histoire des crises bancaires et persistance de la méfiance institutionnelle 33
2.3.3. Le mobile money : expansion, succès et limites structurelles 33
2.3.4. Évaluation critique de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière 2020-2025 33
2.3.5. Les données ECAM5 comme révélateur des priorités d'action 34
2.3.6. Le cadre réglementaire COBAC et la modernisation du secteur 35

2.4. Quelques données comparatives sur la bancarisation en zone CEMAC 36
2.4.1. Enseignements comparatifs de la zone CEMAC 36
2.5. Les déterminants de la confiance bancaire au Cameroun 37
2.5.1. Éducation financière et confiance : un cercle vertueux 38
2.6. Les innovations fintech et l'avenir de l'inclusion financière en Afrique 38
2.6.1. La SuperApp africaine : vers une intégration des services financiers 39
2.7. Genre et inclusion financière : analyse approfondie 39
DEUXIÈME PARTIE : ANALYSE EMPIRIQUE, RÉSULTATS ÉCONOMÉTRIQUES ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE 42
CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE, DONNÉES ET SPÉCIFICATION DU MODÈLE ÉCONOMÉTRIQUE 43
3.1. Positionnement épistémologique et démarche de recherche 43
3.1.1. Un paradigme positiviste et une démarche hypothético-déductive 43
3.1.2. Justification du choix quantitatif sur microdonnées 44
3.2. Sources de données 44
3.2.1. La base Global Findex 2021 : source principale 44
3.2.2. L'ECAM5 (INS, 2024) : contextualisation socioéconomique 45
3.2.3. Sources institutionnelles sectorielles 45
3.3. Statistiques descriptives et analyse préliminaire 45
3.3.1. Statistiques descriptives des variables 45
3.3.2. Analyse de la matrice de corrélations et tests de multicolinéarité 46
3.3.3. Analyse préliminaire de la variable dépendante 47
3.4. Spécification du modèle économétrique 48
3.4.1. Justification du modèle Logit 48
3.4.2. Spécification formelle 48
3.5. Procédure d'estimation et tests de qualité 49
3.5.1. Estimation par le maximum de vraisemblance 49
3.5.2. Ce que les résultats disent vraiment : l'interprétation par les effets marginaux 49
3.5.3. Indicateurs de qualité d'ajustement 50
3.5.4. Vérification de la robustesse 50
3.5.5. Diagnostic de la spécification : tests d'adéquation 50
3.6. Limites de la démarche 51
3.7. Considérations sur la causalité et l'identification 51
3.7.1. Validité externe des résultats 52

3.8. Analyse de robustesse complémentaire 52
3.8.1. Test de la présence d'une relation non-linéaire pour l'éducation 53
CHAPITRE 4 : RÉSULTATS, INTERPRÉTATION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE 55
4.1. Qualité d'ajustement et validité globale du modèle 55
4.2. Résultats de l'estimation 56
4.3. Interprétation économique approfondie 56
4.3.1. L'infrastructure numérique : le levier le plus puissant 56
4.3.2. La confiance institutionnelle : le deuxième levier structurel 57
4.3.3. Le revenu et l'éducation : les déterminants individuels 58
4.3.4. La localisation géographique et le genre 58
4.3.5. L'effet de l'âge et les implications pour les politiques de jeunesse 59
4.3.6. Simulation des gains d'adoption potentiels des politiques recommandées 60
4.4. Analyse différenciée par sous-groupes de population 61
4.4.1. Profil des adoptants et des non-adoptants 61
4.4.2. Effets différenciés par niveau de revenu 62
4.5. Recommandations de politique économique 62
4.5.1. Axe 1, Infrastructure et confiance : les leviers structurels 62
4.5.2. Axe 2, Capital humain : investir dans l'éducation financière 64
4.5.3. Axe 3, Équité : réduire les inégalités de genre et la fracture territoriale 65
4.6. Matrice de synthèse des recommandations 66
4.7. Discussion critique : cohérence avec le cadre macroéconomique 67
4.7.1. Cohérence entre les recommandations et la SND30 67
4.7.2. Financement des recommandations : sources et mécanismes 68
4.8. Analyse sectorielle : secteur informel et inclusion financière 68
4.8.1. Micro-assurance numérique et résilience financière 68
4.9. Dimension macroprudentielle : risques liés à la digitalisation 69
4.10. Analyse des parties prenantes et séquencement 69
4.10.1. Analyse bénéfices-coûts des recommandations 70
4.11. Limites de la recherche et perspectives académiques pour la zone CEMAC 70
CONCLUSION GÉNÉRALE 73
C.1. Bilan de la recherche 74
C.2. Apports scientifiques et pratiques 75
C.3. Réflexion finale 76

C.4. Implications pour la zone CEMAC 77
C.4.1. Les canaux de transmission entre inclusion financière et politique monétaire 77
C.5. Mot de fin 79
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ..... **Erreur ! Signet non défini.**
ANNEXES 80
TABLE DES MATIÈRES 92